

سكزاتن الاصل

Des Afars enlèvent un Français à Djibouti

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1.70 F
Angers 1,30 DA; Maroc 1,50 dir; Tunisie 1,30 m.; Allemagne 1,20 DM; Autriche 12 sch; Belgique 13 fr.; Canada 2,75 \$; Danemark 2,75 kr.; Espagne 40 pes.; Grèce 20 A.; Irlande 22 sh.; Italie 50 lire; Japon 400 y.; Liban 200 L.; Luxembourg 13 fr.; Norvège 2 kr.; Pays-Bas 1,25 fl.; Portugal 20 esc.; Suède 2,80 kr.; Suisse 1,15 fr.; U.R.S.S. 63 roubles; Yougoslavie 13 din.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER
Le voyage sans surprise de M. Brejnev à Bonn

Le même événement peut engendrer des interprétations diamétralement opposées. Ainsi en va-t-il du voyage que M. Brejnev vient d'accomplir en Allemagne fédérale...

AFGHANISTAN
Le nouveau régime de Kaboul se défend d'être un « satellite » de l'Union soviétique

Le calme semble régner en Afghanistan, après le sanglant coup d'État du 27 avril. M. Taraki, président du Conseil révolutionnaire et premier ministre, s'est brièvement expliqué sur la préparation de ce coup d'État...

ISRAËL
Les entretiens Begin-Carter n'ont pas aplani le différend entre Jérusalem et Washington

Au terme de son voyage aux États-Unis, le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a lancé dimanche 7 mai un nouvel appel au président Sadate pour une reprise des négociations.

Jacques Mesrine s'est évadé de la Santé

Jacques Mesrine s'est évadé, ce lundi matin 8 mai, de la prison de la Santé où il purgait une peine de vingt-cinq ans de réclusion criminelle...

M. GEORGES SUFFERY voir avec ce qui s'est

Après un article paru dans le Monde du 10 mai 1978, M. Georges Sufferly a écrit dans le Monde du 11 mai 1978...

Kaboul. — « Le changement de régime n'est pas un simple coup d'État mais une véritable révolution préparée de longue date... »

Jérusalem. — « Que va dire Begin demain ? Au cours d'une réunion organisée dimanche soir à Jérusalem... »

Arrêté le 8 mars 1973 à Boulogne-Billancourt, Jacques Mesrine avait été inculpé de vol qualifié, tentative de meurtre sur des agents de la force publique...

AU JOUR LE JOUR
Un travailleur immigré

Après avoir acquis une partie d'une société de travaux publics, d'une société de télécommunications, d'une compagnie aérienne, des médias de la collection Wildenstein et la totalité du paquet France, M. Akram Ojeh, le célèbre homme d'affaires saoudien, providence des entreprises gauloises en difficulté, s'est porté acquéreur d'une partie de l'entreprise Perrin où huit cent vingt-cinq personnes seront licenciées mercredi prochain.

Le solennel, monstache et cheveux grisonnants, portant costume sombre et cravate à pois, répondant avec patience et habileté à toutes les questions, le nouveau maître du pays est apparu comme une personnalité nationaliste modérée, soucieuse de donner un visage rassurant à la révolution égyptienne.

Il était à nouveau arrêté le 28 septembre suivant à Paris et avait comparu devant les assises en mai 1977. Jacques Mesrine a publié un livre, l'Instinct du mort, dans lequel il se présente complaisamment comme une véritable machine à tuer, revendiquant plusieurs dizaines de crimes.

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Claude Lefort

Claude Lefort est un philosophe du silence. Entendez par là qu'il est peu connu du grand public, en marge des divers courants de la gauche et à l'écart de toutes les modes intellectuelles...

Il était à nouveau arrêté le 28 septembre suivant à Paris et avait comparu devant les assises en mai 1977. Jacques Mesrine a publié un livre, l'Instinct du mort, dans lequel il se présente complaisamment comme une véritable machine à tuer, revendiquant plusieurs dizaines de crimes.

La déclaration commune signée par MM. Brejnev et Schmidt fait état d'accroissements importants...

De ce point de vue, M. Leonid Brejnev a sans doute rempli son contrat, encore qu'il ait demeuré pendant quatre jours l'image d'un homme vieillissant et obésité d'une certaine manière par la cravate d'un nouveau conflit mondial...

Pour expliquer son geste, M. Ojeh a déclaré qu'il n'avait pas le chômage, qu'il avait l'argent et qu'il partageait sans aucun doute avec lui les centrales syndicales, le gouvernement et le patronat.

I. — Repenser le politique

avant toute autre. Je suis devenu très sensible à une lacune de la problématique marxiste : la lacune du politique. Au demeurant, mes premières études, qui datent de lendemains de la guerre, à présent republiées, en témoignent : je n'avais jamais épousé la conception scientifique, économiste, selon laquelle Marx aurait découvert les lois qui régissent le fonctionnement de la société et la révolution de l'humanité...

ne la faisait pas dériver d'un état de fait, l'état du développement des forces productives et de la division du travail. Propos recueillis par E. A. EL MALEH. (Lire la suite page 2.)

La longue marche du socialisme à travers les âges.

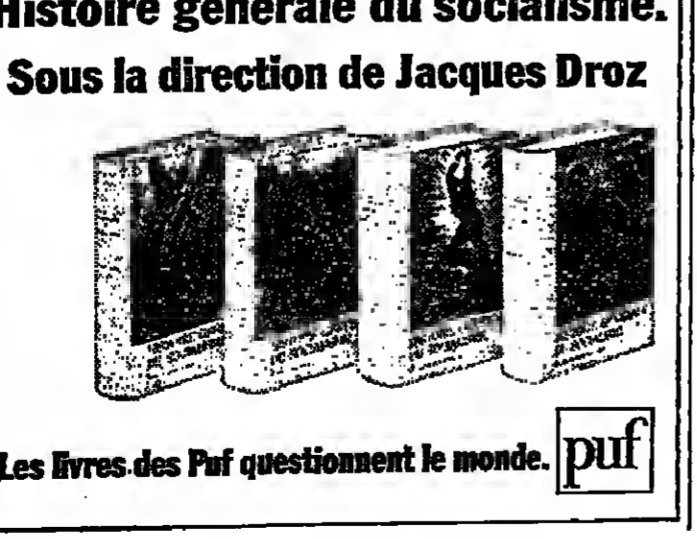
Histoire générale du socialisme. Sous la direction de Jacques Droz



Les livres des Puf questionnent le monde. puf

La longue marche du socialisme à travers les âges.

Histoire générale du socialisme. Sous la direction de Jacques Droz



Les livres des Puf questionnent le monde. puf

HOROWITZ A NEW-YORK

Jamais deux fois de la même façon

Cent quatre-vingt-dix Français venus en charter uniquement dans ce but ont assisté, dimanche après-midi, au récital donné par Vladimir Horowitz au Carnegie Hall de New-York...

HOROWITZ A NEW-YORK

Jamais deux fois de la même façon

Cent quatre-vingt-dix Français venus en charter uniquement dans ce but ont assisté, dimanche après-midi, au récital donné par Vladimir Horowitz au Carnegie Hall de New-York...

oit pour 6950F

amm

(Lire nos informations page 2.)

JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 15.)

idées

GRILLES DU TEMPS

ENTRETIEN AVEC CLAUDE LEFORT

(Suite de la première page.)

Sans ignorer les conditions économiques, il jugeait qu'elle se manifestait dans l'opposition de deux désirs : celui de commander, d'opprimer — le désir des grands, quelle que fût leur figure historique, — et celui de ne pas être commandé, opprimé — le désir du peuple. Enfin, il combinait cette division avec celle du pouvoir et de la société, et exploitait les positions qui s'offrent au prince ou, en général, aux dirigeants politiques, une fois qu'ils sont au lieu du pouvoir. Positions qui résultent à la fois de leur propre représentation de la division sociale et de celle des acteurs qui sont pris en elle. C'est par ce côté que le machiavélisme agit.

« Comme vous le voyez, le Machiavel que j'ai interrogé, ce n'est pas celui dont la tradition nous fait le portrait, le théoricien des rapports de forces. Cette théorie, on ne saurait, si on le lit sérieusement, lui en imputer la paternité. Au reste, les Florentins de son époque la connaissaient, la pratiquaient et la formulaient avec délectation. Sans doute, il exploite leurs arguments, ainsi qu'il le fera jus- qu'à d'autres conséquences qui font scandale. Mais son procédé est ironique, au service d'une critique impitoyable des manœuvres mesquines de politiciens contemporains, occupés qu'ils lui paraissent toujours à museler le peuple et à éviter les risques qu'imposerait une grande politique, une vision des tâches de l'Etat. L'important, à mes yeux, c'était que Machiavel dissipât l'illusion

d'une société qui s'ordonnerait sans division, et dissipait en même temps l'illusion qu'il pourrait y avoir un bon pouvoir, soit au-dessus des classes, arbitre des conflits, soit confondu avec le peuple entier, son incarnation. L'important, c'est que Machiavel déconstruise, vous disais-je, que la représentation n'est pas moins fautive que la force. C'est qu'il esquissait la formule neuve d'un régime (qu'un prince ne pouvait faire sien, mais dont il devait

s'inspirer) dans lequel le pouvoir est inventif et la loi vivante parce qu'ils sont exposés à la revendication du peuple. » Bref Machiavel m'a instruit, il m'instruit toujours parce qu'on trouve chez lui une triple critique : celle de la tyrannie, celle du conservatisme bourgeois au service d'intérêts oligarchiques, celle de l'idéalisme républicain ou démocratique qui masque la place du pouvoir et la permanence du conflit.

Le critère de la personnalité est décisif. Mais encore faut-il en avancer une autre, qui n'échappe pas au phénomène du « guide suprême », puisqu'on le repère dans presque toutes les formations du même type.

« Est-ce par hasard si, là où le pouvoir est supposé se confondre avec le peuple, il se détache de la société, se loge en surplomb, comme en aucun autre régime ; si, dans la première phase du totalitarisme, toute la puissance en vient à se concentrer dans un « guide », selon le mot de Soljenitsyne, lequel devient l'homme total, prétend absorber en lui la société même ? Est-ce un hasard si, là où sous le nom de socialisme un régime dénie tout antagonisme interne, l'image surgit d'un « ennemi du peuple », ennemi de l'intérieur représentant l'ennemi de l'extérieur, omniprésent, saboteur, parasite, qu'il faut exterminer en le réédifiant ou réédifier en l'exterminant ? Est-ce un hasard encore si le parti qui se représente comme une sorte d'antidépense du socialisme et qui fonctionne comme une machine à broyer les différences en son sein est amené, quand il en a enfin les moyens, à broyer toutes les différences dans la société, cela en dépit de ses déclarations premières sur la légitimité du pluralisme et les vertus de l'initiative collective ?

« S'agit-il enfin d'un autre hasard si une fois au pouvoir, ce parti qui s'arroge le droit d'être présent partout, à travers ses agents, de diffuser les bonnes

normes dans tous les secteurs d'activité, devient l'organe parasite par excellence, au point qu'en Chine comme en U.R.S.S., les maîtres eux-mêmes consacrent la part de leur temps qu'ils ne passent pas à le glorifier en redondances contre son bureau central ? Tant qu'on ne cherche pas à découvrir la logique qui sous-tend ces phénomènes on ne fait pas un seul pas en direction de la vérité.

« Cette interprétation, vous l'avez développée dans Un homme en trop, en combinant votre analyse du totalitarisme avec la lecture de Soljenitsyne. Pourquoi ce livre o-t-il eu si peu de succès ?

« Comment le saurais-je ? On m'a fait observer que le public était lassé de Soljenitsyne et que j'avais subi le contrecoup de cette lassitude. Le fait est que, par là même époque, le dernier volume de l'Archipel du Goulag, à de rares exceptions près, a été ignoré de la presse. Silence d'autant plus remarquable que c'est celui qui contenait de véritables révélations sur les révoltes dans les camps dans l'ère post-stalinienne et dévoilait un aspect nouveau de la personnalité de Soljenitsyne. Je suis tenté de penser, en ce qui concerne ce troisième volume, qu'on s'est tu parce qu'il dérangeait les classifications déjà établies. Son auteur devenait difficilement récupérable ou difficilement attaquant par ce qu'on appelle la gauche ou la droite.

« Que voulez-vous dire ? Vous ne croyez pas à la distinction gauche-droite ?

« Il ne s'agit pas d'y croire ou non. Elle existe, et toute une tradition est là qui les nourrit l'une et l'autre. Vous avez donc raison de me rappeler à l'ordre. Mon hésitation traitait le sentiment que j'ai : la gauche, prise dans ses cadres politiques, véhicule à présent autant de bêtise ou est porteuse d'eutant de menaces que la droite.

« Revenons à Un homme en trop.

« J'ai tenté de déchiffrer à la lecture de l'écritain Soljenitsyne, d'un homme qui dit ce qu'il pense, les discours anonymes de la bureaucratie contre laquelle il se bat. C'est parce qu'il parlait d'une parole libre, en son nom propre, que son livre pouvait faire apparaître, paru à la même époque, le sens de l'oppression : non seulement comment elle s'exerce, mais comment elle se dit. Je viens de le suggérer, il y a un moment, la vie sociale est tissée de représentations. Impossible de concevoir le totalitarisme (ou quelque forme politique que ce soit) sans analyser un monde de représentations, ou de croyances qui se cristallisent dans des représentations. Or toucher à la croyance est à la représentation, comme je m'y suis essayé, était risqué. Chaque fois qu'on le renvoie à des causes visibles, qu'on produise des faits. C'est que les faits, nous pouvons les tenir à distance. Tandis que les représentations ne sont rien sans nous.

La reconnaissance du totalitarisme

« Ne croyez-vous pas que depuis l'époque où vous comménciez vos travaux sur Machiavel, depuis le milieu des années 50 le marxisme s'est transformé ? N'y a-t-il pas des efforts qui sont faits à présent de la part des communistes dans le sens d'une réflexion sur l'Etat et sur le pouvoir comme tel ?

« Franchement, je n'en vois pas la trace. De quel parlez-vous donc ? L'un à l'audace de juger que l'analyse du stalinisme ne peut pas s'arrêter à la dénonciation du culte de la personnalité. Et encore lui a-t-il fallu attendre des années pour formuler de si graves doutes. Un autre démarqueur patenté en structuralo-marxisme lance le thème de l'Etat comme un gadget destiné à racoler un public que le vieux marxisme et deux temps infra-structure ne comble plus. Un troisième insiste que le

socialisme n'existe pas sans liberté et que, après tout, il n'était pas comode de le greffer sur un pays arriéré, sortant d'un despotisme semi-asiatique. — comme si le grand fantasme totalitaire n'avait pas émergé en Occident et ne continuait pas de hanter nos sociétés.

« Voyez-vous, ce qui me frappe, c'est l'attention qu'on prête à toutes les tentatives de rattachage de la théorie, que dis-je, la ferveur avec laquelle on accueille les moindres signes de révision de la doctrine officielle dans la gauche non communiste, progressiste ; alors que restent béantes les questions : qu'est-ce que le totalitarisme, qu'est-ce que la fonction du parti communiste dans son édification, qu'est-ce que la représentation d'une société sans antagonisme, qu'est-ce qu'un pouvoir qui prétend incarner le peuple ? Bien sûr l'interprétation du stalinisme par

La critique de l'idéologie

« Vous semblez accorder une importance considérable à ce que vous nommez l'idéologie. Plusieurs études s'y rapportent dans votre recueil sur les Formes de l'histoire.

« Qu'est-ce que l'idéologie ? C'est précisément pour moi un enchaînement réglé de représentations, qui échappent le plus souvent à la conscience des acteurs. Elles ont une fonction, à une époque donnée, dans des sociétés données. — entendons dans les sociétés modernes, affranchies d'une interprétation mythique ou religieuse du monde — celle de fabriquer de la certitude, de faire qu'on sache ce qu'il en est de la société. Notez bien que ces représentations peuvent être hétéroclites, pour une part empruntées au passé, pour une part forgées en réponse aux contradictions et aux conflits les plus menus. Et notez aussi que les discours qui les véhiculent peuvent être antagonistes, se placer par exemple les uns sous le signe de la révolution, les autres sous le signe de l'apologie des institutions établies. Peu importe, si se distribuent dans un champ commun, défini sous l'exigence de banir l'indétermination que secrète notre histoire.

« Vous comprenez donc qu'à mes yeux, l'idéologie ne se circonscrit pas aux limites des doctrines, comme des sociologues ou des politologues ne cessent de l'y pointer, tantôt pour parler d'une fin de l'idéologie, tantôt pour signaler sa recrudescence. L'idéologie tapisse la société dans les démocraties occidentales tout comme dans les régimes totalitaires. Par-delà même les institutions politiques, notre mode de production et de consommation, nos structures hiérarchiques impliquent des croyances tacites en la nécessité ou la fatalité ou la normalité ou la légitimité de certains rapports établis.

« La critique de l'idéologie exige un travail incessant, non pas seulement parce qu'elle doit prendre en charge les transformations des discours socialement dominants, mais parce que l'idéologie n'est pas devant nous comme un objet auquel nous pourrions appliquer les critères de la connaissance scientifique. Parce qu'elle nous habite, que nous n'avons jamais fini de nous en extraire et que nous attaquons le foyer social intime de nos certitudes quand nous tentons de l'analyser.

« Lisons de côté le marxisme. Ne se manifeste-t-il pas dans les nouvelles générations, parmi les intel-

lectuels et les philosophes de gauche une sensibilité nouvelle aux phénomènes de l'Etat, ou plus généralement du pouvoir ?

« Sensibilité, le mot est bon. Ou plutôt faible. Le concept de pouvoir est à la mode. On aurait déjà du mal à recenser les livres, les colloques qui affichent le thème. Hier, qui s'y intéressait ? Je ne parle évidemment pas des politologues ou sociologues qui ont pour métier d'analyser des institutions, des comportements, des groupes de pression, des mécanismes électoraux, et se soucient fort peu de s'interroger sur l'origine et la nature du pouvoir. Il me semble qu'en France, il y a un peu de temps encore, la réflexion sur le pouvoir se situait dans le cadre de la tradition libérale, une tradition qui se réclame volontiers de Tocqueville, et demeure vivante chez des hommes comme Raymond Aron par exemple, ou Bertrand de Jouvenel.

« Depuis peu, le petit mot pouvoir fait bouillonner les cervelles de philosophes supposés subversifs. Fant-il se réjouir ? Pour ma part, j'entends deux discours. Ils sont apparemment contradictoires, mais nous sont servis simultanément par les mêmes auteurs parfois. Comme je l'ai noté, l'idéologie charrie les contradictions, donc ne nous étonnons pas. Selon le premier discours, le pouvoir est en essence despotique. En tant que pouvoir d'Etat, il s'abat sur l'humanité depuis les temps les plus reculés, mais avec une force sans cesse accrue. Selon le second, le pouvoir est partout, multiforme et même il naît d'en bas. Pensez-vous que ce double discours marque une renaissance de la pensée politique ?

Propos recueillis par E. A. EL MALEH.

Prochain article :

LA DÉMOCRATIE N'EST PAS BOURGEOISE

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administrateur. Commission paritaire des journaux et publications n° 57427.

L'égalité, un besoin du cœur

par JEAN GUÉHENNO (*)

J'ai passé presque dix ans de ma vie en compagnie de Jean-Jacques et crois, après tout, mieux connaître la sienne que la mienne. J'ai vécu dans le hâle, tendu vers demain. J'ai mes souvenirs, et c'est la mémoire, pour tout ce qui concerne soi-même, est esne doute toujours mentaux. Elle arrange tout, met tout en ordre à mesure que passent les jours, pour qu'on puisse durer et se supporter. Nous ne nous souvenons bien que de ce qui nous a aidés à vivre. Mais j'ai lu, relu ce petit Jean-Jacques et fini par écrire deux gros livres, amés de tous les documents que j'ai pu trouver. Au fond de moi-même d'esprit plus voltairien que rousseauiste, j'entraîne pourtant dans sa vie comme dans celle d'un compagnon, dans sa révolte, dans son refus du monde comme il va. Et aujourd'hui, dans la confusion politique où nous sommes, c'est encore ainsi que je repense à lui. Il sentait, lui, vraiment ce que devrait être l'égalité. Elle était, en lui, un besoin du cœur.

pour l'autre, 48,8 ou 50,4, sans qu'on sache, à quinze jours d'intervalle, au juste lequel ; mais le plus forte, la plus rusée, celle qui est en place, s'en va chercher à Welle et Futuna, ou dans quelque « bourg pourri », ou dans quelque ambassade les milliers de voix qui la maintiennent au pouvoir. Une absurde confusion provoque le dégoût.

Je ne eus pas parvenir, quant à moi, ces derniers temps, à m'intéresser profondément à un débat électoral qui a fini en une parade verbale si ridicule que les électeurs ne pouvaient plus savoir où eux-mêmes en étaient. L'électeur, selon les partis, s'achetait ou se vendait de 1 500 à 2 400 F. Nous étions et nous sommes dans un grand mensonge. Ah ! que l'horreur de Rousseau, l'homme de la nature, « ami de tous ses semblables », est loin ! Dans nos sociétés d'abondance, l'ivresse du mal humain ne se connaît plus. « Chez l'homme en société, écrit Rousseau, ce sont bien d'autres cités ; il s'agit principalement de pouvoir ou nécessaire, et puis au surplus ; ensuite viennent les défices, et puis les immenses richesses, et puis des supes, et puis des

esclaves... Il semblait qu'on en soit à l'antique époque. C'était et c'est la guerre éternelle et la France partagée entre l'afreux riche et le pauvre. Il est vrai que l'argent pourrit tout et que l'abondance même peut devenir le commencement de la perdition. — Pas un moment de répit, disait encore Rousseau. Ce qu'il y a de stupide, c'est que même les besoins sont naturels et pressants, plus les passions augmentent, et, qui pis est, le pouvoir de les satisfaire. »

Tout sens humain n'est pas perdu

Mais il n'est pas vrai que tout sens humain soit perdu. Comment excepter ce partage de la haine ? La France partagée n'est que le produit de basses démogogues en bataille et, quelle que soit le résultat de la lutte des classes, une simplicité peut-être naïve me laisse croire que l'argent que les hommes gagnent n'est pas tout ce qui les classe, de la droite à la gauche de l'hémicycle politique. L'« enrichissez-vous » des années louis-philippardes n'est que la plus basse formule politique qui se soit dite en France. — Ah ! qui

me soulageait de la dure réalité ! », s'écriait au même moment Michelet.

Mais je reviens à mon vieux Rousseau, qui savait assez bien ce qu'est le cœur des hommes, et voudrait donner à nos lecteurs l'occasion de lire quelques lignes du Contrat social. Après avoir dit ce qu'est la liberté civile, voici comme il parle de l'égalité : « Il ne faut pas entendre par ce mot que les degrés de puissance et de richesse soient absolument les mêmes ; mais que, quant à la puissance, elle soit au-dessus de toute violence, et ne s'exerce jamais qu'en vertu du rang et des loix ; et, quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre... Voulez-vous donner à l'Etat de la constance, rapprochez les degrés extrêmes autant qu'il est possible ; ne souffrez ni des gens opulents ni des pauvres... C'est précisément parce que la force des choses tend toujours à détruire l'égalité que la force de la législation doit toujours tendre à la maintenir. »

Je souhaite que ces propos de Jean-Jacques trouvent un grand écho dans la pensée de tous les Français d'aujourd'hui. (*) de l'Académie française.

ESQUISSES

L'Etat italien voit grandir chaque jour le nombre de ses adversaires. Comor, dans son Vindictive rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie (1), rappelait cette maxime des Romains : « Autant d'esclaves, autant d'ennemis. »

Beaucoup de gens s'emploient à modérer et à gérer le désespoir des peuples. C'est ainsi qu'ils trouvent une place parmi les puissants.

Les Etats ne veulent inspirer aux nations que des sentiments d'emprunt, des passions déjà formées avant d'avoir été éprouvées. Ils s'efforcent de faire varier ces sentiments, selon les nécessités du jour. Des citoyens, entrevus hier encore dans le hâle de leurs voisins, sont brusquement invités à les considérer avec bienveillance. La lamouise « versaille » des toutes n'est que l'autre face du mépris où les tiennent leurs dirigeants.

Les malheurs de l'enfance et les disgrâces de la nature font de leurs victimes d'impitoyables despotes, ou des « torçats de la sensibilité », comme disait Artaud.

Si les dictateurs humaient la plus, ils se contenteraient de posséder le monde dans leur pipe et de le réduire en fumée.

A Paris, on ne comprend guère le mépris de la brigade et le refus des vérités. On s'y donne tant de peine pour acquiescer de l'importance, et cela avec la mode un mariage durable ! Mais celle-ci, qui s'empare de la Providence, exerce un tel pouvoir en France qu'elle s'y permet toutes les inconsciences.

Les chemins du désespoir sont divers. Ils mènent tel philosophe à se retirer souvent dans le désert, et tel autre à faire carrière dans le parti du pouvoir.

FRANÇOIS BOTT. (1) Champ Libre, 1974.

autrement

autrement

« Alors, on n'a pas école aujourd'hui ? »

Une enquête « approfondie » sur les alternatives à l'école expérimentées en France, le quotidien de ces collectifs adultes-enfants, de ces lieux de vie, dits parallèles.

des enfants, des lieux parallèles, une « structure à l'école... »

no 43, 250 p., 440 - 35 F

vente en librairie (Stock) ou par abonnement (Ann. 5 n° 135) au 120, bd. Saint-Jermain - Paris 6

TENS

différend entre Je

SHALON ISRAËL

La communauté trentième annive

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

Tunisie

Ancien ministre de la défense et directeur d'«Errai» M. Hassib ben Ammar est inculpé de diffamation envers l'armée

De notre correspondant

Tunis. — Inculpé de diffamation envers l'armée, Hassib Ben Ammar, directeur d'«Errai», hebdomadaire d'opposition des démocrates socialistes et ancien ministre de la défense, doit comparaître le 11 mai devant le tribunal militaire. Cette inculpation suit la publication dans le numéro d'«Errai» daté du 19 janvier, d'une lettre de lecture relative à l'intervention de l'armée lors d'une grève dans une usine de tissage à Kasr-El-Bal (le Monde du 15 octobre 1977). Le code de la presse prévoit que la diffamation envers l'armée est passible d'une peine d'un mois à trois ans de prison, d'une amende de 120 à 1.200 dinars (1).

M. Hassib Ben Ammar, qui doit regagner Tunis mardi 9 mai après un séjour privé en France, fait également l'objet de poursuites devant le juge d'instruction près le tribunal militaire en instance de Tunis, pour une autre lettre publiée dans son hebdomadaire. Celle-ci contenait un appel pour la libération des personnes arrêtées à la suite des émeutes du 26 janvier dans la capitale.

Les auteurs des lettres, ayant donné de fausses identités, n'ont pu être retrouvés.

Le chef du mouvement d'opposition des démocrates socialistes, M. Ahmad Mestiri, a lui aussi, à répondre devant la justice d'une accusation de diffamation du régime et de propagation de fausses nouvelles (le Monde du 19 avril). Il a cependant pu quitter Tunis la semaine dernière pour se rendre en visite au Sénégal et l'invitation du président Senghor.

Evacuant le samedi 5 mai, dans une réunion du parti socialiste destourien, la nécessité pour l'Etat de faire respecter la loi, le premier ministre, M. Heidi Noutira,

avait déclaré : « Le respect de la loi dicte à chacun le devoir de ne pas se livrer à la diffamation ni à la calomnie. Si nous avons eu à faire face à des agitations verbales d'abord, brutales ensuite, c'est précisément parce que la loi n'a pas été respectée. Nous avons fait preuve d'une certaine indulgence qui a fait croire à certains qu'ils pouvaient tout se permettre. Lors des événements du 26 janvier, dont l'enseignement à tirer consiste à respecter la loi et à s'y soumettre... Aussi avons-nous le devoir de nous interposer devant quiconque cherche à contrevenir à la loi ».

C'est sans doute également dans cet esprit que les autorités avaient décidé le 5 mai l'expulsion du territoire de M. Michel Zavrjan, avocat à la Cour de Paris, entré en Tunisie par la Fédération internationale des droits de l'homme pour enquêter sur la situation des syndicalistes emprisonnés.

Une mise au point des « meilleurs autorisés » émise par l'agence Tunis Afrique Presse (TAP) déclare que M. Zavrjan « s'était fait remarquer par des contacts suspects dépassant le cadre d'une mission d'information » et qu'il avait été trouvé en possession de documents et de tracts hostiles au pays « essentiellement étrangers à sa mission et à la nature des activités juridiques ».

Selon la mise au point, M. Zavrjan se proposait de faire signer des pétitions et s'est livré « à des menées susceptibles de favoriser des activités subversives ». En outre, il était porteur de messages de « Tunisiens hostiles » résidant à l'étranger, destinés à des correspondants dans le pays.

MICHEL DEURE,

(1) Un dinar vaut 12 francs environ.

Algérie

L'agresseur de M. Cubillo a été condamné à mort par la Cour de sûreté de l'Etat

De notre correspondant

Médéa. — La Cour de sûreté de l'Etat, siégeant à Médéa sous la présidence de M. Ahmed Medjhoula, a jugé, samedi 5 et dimanche 7 mai, les deux Espagnols auteurs de l'attentat commis le 5 avril à Alger contre M. Antonio Cubillo, secrétaire général du Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.), qui avait été grièvement blessé. M. Juan Antonio Alfonso Gonzalez, trente-deux ans, qui avait frappé le dirigeant indépendantiste de deux coups de couteau, a été condamné à la peine capitale. Son complice, M. José Luis Cortes y Rodriguez, vingt ans, chargé de faire le guet, s'est vu infliger vingt ans de détention.

Le tribunal a également condamné à mort par contumace le « co-conspirateur » de l'attentat, un autre Espagnol, M. Gonzales Garcia Alfredo, personnage ténébreux, contre lequel un mandat d'arrêt international a été lancé. Cet homme, âgé de quarante-cinq ans environ, s'était présenté à M. Gonzalez comme étant un dirigeant du F.R.A.P. (Front révolutionnaire antifasciste patrioïque). Entre août 1977 et mars 1978, il avait, sous le nom de José Luis Espinosa, pris contact à plusieurs reprises avec M. Cubillo, à qui il avait déclaré avoir appartenu à l'U.G.T., syndicat lié au Parti socialiste ouvrier espagnol. Il lui avait demandé, en raison de ses activités clandestines, de l'appeler « Gustavo », et avait cherché à l'attirer à Bordeaux sous prétexte de lui fournir des armes.

Vivant dans cette même ville depuis 1972, M. Gonzalez, qui a affirmé appartenir au F.R.A.P. a expliqué qu'il ne connaissait nullement M. Cubillo, même de réputation, mais qu'Alfredo lui avait demandé début mars de l'assassiner parce que c'était « un agent de la C.I.A. ». Il lui aurait précisé que cette décision s'était prise par la direction du F.R.A.P. à Madrid. Après un rendez-vous manqué le 13 mars à Alger avec Alfredo, il avait regagné Bordeaux où, Marseille, était revenu dans la capitale algérienne du 17 au 21 mars, puis était retourné en France sans avoir accompli sa mission. Devant l'in-

assistance d'Alfredo, il avait recruté le jeune Cortes, alors chômeur, en vue d'une troisième tentative. Avant de regagner l'Algérie via Alicante, tous deux avaient rencontré Alfredo qui avait promis à la nouvelle recrue 250 000 à 300 000 pesetas.

En fait, l'ombre d'Alfredo a pesé sur le procès, qui n'a pas permis d'établir un certain nombre de points. Ainsi, le F.R.A.P. n'a pas revendiqué l'attentat, mais il n'a pas non plus désavoué Gonzalez et Alfredo. En outre, on ignore toujours si en facilitant le transport d'armes, le M.P.A.I.C. a servi d'autres intérêts.

Ce qui est certain, c'est que la préparation de l'attentat a commencé début mars, quelques jours seulement après que le M.P.A.I.C. ait remporté des succès à la conférence ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine tenue fin février à Tripoli. Proclamant l'afrikanité des Canaries, le conseil de l'O.U.A. avait décidé d'accorder un soutien politique et financier au mouvement de M. Cubillo jusqu'à ce qu'il soit reconnu de jure par une conférence des chefs d'Etat. Il avait recommandé aux pays limitrophes d'accorder leur aide au M.P.A.I.C. en facilitant le transport de ses militants et en autorisant l'ouverture de bureaux sur leurs territoires.

PAUL BALTA.

SELON LE GOUVERNEMENT DE LUANDA

Le raid sud-africain en Angola a fait plus de six cents morts

Le raid lancé le 4 mai, par l'armée sud-africaine en territoire angolais aurait été particulièrement meurtrier. Le commandant « Iko » Careira, ministre de la Défense de l'Angola, a indiqué samedi 5 mai, que le bilan de l'opération s'élevait à deux et déjà à plus de six cents morts, pour la plupart des réfugiés namibiens, parmi lesquels des femmes, des enfants et des vieillards (voir encadré). Toujours selon Luanda, cinq cents personnes ont été tuées dans la ville de Cassinga, et une centaine d'autres lors d'une seconde opération plus au sud. Les raids ont également fait quatre cent vingt blessés. L'état-major de Pretoria avait reconnu vendredi que son intervention avait fait un « nombre élevé de morts » (le Monde daté 7-8 mai).

sécurité de l'ONU a « vigoureusement condamné » samedi à l'unanimité, le raid sud-africain. La résolution présentée par le groupe des pays non alignés sionne que le Conseil envisagera des « mesures plus efficaces » (allusion à d'éventuelles sanctions) au cas où l'Afrique du Sud violerait de nouveau l'intégrité territoriale ou la souveraineté de l'Angola. Le représentant de France, M. Lepretre, a souhaité que la Namibie « puisse accéder le plus rapidement possible à l'indépendance et à l'issue d'élections libres contrôlées par les Nations unies ». Il a rappelé que son gouvernement avait sévèrement « réprimé » l'attaque sud-africaine (le Monde daté 7-8 mai).

Aucune modification du plan de règlement

Celle-ci a compliqué les perspectives d'un règlement pacifique. Pourtant, M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, et les autres dirigeants de ce mouvement devaient rencontrer ce lundi le « groupe de contact » des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité pour obtenir des « éclaircissements supplémentaires » sur le plan de règlement. On souligne dans les milieux occidentaux qu'il n'est nullement important pour eux de modifier ce plan, accepté par Pretoria. Dans son éditorial de dimanche, le New York Times observe à cet égard que le raid sud-africain avait sans doute pour but d'obliger les maquisards à rejeter le plan, permettant ainsi à M. Vorster d'appliquer sa propre solution « interne ». (A.F.P., A.P., Reuters.)

Le texte, signé du commandant en chef de l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN), M. Dingo Esmambo, qualifié de « miracle », l'a éliminé de plus important point de l'impérialisme en Namibie. Clemens Kapuwo (le Monde du 29 mars), dirigeant modéré de l'Alliance démocratique, soutenu par Pretoria.

Le texte, signé du commandant en chef de l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN), M. Dingo Esmambo, qualifié de « miracle », l'a éliminé de plus important point de l'impérialisme en Namibie. Clemens Kapuwo (le Monde du 29 mars), dirigeant modéré de l'Alliance démocratique, soutenu par Pretoria.

● A NEW-YORK, le Conseil de

Des réfugiés terrorisés

Luanda (A.F.P.). — Les avions civils et militaires continuent dimanche 7 mai, trois jours après le raid sud-africain, à transporter les blessés dans les centres hospitaliers. Le correspondant de l'A.F.P. à Luanda n'a pu assister à l'arrivée de deux appareils à l'aéroport militaire de Belas, proche de la capitale angolaise.

Ces blessés sont hébergés, les yeux remplis de terreux. Ceux qui peuvent répondre aux questions confirment que les premiers bombardements, entre 7 et 8 heures du matin, ont été les plus meurtriers. Une jeune femme décrit les tâches de parachutistes en ville après la première attaque des Mitrage.

Nu sur un lit de camp où il vient d'être allongé, un jeune homme demande un intermédiaire pour remercier l'infirmier cubain qui le soigne de tout ce qu'il fait. Un autre, gisant sur un brancard, un goute-à-goutte dans le bras qui lui reste, explique que la bombe qui l'a touché a explosé au moment où un soldat sud-africain le mettait en joue.

Un homme raconte encore comment, avec quelques autres, il a essayé de fabriquer des grenades à main. Certains dans des journaux, d'autres dans le lit d'une rivière. Les soldats sud-africains les ont délogés, les remplaçant ainsi sous le feu des bombardiers.

La plupart des blessés, dont de très nombreux jeunes et des enfants, sont soignés d'abord à l'aéroport avant d'être transportés à l'hôpital militaire de la capitale, où ils sont accueillis par le corps de santé angolais et les coopérateurs cubains du service médical.

Dans un coin de la salle d'embarquement, transformée en hôpital de transit, une Angolaise nourrit un bébé de quelques mois qu'elle a recueilli, blessé au bras par un éclat de bombe. La mère est morte, pense-t-elle, à moins qu'elle ait été transportée dans une ville proche de Cassinga.

A TRAVERS LE MONDE

Carée du Nord

● M. HUA KUO-FENG, chef du P.C. chinois, qui fait en Corée du Nord une visite officielle, dont la durée n'est pas connue (le Monde du 6 mai), a déclaré dimanche 7 mai à Pyongyang au cours d'un meeting réunissant 100 000 personnes que la Chine refusait toujours l'admission simultanée à l'O.N.U. des deux Cortes, considérant que le régime de M. Kim Il-sung était le seul légitime. M. Hua Kuo-feng a, par ailleurs, demandé une nouvelle fois le retrait de toutes les forces américaines de la péninsule. Il n'a pas fait mention de l'U.R.S.S. — (A.F.P., Reuters.)

Equateur

● DEUX GROUPES POLITIQUES DE GAUCHE, sur les quatre qui sollicitaient leur inscription, ont été légalisés samedi 6 mai par le tribunal suprême et pourront participer à l'élection présidentielle du 16 juillet prochain. Le gauche démocratique (social-démocrate) et le Front libéral allié (du nom du président Alfaro qui exerça son mandat de 1885 à 1901, mouvement libéral dissident), présenteront respectivement comme candidats, le docteur Rodrigo Borja et l'économiste Abdón Calderón. Onze partis traditionnels participeront également à ces élections. Les deux partis, dont l'existence

légal n'a pas été reconnue, sont le Mouvement démocratique populaire (communiste marxiste) et la Démocratie populaire. — (A.F.P.)

Espagne

● TROIS MILLE CARLISTES sous la conduite de leur chef, le prince Carlos Hugo de Bourbon Parme, se sont réunis dimanche 7 mai sur la colline de Montejurra, près de Pamplonne. La manifestation traditionnelle, était autorisée. Le prince s'est, à cette occasion, prononcé pour le rattachement de la Navarre au Pays basque. — (A.F.P.)

Iran

● DE NOUVELLES MANIFESTATIONS D'ETUDIANTS ont eu lieu les 6 et 7 mai dans quatre villes iraniennes, et la police a arrêté, dans la capitale, trois personnes qui distribuaient des tracts de l'opposition. A Chiraz, plus de deux cents étudiants se sont heurtés violemment aux forces de police, et à Isphahan, les autorités ont ordonné la fermeture de l'université à la suite de manifestations organisées par les étudiants qui exigeaient la réintégration de plusieurs de leurs camarades renvoyés au début de l'année. A Babol, sur la mer Caspienne, vingt-sept étudiants arrêtés jeudi ont comparu devant une cour criminelle. — (U.P.J.)

Pakistan

● QUATORZE JOURNALISTES ET EMPLOYÉS DE PRESSE ONT ETE CONDAMNES, dimanche 7 mai, par un tribunal militaire statuant en procédure sommaire, à des peines de prison de six mois à l'arrestation et à des amendes pour activités politiques illégales et graves de la loi martiale. Ils entendaient protester contre la fermeture du quotidien Masnoon, organe du parti de l'ancien premier ministre, M. Bhutto, condamné à mort. Parmi eux figurait M. Nisar Usmani, secrétaire général du syndicat des journalistes, et Hafiz Raquib, secrétaire général de la Confédération des employés de presse. — (A.F.P.)

Portugal

● LA PRESSE accuse un membre du Conseil de la révolution, le général Franco Charras, d'avoir élaboré un projet de loi visant à prolonger à son profit le Conseil, au-delà de la date prévue par la Constitution pour sa dissolution (1980). Elle reproche au document Charras de réduire les pouvoirs des différents chefs d'état-major. Selon ce document, publié samedi 6 mai par l'hebdomadaire Expresso, le Conseil serait compétent en matière de conduite et d'exécution de la politique militaire de défense nationale. Expresso écrit par ailleurs que l'état-major général

des forces armées s'est déjà prononcé contre le projet et que l'armée de l'air y a opposé un veto absolu.

Tchad

● L'AMBASSADE DU TCHAD A MOSCOU a été évacuée, samedi soir 6 mai, par les étudiants qui l'occupaient depuis trente-six heures (le Monde daté 7-8 mai). Une trentaine d'étudiants anti-impérialistes ont progressivement avancé obtenu que soit transmis aux autorités de N'Djamena un message dénonçant l'assistance militaire apportée par la France au gouvernement de M. Malloum dans sa lutte contre le FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad). — (A.F.P.)

Union soviétique

● M. VLADIMIR KLEBANOV, l'un des fondateurs du Syndicat indépendant qui tente de se constituer en Union soviétique, a été transféré de l'asile psychiatrique à la prison de Donetsk (Ukraine), à annoncé, samedi 6 mai, un porte-parole du groupe, M. Kouvakine. Trois autres militants du syndicat sont actuellement en prison ou en salle psychiatrique. M. Klebanov, qui avait été arrêté le 7 février dernier, a déjà été interné pendant plus de quatre ans dans un hôpital psychiatrique après avoir essayé de créer un syndicat d'ouvriers indépendants dans les années 60. — (A.F.P.)

les grandes vacances en avant-première.

Au Salon du Tourisme et des Loisirs

Des idées sur les voyages, les séjours ou les week-ends, en France ou à l'étranger. Tout sur les matériels de camping, de caravanning ou de loisirs.

FOIRE DE PARIS «LA FÊTE AUX IDÉES»

Samedi 29 AVRIL - Lundi 15 MAI 10h-19h - nocturnes mardis et vendredis

Algerie
nouveau régime se
de l'Union

LUTTE

CAUSE...
COURANT...
CAR...

كندا من الأصل

ASIE

EUROPE

Afghanistan

Le nouveau régime se défend d'être un « satellite » de l'Union soviétique

(Suite de la première page.) Celle-ci, a-t-il voulu démontrer, est l'œuvre collective d'une formation politique — le parti démocratique et populaire — qui a utilisé les forces armées comme instrument de conquête du pouvoir et a agi de son propre chef, et non pas à l'instigation d'une tierce puissance, en l'occurrence l'U.R.S.S.

« Nous ne sommes le satellite de personne »

Quels seront les rapports du nouveau régime avec les pays étrangers et en particulier avec l'U.R.S.S. ? M. Taraki indique que la République démocratique entend avoir de bonnes relations avec les pays apportant leur soutien politique et économique à la révolution. « Nous ne sommes le satellite de personne », a-t-il précisé. Nous sommes indépendants, mais nous ne renoncrons à aucune aide, pourvu qu'elle soit inconditionnelle et serve au développement réel du pays.

La même politique inspirera les

rapports avec les autres pays voisins. Kaboul paraît désireux d'avoir de bonnes relations avec le Pakistan et l'Iran, et les nouveaux dirigeants considèrent notamment que le problème du Pachtounistan (l'Afghanistan a longtemps revendiqué le territoire du Pakistan habité par des populations portant comme celles établies dans sa partie orientale, la langue pachoune) est « politique » et devra être réglé « amicalement » avec Islamabad.

C'est sans doute sur le chapitre de la politique intérieure que M. Taraki a été le plus évasif, bien entendu afin de pas effrayer les puissants milieux conservateurs religieux et certains capitales arabes. « Nous agissons en fonction de l'intérêt du peuple. Notre principale préoccupation est d'améliorer le sort des travailleurs, des paysans et des couches opprimées qui constituent la majorité de la population », a déclaré M. Taraki. La réforme agraire ? « Il existe un texte promulgué par le précédent régime. Il faudra en étudier les aspects techniques. Les changements sociaux ne pourront venir qu'après certains changements économiques ».

GÉRARD VIRATELLE.

Grande-Bretagne

Les résultats des élections locales obligent les partis à réviser leur tactique

De notre correspondant

Londres. — Après les élections locales de la semaine dernière, M. Callaghan est bien décidé à ne pas provoquer une consultation générale anticipée. Il ne considère donc pas comme un vote de confiance le difficile scrutin de ce lundi soir 8 mai aux Communes où la coalition des conservateurs, libéraux nationalistes écossais et gallois peut, dans le débat budgétaire, infliger au gouvernement une défaite cuisante. Si l'amendement conservateur demandant une réduction supplémentaire du taux de l'impôt sur le revenu est adopté, le gouvernement, contrairement à ses premières déclarations, acceptera la décision des Communes, quitte à compenser les 370 millions de livres perdues pour le Trésor par d'autres mesures fiscales (accroissement des impôts indirects et de la contribution patronale à la sécurité sociale) ou bien entendus à dénoncer dans le pays « l'irresponsabilité économique des conservateurs ».

De son côté, Mme Thatcher, leader de l'opposition, ne veut pas déposer une motion de censure sans être assurée de l'emporter. Les élections locales n'ayant pas eu l'ampleur escomptée, Mme Thatcher peut préférer, comme M. Callaghan, que les élections générales soient fixées à une date plus lointaine, en spéculant sur la détérioration de la situation économique et sociale.

L'échec du Front national

Les résultats des récentes élections locales en Ecosse et en Angleterre obligent les partis à revoir leurs options et leur tactique. Pour les travaillistes, les résultats, bien qu'encourageants, ne justifient pas le risque d'élections générales avant l'automne. Leur redressement, particulièrement évident en Ecosse et dans les grandes villes d'Angleterre (à l'exception de Londres), n'est pas encore suffisant pour renverser en leur faveur le mouvement d'opinion qui continue à favoriser légèrement les conservateurs. M. Callaghan inclinerait ainsi à retarder au maximum la date des élections générales, par exemple au printemps de l'année prochaine. Mais, de la part des travaillistes, les incertitudes de la vie économique et sociale et les perspectives d'une remontée de l'inflation pourraient l'obliger à fixer le scrutin à l'automne.

Les conservateurs ont progressé, mais moins qu'ils pouvaient l'espérer, même à Londres, où, contrairement aux premières

appréciations triomphalistes de leurs dirigeants, leurs gains ont été limités. Dans le Sunday Telegraph (conservateur), le professeur Berrington affirme, après une analyse plus détaillée du scrutin, que l'avance des conservateurs sur les travaillistes au plan national n'est plus que de 2 %. Ce pourcentage, inférieur aux 7 % et 8 % enregistrés aux récentes élections partielles, serait suffisant pour leur assurer la victoire, mais inférieur de moitié aux 4 % requis pour obtenir la majorité absolue. En fait, les conservateurs s'inquiètent de la relativement bonne performance des libéraux, qui ont maintenu, dans l'ensemble, leurs positions.

Henri Pierre.

Irlande du Nord

CORRESPONDANCE OECUMÉNISME

À la suite de l'article sur la célébration oecuménique organisée par « Le jour du Seigneur » et « Présence protestante » sur TF 1 le 30 avril, autour du film « L'Irlande sans nom » (le Monde du 28 avril), nous avons reçu la lettre suivante de Mme Claude Richard-Molard : « Que les journaux religieux sient étonnés d'annoncer le film « L'Irlande sans nom » à l'émission commune télévisée « Le jour du Seigneur » et « Présence protestante », quoi de plus naturel ? Mais que le Monde du 23 avril l'annonce comme « une première oecuménique à la télévision », alors, je m'étonne ! J'étais à Belfast au moment du tournage de ce film, qui est un excellent documentaire et une bonne initiation pour les Français ignorants des « troubles » de l'Ulster. Mais si on veut lui donner une dimension oecuménique, il ne faudrait pas pécher par omission. Je veux dire que le film ne parle presque pas des efforts existants entre catholiques et protestants en faveur de la paix. Il y en a eu tellement depuis 1968 que lorsque Betty Williams et Mairead Corrigan (1) commentent leurs réalisations, on ne savait pas si c'était le deuxième ou le dixième mouvement pour la paix ! Ils ont tous été nécessaires. Il faudrait citer les groupes de base

(1) Prix Nobel de la paix 1977.

ANGOLA

Le nouveau régime se défend d'être un « satellite » de l'Union soviétique

Le nouveau régime se défend d'être un « satellite » de l'Union soviétique. Cette-ci, a-t-il voulu démontrer, est l'œuvre collective d'une formation politique — le parti démocratique et populaire — qui a utilisé les forces armées comme instrument de conquête du pouvoir et a agi de son propre chef, et non pas à l'instigation d'une tierce puissance, en l'occurrence l'U.R.S.S.

Angola

Angola. — Le nouveau régime se défend d'être un « satellite » de l'Union soviétique. Cette-ci, a-t-il voulu démontrer, est l'œuvre collective d'une formation politique — le parti démocratique et populaire — qui a utilisé les forces armées comme instrument de conquête du pouvoir et a agi de son propre chef, et non pas à l'instigation d'une tierce puissance, en l'occurrence l'U.R.S.S.

terroristes

terroristes. — Les nouvelles de la région de Luanda indiquent que le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

Le régime s'efforce de maintenir l'ordre et de promouvoir le développement économique du pays.

LUTTE CONTRE LE TABAC

Trois Journées spéciales pour les personnes désirant cesser de fumer. Application des dernières méthodes « anti-tabac » à l'oreille, à l'implant, à l'acupuncture.

On nous trouve sympa. Beaucoup de clients ont été assez sympa pour nous le dire.

Il y a 2 ans, nous lançons le permis de râler : c'était une carte d'appréciation que chaque client pouvait remplir en fin de voyage. Nous courions le risque d'avoir parfois des jugements défavorables : c'était un risque mais aussi un stimulant. Depuis 2 ans qu'elle existe, cette carte d'appréciation a été plutôt une carte d'approbation. Dans l'immense majorité, nos clients ont trouvé nos voitures conformes à nos promesses.

Par ailleurs, beaucoup de nos clients nous ont trouvés accueillants et ont été assez gentils pour nous le dire. Aujourd'hui, dans chaque voiture que vous louerez chez nous, vous continuerez à trouver une carte d'appréciation. Et bien qu'il vous soit toujours permis de râler, sachez que nous continuerons à tout faire pour que vous n'ayez jamais à le faire.

AVIS Nous essayons toujours d'en faire plus.



AVIS

36 vols

Paris - Algérie

AIR ALGERIE

vendredis

EUROPE

Le sort du leader de la démocratie chrétienne

Lundi 8 mai, en fin de matinée, la police italienne n'a pas encore progressé dans ses recherches pour retrouver M. Moro et ses ravisseurs. La dernière lettre de M. Moro à sa famille, où il lui faisait ses adieux, a été trouvée le 5 mai mais, selon les enquêteurs, elle aurait été écrite le 1^{er} mai, c'est-à-dire avant le communiqué numéro 9 parlant de

« l'exécution de la sentence » de mort. La preuve n'en est pas pour autant fournie que la président de la démocratie chrétienne a été assassiné par ses ravisseurs. Les spéculations continuent à se dérouler libre cours sur « les obscurs sanctuaires protégés » auxquels se heurtaient les enquêteurs. Même M. Enrico Berlinguer a estimé, le 7 mai,

à Viterbe, qu'il « y a eu des hésitations face des personnes et à des milieux apparemment liés aux terroristes ». Notre correspondant à Rome nous indique qu'il s'agit là de pures hypothèses qui ne trouvent aucune vérification dans les faits, même si, en apparence, le piètement de l'aqueduc évoque la lenteur des diverses instructions sur les attentats de

1969-1970, qui durèrent des années, les procès eux-mêmes n'étant pas encore achetés. Un nouvel attentat a été commis le 8 mai dans la matinée contre un médecin de Milan, atteint de plusieurs balles par un commando de trois hommes. Sa vie n'est pas en danger. Ce médecin travaillait à l'Institut de prévoyance sociale.

Le silence des Brigades rouges donne lieu aux interprétations les plus opposées

Rome. — Les Brigades rouges ont trois armes : la mitrailleuse, la machine à écrire et le silence. C'est la dernière qui a été utilisée pendant tout le week-end. On a guetté en vain le moindre signe des ravisseurs montrant que M. Aldo Moro était encore vivant ou effectivement assassiné. Ce drame à rallonges avait réservé trop de surprises depuis le 16 mars pour qu'on le déclare clos. Personne ne voulait dire aussi crûment que M. Indro Montanelli, directeur du *Giornale* de Milan : « Quel qu'il arrive, l'après-Moro commencé. Il faut remettre en route la machine de l'Etat, répondre par l'indifférence aux messages des Brigades rouges... Il est temps que le monde politique classe cette affaire ».

De notre correspondant

Piccoli, président des députés démocrates-chrétiens : « Si Moro est libéré et si la violence cesse, la République saura être générale ». On ne se faisait aucune illusion, dans les milieux officiels, sur la libération de l'otage et encore moins sur la conversion des terroristes à la non-violence. Les communistes et les républicains, membres de la majorité parlementaire, ont jugé l'initiative gouvernementale aussi maladroite qu'injustifiée. N'a-t-on pas déjà fait visiter à la presse l'une de ces prisons, plus confortables que beaucoup de logements populaires ? A quel point le contrôle d'Amnesty International, qui n'a d'ailleurs rien demandé ? L'attentat commis samedi 5 mai contre le docteur Giorgio Bassarigo, médecin de la prison spéciale de Novare — atteint de deux balles dans les jambes — semble pourtant être lié aux conditions de détention. Il y avait eu récemment dans cette ville des protestations assez vives, dont celles de l'évêque.

Dans une de ses dernières lettres, M. Moro réclamait une réunion urgente du conseil national de la démocratie chrétienne pour discuter de son cas. Cette instance, approuvée, sera bien convoquée, mais seulement après les scrutins locaux du 14 mai prochain. L'Italie est, en effet, au milieu d'une campagne électorale qui intéresse quatre millions de citoyens. Compte tenu des circonstances, la bataille a lieu à fleurets mouchetés. Chaque parti espère que les électeurs sauront reconnaître ses sacrifices et sa dignité (démocratie chrétienne), sa fermeté et son sens de l'Etat (communiste) ou ses soucis humanitaires (socialiste). On attend beaucoup de ce test — trop peut-être — dans un pays où les sondages d'opinion n'existent guère. M. Benigno Zaccagnini a tenu ses premières assemblées électorales à Novare et à Favia. Le secrétaire général de la démocratie chrétienne, qui jouit d'une véritable auréole dans l'opinion publique, a été acclamé au cri de « *Adesso, basta!* » (Maintenant, assez !). M. Zaccagnini devait répondre « *La démocratie chrétienne veut réagir avec fermeté comme elle a réagi avec courage et en brandissant ses drapeaux blancs tachés du sang de ses martyrs* ». Remarque plus significative de ce fervent catholique si peu politicien : « *C'est une aventure qui nous a marqués profondément et qui,*

« Nous payons aujourd'hui des années d'alliance contre nature »

estime l'extrême droite

De notre envoyé spécial

Rome. — L'extrême droite italienne suit avec une attention particulière les développements de l'affaire Moro. Non qu'elle s'estime directement partie prenante dans cet affrontement entre un régime qu'elle combat et une extrême gauche qu'elle déteste, mais elle y voit l'illustration accablante, la manifestation exemplaire des dangers qu'elle prétend avoir dénoncés de l'origine, ceux du compromis historique. « *Nous payons aujourd'hui des années d'alliance contre nature, de laïcisme, qui ont commencé bien avant la naissance de l'arc constitutionnel* », en faveur de M. Andreotti (1), explique M. Cesare Pozzo, porte-parole du Mouvement social italien, principale formation nationaliste. A force de vouloir contenir toute la monarchie, on ne suit plus aucune ligne politique. On laisse tout aller et tout venir, on se retourne face aux Brigades rouges...

revêtu des formes encore plus dramatiques, encore plus irrépressibles.

Dans cette situation, l'extrême droite estime qu'une chance particulière lui est offerte. L'adhésion des communistes à la majorité élargie de M. Andreotti peut, selon les nationalistes, faire assomiler le P.C.I. malgré ses prises de position en faveur de la fermeté antiterroriste, à un Etat dont la déliquescence est à peu près unanimement condamnée. « *Nous sommes la seule force légale et relativement puissante face à la nouvelle majorité*, fait-on remarquer au M.S.I. Les Italiens finissent par s'en rendre compte et ils tireront les conséquences... »

C'est bien pourquoi les amis de M. Almirante réclament de nouvelles élections générales depuis l'enlèvement de M. Moro. Ils estiment qu'un scrutin législatif leur permettrait de combler leur recul de 1976, et même de gagner davantage de terrain qu'en 1972.

« C'est le moment de changer de régime »

Ce n'est pas, au demeurant, la seule mesure qu'ils préconisent face au terrorisme. Ils demandent également que le ministère de l'Intérieur soit retiré à M. Cossiga. « *Les lois, non pas d'exception mais ordinaires, prévoient qu'en cas de guerre ce portefeuille soit confié à un militaire, le général commandant les carabinieri, par exemple. Il faut appliquer la Constitution sur ce point, puisque nous sommes en guerre*. Ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les Brigades rouges elles-mêmes, et elles n'ont sans doute pas tort. La guerre est déclarée à l'Etat italien. Sachons réagir avant qu'elle ne

Mais les « droitistes » italiens ne constituent pas une formation homogène. Sans doute le M.S.I. qui a récemment créé « *Foro* » droit à l'élection du Parti des forces nouvelles en France et de Fuerza Nueva en Espagne, tient-il le haut du pavé. Mais il a connu une scission au lendemain du scrutin, pour lui décevant de 1976. Sa tendance relativement modérée, la Démocratie nationale, s'est constituée en parti autonome et s'est rapproché de l'aile droite de la démocratie chrétienne.

D'autre part, les royalistes de l'Union monarchiste italienne font actuellement une campagne autonome, sur le thème : « *C'est le moment de changer de régime* », à l'heure de la monarchie à sonné ». Si minoritaires que soient les royalistes non scindés dans l'ensemble de la classe politique, mais aussi au sein de l'extrême droite, leur offensive est aujourd'hui très vive. Il est vrai que nombre d'entre eux militent au sein de formations de la droite « *présentable* ».

Cette campagne en faveur d'un Etat fort pourrait, si l'on s'en tenait au niveau des conversations de rues, recueillir un certain écho. Mais elle se heurte à la réflexion populaire plus profonde. L'union nationale, dont on reparle toujours en temps de crise grave et que la nouvelle tentative d'ailleurs de réaliser, favorise sans doute traditionnellement la droite, mais rarement la branche la plus extrême de celle-ci. Il n'est pas sûr que, en se demandant sans cesse du régime, le M.S.I. et les autres formations monarchistes — que les groupes violents de M. Almirante ont aussi assurément condamnées formellement — aient joué leur meilleure carte, dans un pays qui ne semble pas insensible aux arguments de ceux qui dénoncent la conclusion des extrêmes. En définitive, qui sert qui ?

BERNARD BRIGOLEUX.

« Je l'embrasse pour la dernière fois... »

La lettre de l'otage, reçue par son épouse dans la soirée du vendredi 5 mai, permettait toutes les hypothèses. Son auteur était-il encore en vie pendant le week-end ? Le quotidien *Tempo*, qui a publié quelques phrases, affirme qu'il s'agit d'un texte très court, griffonné peut-être à la hâte et pour la première fois, ne contenant pas un échange de prisonniers. « *Il m'ont dit que je serai exécuté dans très peu de temps*, aurait écrit M. Moro. *Je t'embrasse pour la dernière fois. Embrasse pour moi les enfants*. » Ce message d'adieu contiendrait une amère critique envers la démocratie chrétienne : « *S'ils avaient vraiment voulu, ils auraient pu faire quelque chose pour moi* ».

De notre correspondant

La dernière initiative du gouvernement a été d'autoriser Amnesty International à visiter les prisons dites spéciales où sont détenus les condamnés les plus dangereux (le Monde daté 7-8 mai). C'était un geste de bonne volonté en direction des Brigades rouges. Il illustrait la position du parti gouvernemental ainsi résumée par M. Fiamingo

J'aime me faire chouchouter.

(Commentaire d'un passager)



M. Fiamingo - P. L. / Ag. A. / P. L.

Lufthansa

Suède AFFECTÉ PAR LES CRITIQUES DE LA PRESSE Le premier ministre menace de donner sa démission

De notre correspondant

Stockholm. — Dans une interview au grand quotidien *Dagens Nyheter*, samedi 5 mai, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, a déclaré qu'il envisageait « *sérieusement* » depuis quelques semaines d'abandonner la vie publique. Très exactement depuis la publication, au début de l'année, dans le journal socialiste *Afton Bladet*, d'un article satirique dans lequel le chef du gouvernement était présenté comme un schizophrène alcoolique et malade mental. Le fait qu'un tribunal de Stockholm ait jugé dernièrement que cet article n'était pas diffamatoire (le Monde du 26 avril) a profondément ému M. Fälldin.

question du recyclage des déchets est résolue de façon satisfaisante, il serait, une fois de plus, accusé de « *trahison* » les électeurs qui, en septembre 1976, avaient voté pour lui dans l'espoir que le programme accéléré serait, sinon interrompu, du moins considérablement freiné. Les sondages d'opinion publiés dimanche 7 mai indiquent que les centristes, avec 18,5 % des intentions de vote, ont perdu 5,5 points par rapport aux dernières élections, tandis que leurs partenaires de la coalition (libéraux et conservateurs) progressent légèrement. La gauche serait largement majoritaire avec 52 % des sympathies électorales (41 % pour les sociaux-démocrates). Personne ne met en doute la sincérité de M. Fälldin égayé par des convictions morales dans les milieux conservateurs ou déclare que « *la religion et la politique sont deux choses différentes* ». Plusieurs ministres centristes ne semblent pas partager les prises de position de leur leader. Certains, comme M. Aasling, ministre de l'Industrie, se gardent bien, d'aborder le sujet.

Le chef du gouvernement a essayé plusieurs échecs ces derniers temps. Fin avril, la commission publique sur l'énergie, après plus d'un an de travaux, recommandait en fait la poursuite du programme électro-nucléaire décliné, voté en 1976. Quelque temps plus tard, un sondage révélait un retournement de l'opinion en faveur des centrales : 48 % des Suédois sont aujourd'hui pour et 32 % contre. En août 1976, les chiffres étaient inversés.

ALAIN DEBOVE.

IL N'Y A PAS DE MAL ITALIEN NI DE MAL ALLEMAND MAIS UN PHÉNOMÈNE DE CIVILISATION

déclare M. François Mitterrand

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — A Villeurbanne, où il présidait, dimanche 7 mai, l'inauguration d'une piscine portant le nom d'André Bouloche, ancien ministre, député du Doubs, disparu dans un accident d'aviation pendant la campagne pour les élections législatives françaises, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a, dans une déclaration, évoqué certains aspects politiques responsables approfondissent leur réflexion sur la disparition d'Aldo Moro, l'enlèvement de la violence, le terrorisme. « *Il n'y a pas de mal italien, a-t-il dit, même si certains aspects spécifiques sont propres à l'Italie, à son système de gouvernement, à son type de société*, il n'y a pas de mal allemand, même si les rigidités de la vie intérieure de l'Allemagne de l'Ouest peuvent expliquer certains aspects particuliers du développement du terrorisme ; c'est un phénomène de civilisation qui englobe le problème français, de sorte qu'un pays comme le nôtre serait très imprudent, très léger de penser que cet affrontement est réservé à ses voisins.

« *Le P.S. ressent la douleur d'une famille, des victimes, sans oublier qu'il existe une violence d'Etat et que cette violence d'Etat dans une société sans âme conduit au désespoir, en particulier la jeunesse*. »

Tout en soulignant combien « *la tâche est difficile, le chemin étroit* », M. François Mitterrand a conclu en indiquant qu'il fallait « *absolument résister tout ce qui constituerait une forme d'acceptation ne respectant pas les principes sacrés des droits de l'homme* ». Cette réflexion eut aussi bien pour résultat toute compromission avec les terroristes que toutes les législations d'exception qui entraveraient une répression et nous feraient régresser à un temps où la barbarie répondait à la barbarie. — B. E.

مكتبة من الأصل

Français et Britanniques
l'indépendance

Islande
Toute complète
12 ou 15 jours
6235 F - 6905 F

Camping et Safari photo

Islande
Toute complète
12 ou 15 jours
6235 F - 6905 F

Scanditours

Lufthansa

صحة من الامل

Océanie

Français et Britanniques mettent au point les modalités de l'indépendance du condominium des Nouvelles-Hébrides

Les représentants des gouvernements français et britannique doivent se réunir mardi 9 mai à Paris. Cette réunion conjointe de hauts fonctionnaires a pour objet de faire le point sur les questions administratives et financières soulevées par l'accession du condominium des Nouvelles-Hébrides à l'indépendance.

Le principe de l'accès de l'archipel à la souveraineté dès 1980 a été posé par la conférence conjointe du 21 juillet 1977 (« le Monde » daté 17-18 juillet). Les Nouvelles-Hébrides ont été, dans cette perspective, dotées d'un gouvernement autonome. Ce dernier s'efforce de composer avec la principale formation politique de

l'archipel, le Vanuaku Pati, qui a refusé jusqu'à présent de participer au fonctionnement des institutions provisoires mises en place pour préparer l'échéance de 1980. Le souci du gouvernement néo-hébridais de parvenir à un compromis devrait conduire à l'organisation de nouvelles élections en 1979.

Les difficultés auxquelles se heurte le premier gouvernement laissent mal augurer de l'unité du futur Etat néo-hébridais. Certes, la lutte pour le pouvoir n'oppose pas une ethnie contre l'autre : les Européens, les métais et les Chinois y constituent une minorité agissante, mais plus de 80 % des habitants sont d'origine mélanésienne ; les cadres et les leaders des partis politiques locaux le sont également.

Mais, parmi les Mélanésiens, deux élites s'affrontent. L'une est anglophone : née de l'action des missions presbytériennes et anglicanes, elle est regroupée dans sa majorité au sein du Vanuaku Pati (VAP), créé à l'initiative de la résidence britannique.

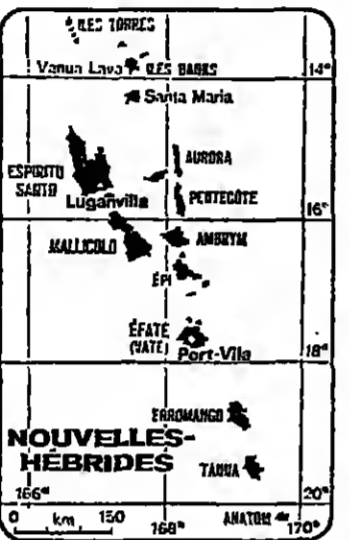
L'autre, plus récente, est francophone et dispersée au sein des partis modérés (la Fédération des indépendants et le Tan Union, allié au Natatok Eféti Alliance Party, qui ont pour dénominateur commun leur hostilité à toute domination du VAP, dont ils dénoncent les « appétits dictatoriaux »).

Ce clivage, qui s'ajoute aux rivalités tribales, est le fruit de « l'influence commune » (1) exercée à un stade précoce par les Français, moins bien relayée par des missions catholiques indépendantes, et plus urbaine et plus limitée géographiquement. (A cet égard, les îles de Tanna et surtout Espiritu-Santo sont des zones privilégiées.)

La France s'efforce depuis quelques années de rattraper son retard grâce à un effort important consacré au faveur de l'enseignement primaire et secondaire.

Ce double réseau d'influence ne favorise guère l'unité de l'archipel. Celle-ci est d'autant plus difficile à bâtir que le vie politique néo-hébridais est dominé par le « vote » du Vanuaku Pati (que dirige M. Walter Lini) d'obtenir et d'occuper seul le

Le principe de l'accès de l'archipel à la souveraineté dès 1980 a été posé par la conférence conjointe du 21 juillet 1977 (« le Monde » daté 17-18 juillet). Les Nouvelles-Hébrides ont été, dans cette perspective, dotées d'un gouvernement autonome. Ce dernier s'efforce de composer avec la principale formation politique de



abouti à une Assemblée composée à parts égales de représentants du VAP et d'élus des partis modérés (favorables à une évolution progressive vers l'indépendance), le VAP décide de boycotter cette première élection de démocratie. Il obtint que de nouvelles élections générales soient organisées. Mais, après avoir vainement demandé qu'il soit procédé à un référendum sur l'indépendance, il décida à nouveau le boycotage.

tion intransigeantes et les démarches inquiétantes. Ainsi, alors même que les négociations étaient engagées avec le gouvernement, M. Walter Lini s'est rendu à Fidji. Reçu par le premier ministre, il lui a demandé de faciliter le transport d'armes vers les zones des Nouvelles-Hébrides contrôlées par le VAP. Il a également proposé au gouvernement fidjien de lui confier l'entraînement de ses milices. La rumeur, mais sans doute permise la conclusion rapide de l'accord du 5 avril.

Il reste que de telles démarches conduisent à s'interroger sur la réalité de la volonté de conciliation du Vanuaku Pati, qui se comporte comme s'il s'efforçait avant tout de gagner du temps. Quel qu'il en soit, de nouvelles élections permettront sans doute de faciliter un réajustement d'opérations de recensement propres à éviter le renouvellement des fraudes.

A ces difficultés s'ajoutent les innumérables problèmes juridiques, administratifs et financiers posés par la création d'un Etat néo-hébridais qui sont à l'ordre du jour de la réunion conjointe du 9 mai. Il s'agit notamment de la nature du statut Etat. La mise en place d'institutions régionales et d'une large décentralisation est le plus souvent présentée comme un risque majeur pour l'unité du futur Etat. Pourtant, un tel choix paraît être la condition sine qua non de la participation aux institutions de l'île de Santo, toujours tentée par le sécession.

En ce qui concerne l'administration, il s'agit de trancher les trois niveaux existants : condominium, français et britannique. La réforme judiciaire devra mettre un terme aux pratiques de traitement existant entre « autochtones » et ressortissants franco-britanniques, et supprimer la conclusion entre pouvoir exécutif et judiciaire.

Enfin, la perspective d'une indépendance à court terme et les incertitudes qui pèsent sur l'unité et la stabilité du futur Etat conduisent à

s'interroger sur la viabilité économique de l'archipel. Celle-ci ne peut être assurée qu'à la condition que, d'ici à 1980, la production qui repose essentiellement sur les exportations de coprah et de viande bovine, soit diversifiée, tout en évitant une main-d'œuvre excessive. Il faudra également doter l'archipel d'une monnaie unique. Actuellement, le condominium est un territoire à double monnaie : le franc néo-hébridais et le dollar australien, même si le franc néo-hébridais paraît plus couramment employé que le dollar australien.

En ce qui concerne, enfin, l'aide au développement, la France et la Grande-Bretagne ont des approches différentes. Les Britanniques envisagent une diminution progressive de leur aide actuelle, déjà inférieure à celle que fournit la France. Ils souhaitent « passer la main » à la Nouvelle-Zélande et, surtout, à l'Australie, qui possède déjà dans l'archipel des intérêts commerciaux et financiers. La France, dont l'image de marque s'est améliorée, grâce à une politique plus libérale, dans cette zone anglophone qui lui est traditionnellement hostile, envisage d'accroître son aide et de faire de l'archipel un point d'appui diplomatique et culturel. C'est ainsi qu'il est notamment question de confier à la future ambassade de France à Port-Vila une responsabilité régionale.

J.-M. COLOMBANI.

Islande Terre de contrastes... 2 formules à votre choix. Tour complet 12 ou 15 jours 6.235 F - 6.905 F. Camping et Safari photo (pour visiter les lieux les plus sauvages) logement sous la tente 15 jours 4.485 F. départs pour les 2 formules 17 juin 1er-15 et 29 juillet 12 août. Scanditours Demandez la brochure CHARME ET LUMIERE DU NORD à votre agent de voyages ou Scanditours 122, Champ-Élysées 75008 Paris tél. 720.38.05 Lic. A 58

Sauvage le mensuel de l'écologie marée noire: des mazoutés racontent EN VENTE PARTOUT 5 F

A céder au bord de la mer, chemins qui sentent bon l'eucalyptus et merveilleuses nuits étoilées. EN JUIN, TARIF SPÉCIAL! AU CLUB MEDITERRANEE, L'ETE COMMENCE EN MAI. Renseignements, réservations 91, Champs Élysées, Paris 8^e, 1^{er} av. d'Italie, Paris 13^e et Place de la Boucle, 75013 Paris Cedex 02, Tél. 766 52 52 Ou à l'agence Havas de votre ville. Et rue Ravenstein 58, 1000 Bruxelles, 28, quai Général-Guisan, 1204 Genève.

Préparation d'été au CAPA LOTO Clôture des jeux mardi après-midi

à partir 8 mai Grandet Ventet Hors saison ESCOMPTE à nos caisses 20% sur tous les prix marqués CREDIT GRATUIT sur 9 mois GARDE GRATUITE FOURRURES DU NORD 115, rue La Fayette PARIS 10^e PRES GARE du NORD 100, Av. Paul Doumer PARIS 16^e ANGLE RUE de la POMPE magasins ouverts de 9h 30 à 12 h. et de 14h à 18 h 30. Fermés les dimanches et lundis

Chrétien... années d'alliance... roite... Bernard Brigoulet... IL N'Y A PAS DE MAL NE DE MAL ALLIAND MAIS UN PHENOMENE DE CIVILISATION déclare M. François Mitterand

REMPLACEZ VOS FENÊTRES VÉTUSTES OU INEFFICACES



VOTRE VIEILLE FENÊTRE TRADITIONNELLE Inconvénients

- Laisse passer le bruit
- Le froid
- L'humidité
- La poussière
- Se bloque
- Nécessite de l'entretien

VOTRE NOUVELLE FENÊTRE ARCADIA Avantages

- Vous isole des bruits
- Échappée parfaite au froid et à l'humidité
- Ne laisse passer aucune poussière
- Indéformable et inaltérable dans le temps grâce à sa structure en aluminium
- Ne nécessite aucun entretien
- Fabrication sur mesure au mm
- Pose dans la journée sans manœuvre ni peinture
- Réduction de vos revenus impossibles



FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION
56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff - Tél. : 657.46.61

LE SUJET INTERESSE PAR :

La catalogue détaillé des fenêtrages ARCADIA RÉNOVATION

La visite d'un technicien ARCADIA RÉNOVATION pour une étude gratuite avec devis

nom : _____

Adresse : _____

Tel. : _____

FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION 56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff

DIPLOMATIE

AU CLUB DE LA PRESSE

M. de Guiringaud minimise les interventions françaises au Tchad et en Mauritanie

Interrogé, dimanche soir 7 mai au Club de la presse d'Europe 1, M. de Guiringaud s'est appliqué à minimiser les interventions militaires françaises en Afrique, affirmant notamment que « les soldats français ne sont engagés nulle part dans des opérations militaires directes, sauf une ou deux exceptions ». Ces exceptions, devait reconnaître le ministre des affaires étrangères, s'appellent Mauritanie et Tchad.

À propos du premier de ces pays, M. de Guiringaud a notamment déclaré : « Nous aidons la Mauritanie à reconstruire son armée, à se défendre et lorsque, récemment, la ville de Zouérate a de nouveau été menacée par une colonne du Polisario, nous avons, à la demande des autorités mauritanaises, fourni un appui aérien aux forces mauritanaises qui combattent à terre. (...) L'affaire à laquelle je fais allusion se passe à l'intérieur des frontières et internationalement reconnues de la Mauritanie et non pas dans le territoire contesté du Sahara occidental. »

Cette dernière précision du ministre est en contradiction avec toutes les informations fournies jusqu'à présent sur ces raids des avions Jaguar français : ils auraient eu lieu, en effet, à 150 kilomètres au nord ou au nord-ouest de Zouérate, c'est-à-dire dans l'ancien Sahara espagnol et non pas sur le territoire mauritanien.

À propos de l'intervention au Tchad, M. de Guiringaud a affirmé que la France « a été amenée à renforcer le nombre des coopérants français qui servent là-bas, pour entraîner l'armée tchadienne, que le gouvernement de N'Djamena a décidé de reconstruire. Nous avons été amenés aussi à envoyer là-bas, à la demande du gouvernement tchadien, quelques unités supplémentaires pour la protection et l'évacuation éventuelle des Français contre lesquels une campagne de haine avait été déclenchée par la radio du Front national ». Le ministre a cependant refusé de préciser combien de militaires français se trouvent au Tchad, en tenant à la formule : « Plusieurs centaines ». Il a nié que ces deux interventions aient un caractère « secret et clandestin », mais a refusé d'expliquer pourquoi les journalistes français qui tentent de se rendre au Tchad sont systématiquement expulsés ou retenus. « Posez la question au général Mialoum. Je ne peux pas répondre pour lui », a-t-il seulement déclaré.

Apparavant, le ministre avait affirmé que « les élus de la nation parviennent à contenir des renseignements » fournis à huis clos à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur l'engagement de la France aux côtés du Tchad et de la Mauritanie.

Les relations avec Alger

Interrogé sur les conséquences de l'engagement français aux côtés de la Mauritanie sur les relations franco-algériennes, le ministre des affaires étrangères a ainsi défini la position de la France : « Nous voulons bien avoir avec l'Algérie des relations bilatérales plus profondes, plus étendues, nous souhaitons même avoir les meilleures relations bilatérales avec elle, mais nous ne pouvons pas admettre qu'au nom de ces relations bilatérales l'Algérie prétende nous dicter une politique, que ce soit au Maghreb ou en Afrique noire. Nous ne pouvons pas admettre, nous respectons son régime, nous respectons ses options, quelles qu'elles soient. Nous soutenons l'indépendance de notre politique et nous la maintiendrons. » M. Louis de Guiringaud a précisé qu'il attendait toujours la réponse des Algériens à la note française remise le 9 mars à Alger et proposant une normalisation des rapports entre les deux pays.

La situation au Liban

M. de Guiringaud a déclaré au sujet du Liban : « Si les Nations unies n'avaient pas décidé l'envoi d'un contingent au Liban, il n'aurait pas pu y avoir d'évacuation des territoires libanais par les forces israéliennes et si la France n'avait pas accepté de participer au contingent des Nations unies, comme on le lui a demandé, certainement il aurait fallu des semaines pour mettre un tel contingent sur pied et, probablement, le territoire libanais par Israël n'aurait pas été évacué. » Puis le ministre a défini en ces termes le problème qui se pose au contingent français : « Le problème n'est pas un problème d'armement, c'est un problème politique. Dans toutes les opérations précédentes des Nations unies de maintien de la paix au Proche-Orient, les forces des Nations unies ont été interposées entre les forces d'États constitués, d'États responsables de gouvernements responsables, entre les forces israéliennes et les forces égyptiennes, entre les forces israéliennes et les forces syriennes. »

J'ai de bonnes raisons de penser que les incidents qui ont marqué les 1^{er}, 2 et 3 mai ne se reproduiront probablement pas. (...) Le contingent des Nations unies va être augmenté de deux mille hommes dans les semaines qui viennent. Les autorités des Nations unies discutent également de questions d'armement. Il va y avoir un redéploiement du contingent pour faire suite au récent retrait israélien, et c'est dans le cadre de ce redéploiement que j'espère que l'on pourra éviter de nouveaux incidents. »

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

La visite de M. Leonid Brejnev n'a eu qu'un faible retentissement en Allemagne fédérale

De notre correspondant

Bonn. — La visite de quatre jours que M. Brejnev a terminée dimanche 7 mai en Allemagne fédérale n'a pas eu le retentissement dont avait bénéficié son premier voyage, il y a cinq ans, lorsque la « politique à l'Est » de M. Brandt, alors chancelier, était en plein essor.

À Hambourg, où M. Schmidt a tenu à le recevoir dimanche dans sa villa personnelle, ont eu lieu comme prévu des manifestations antisoviétiques plus vigoureuses que celles de Bonn. Mieux, d'un côté, défenseurs des droits de l'homme et jeunes chrétiens - démocrates de l'autre avaient mobilisé leurs troupes, mais le service d'ordre ne leur a laissé aucune chance d'embarrasser M. Brejnev.

Dans les propos officiels, les deux parties ont déclaré ouvrir des « perspectives historiques » aux « autres générations », mais cette déclaration verbale est le vide de textes publiés. Le communiqué de vingt et une pages, la déclaration commune de huit pages, l'accord économique de six pages étaient tous prêts d'avance même l'allocation télévisée au cours de laquelle M. Brejnev s'est félicité des résultats de sa visite et a remercié les Allemands d'être enregistrés avant le départ de Moscou.

L'épisode le plus inattendu fut la rencontre, samedi, de M. Brejnev avec M. Strauss, chef des chrétiens-démocrates bavarois. « Ils paraissent s'être entendus comme larrons en foire », commentent la plupart des Allemands. Depuis des années, la presse soviétique dénonce M. Strauss comme le champion « recherché », et l'homme politique bavarois désignait encore M. Brejnev, il y a quelques jours, comme le « tsar rouge ». Or la conversation a été des plus cordiales. Elle s'est prolongée au point que M. Mies, chef du P.C. ouest-allemand, qui faisait anti-chambre, n'a eu droit qu'à quelques minutes de conversation avec le numéro un soviétique. M. Brejnev a ensuite accompagné M. Strauss à travers le parc du château Gynmlich jusqu'à sa voiture.

Il est encore plus remarquable que le chef de la C.D.U., M. Kohl, a eu, semble-t-il, beaucoup moins de succès auprès du dirigeant soviétique. M. Kohl, pour autant que l'on sache, a fait de son mieux afin de convaincre son interlocuteur qu'un gouvernement chrétien-démocrate à Bonn poursuivait la politique de coopération et de détente avec Moscou, mais M. Brejnev a répondu que le jugement peut-être le plus pertinent : « Les changements politiques ne surviennent pas comme le tonnerre après l'éclair. »

La déclaration germano-soviétique

Voici les principaux points de la déclaration commune signée samedi 6 mai :

- DÉTENTE : « Les deux parties tirent de l'évolution de la situation au cours des dix dernières années la conclusion que la détente est nécessaire, possible et souhaitable. »
- CONFÉRENCE D'HELSINKI : « Les deux parties sont décidées à contribuer à ce que l'initiative proposée par cette conférence se poursuive de manière dynamique. »
- DÉARMEMENT : « Des mesures concrètes sont nécessaires pour freiner la course aux armements. (...) Les deux parties considèrent qu'il est important que personne ne tende à la supériorité militaire. Elles partent du principe qu'une égalité et une parité approximatives suffisent à la garantie de la défense. A leur avis, les mesures adéquates de désarmement dans les domaines nucléaire et conventionnel, qui seraient conformes à ce principe, constitueraient une grande importance. »
- RÉDUCTION DES FORCES EN EUROPE : « Les deux parties réaffirment qu'elles seront prêtes à participer à des mesures de réduction au cours des dix prochaines années aux négociations de Vienne conformément aux modalités qui auront été adoptées. »
- RELATIONS BILATÉRALES : « Les deux parties sont fermement décidées à élever le niveau et à améliorer la qualité de leurs rapports dans tous les domaines et à faire en sorte que des rapports de bon voisinage et une coopération croissante puissent devenir le patrimoine assuré des générations futures. »
- BERLIN : « Les deux parties réaffirment que la stricte observance et la pleine application de l'accord quadripartite sur Berlin du 3 septembre 1971 reste une condition essentielle à une détente durable dans le centre de l'Europe et à une amélioration des rapports entre les États concernés, particulièrement entre la R.F.A. et l'Union soviétique. » (A.F.P.)

Une "Bonne Aubaine" chez Air Canada.

Aller-retour Paris-Montréal : 1700 F

Paris-Toronto : 1860 F

La "Bonne Aubaine" d'Air Canada, c'est un tarif exceptionnel qui vous permet de partir en vacances, d'aller retrouver vos amis ou votre famille dans des conditions vraiment très avantageuses.

Comment profiter de cette bonne aubaine ?

Ce tarif est applicable toute l'année (avec un supplément de juillet à septembre). Il vous suffit de faire votre réservation et de payer votre billet 45 jours avant votre départ, et de séjourner au Canada, pour une période de votre choix, de 14 à 60 jours.

Votre place réservée sur un vol régulier.

Air Canada met chaque jour à votre disposition un vol Paris-Montréal-Toronto (en collaboration avec Air France). Ainsi, vous pouvez choisir votre jour d'arrivée, et votre jour de départ. À Montréal et Toronto

vous trouverez des correspondances d'Air Canada pour 29 autres villes canadiennes. **Le Canada hors saison.**

Autre avantage de ce tarif (et ce n'est pas le plus négligeable), au printemps hors saison, en octobre par exemple, vous visiterez le Canada au moment où la nature est encore plus belle.

Vous voulez plus d'informations ? Envoyez-nous ce coupon, ou contactez votre agent de voyages, sinon, appelez-nous.

AIR CANADA
Service Tourisme
Paris : 24, bd des Capucines
Tél. : 273/84/00
Lyon : 63, rue Edouard Herriot
Tél. : (78) 42/43/17

* De juillet à septembre : supplément / 400 F

NOM _____

ADRESSE _____

Envoyez-moi des renseignements sur vos tarifs et vos voyages. A retourner à : **AIR CANADA, 24, bd des Capucines 75009 Paris**

Une compagnie de bonne compagnie

AIR CANADA

10 jours en Irlande en autocar avec

brittany ferries

Départ de Paris
2 juin, 7 juillet, 11 août, 8 septembre

3.300 F

Toutes agences de voyages, et

cartour

VRAIES VACANCES EN SARDAIGNE

avec votre automobile

Ligne régulière de CARS-FERRIES au départ de TOULON à destination de PORTO-TORRES.

Pour les week-ends jusqu'à fin juin transport aller et retour gratuit de votre automobile.

Une semaine de vacances (hors week-end) : 83000 Toulon - Tél. (94) 56.28.56

ferrytour

département tourisme SNCM

Vous proposez des week-ends et séjours en pension ou demi-pension, en hôtels, motels ou villages de vacances.

Réservedes votre cablophone en couleurs gratuit à : FERRYTOUR, 61 bd des Dames 13002 Marseille, ou à C.M.T. av. de l'Industrie de Marine 83000 Toulon - Tél. (94) 56.28.56

LE MONDE

LE PRÉSIDENT

il n'aurait pas de

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait escale en Indonésie, il avait rencontré samedi le président Suharto et avait salué les progrès économiques et le rôle joué par l'Indonésie en Asie.

Le vice-président américain, qui a rencontré des personnalités non officielles pour discuter de la question des droits de l'homme en Indonésie, a affirmé que les États-Unis avaient eu une « réaction très favorable » après la récente libération de dix mille détenus politiques dans ce pays. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire Newsweek, il a déclaré que le respect intégral des droits de l'homme constituait « le meilleur programme contre la rébellion » en Asie du Sud-Est, car c'était celui qui correspondait le mieux aux aspirations des peuples de la région. Il a aussi estimé qu'il faudrait attendre six mois pour savoir si son point de vue sur les droits de l'homme pourrait prévaloir aux Philippines, où il s'est entretenu la semaine dernière avec le président Marcos. — (A.F.P., A.P.)

Le respect des droits de l'homme est « le meilleur programme contre la rébellion »

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, est arrivé dimanche 7 mai à Canberra, pour y avoir avec le premier ministre australien, M. Fraser, des conversations qui porteront essentiellement sur l'accueil des réfugiés indochinois et la politique australienne en matière d'uranium.

Apparavant, M. Mondale avait fait es

هكذا من الاصل

politique

LE PRÉSIDENT DU R.P.R. EN CORSE

« Sans nous, il n'y aurait pas de majorité pour soutenir le gouvernement »

rappelle M. Chirac

Porto-Vecchio. — En choisissant la Corse, où le R.P.R. a remporté les quatre sièges de députés, pour son premier voyage hors de Paris depuis les élections, M. Chirac a voulu rappeler la part éminente que son mouvement a prise à la victoire de la majorité.

Curant quarante-huit heures, le président du R.P.R. a parcouru en tous sens, sous la pluie, à travers les brumes, les quatre circonscriptions de ces deux départements par des routes souvent escarpées et parfois périlleuses, pour porter, comme il l'a répété à chaque étape, un témoignage de reconnaissance aux électeurs insulaires. M. Chirac d'Étang fera lui-même une visite de l'île dans un mois, mais son ancien premier ministre n'a guère eu l'occasion, ou le goût, d'annoncer catégoriquement, et, lorsque le maire de Porto-Vecchio, M. Chirac a été nommé, il a souligné, provoqué des sourires embarrassés.

M. Michel Debré, accompagnant M. Chirac, lui a apporté le caution du gaullisme de tradition, et il a eu avec des accents lyriques, faire applaudir l'unité nationale, flatter les sentiments patriotiques et faire siffler « les posures de bombes » et « les manières du plastic ». M. Chirac a reçu partout un accueil sympathique, même si les toutes, tant sur la côte orientale, étaient moins nombreuses que lors des deux voyages qu'il avait effectués en Corse pendant le campagne électorale.

Venu pour prouver la permanence de son action et pour tester ses soutiens, il a aussi voulu rappeler les thèmes principaux que son mouvement compte défendre. Après avoir affirmé, à Corte, que la démocratie est un régime d'autorité qui ne doit être balayé par quiconque, il avait ajouté : « Quand le peuple s'est prononcé, personne n'est fondé à contester sa décision. L'Etat doit exprimer l'autorité. Chaque fois que celle-ci est contestée, comme aujourd'hui chez nos amis italiens, c'est un véritable grand national ».

De notre envoyé spécial

A Ghatonecia, où il parlait sous un chapiteau où près de deux mille personnes avaient pris place, le président du R.P.R. a tenu un langage un peu différent, et il a formulé trois observations qui constituaient autant d'avertissements implicites : « L'unité française, a-t-il dit, doit être un mouvement authentique venu du rétrograde de notre peuple. Ce ne peut être le mariage entre la carotte et le bâton célébré à la va-vite dans quelques secrétaires partant. Je voudrais ici faire trois observations : la première, c'est que le meilleur moyen de rassembler n'est, certes pas, de commencer par diviser pour exclure. Beaucoup me disent : « Mais enfin, n'est-ce pas convenable qu'après avoir joué un rôle décisif dans la victoire de la majorité, nous soyons aujourd'hui présentés comme des généraux d'arrière-garde ? » Je souhaite que leurs cris soient vaines. Beaucoup ajoutent : « Mais, enfin, ne dirait-on pas que, en tant que président du R.P.R., en tant que maire de Paris, en tant que Jacques Chirac, vous êtes aujourd'hui le cible de la presse ou de quelques organes de presse ou de certains tacticiens de la majorité ? » Je veux croire qu'il n'en est rien, car, sans nous, il n'y aurait pas de majorité pour soutenir le gouvernement de la France, sans à vouloir faire une autre politique. »

« Ma deuxième observation est la réponse à un cri qu'on nous fait souvent et dont je ne cacherais pas qu'il m'est insupportable. Certains cherchent à nous présenter dans la majorité comme l'élite conservatrice et réformiste. La preuve, nous dit-on, c'est que vous sortez les griffes des

qu'on parle aux socialistes. Cette affirmation est absurde et odieuse. Par notre électorat et notre organisation, nous sommes le mouvement le plus authentiquement populaire de la majorité. Nous sommes la première force de proposition et d'innovation de l'ensemble des mouvements politiques. Nous sommes, depuis vingt ans, la part du changement contre tous les blocages technocratiques ou tous les intérêts de classes. Voilà la vérité, et je suis trappé de voir combien de citoyens sont indignés du succès d'intentionnement orchestré par certains groupuscules politiques héritiers de ce que la France compte de plus bourgeois et de plus immobile.

« Ma dernière observation est la suivante : Je déteste le sectarisme, je souhaite le rassemblement de tous les Français, mais je pose une condition, celle de l'intérêt national. Je suis bien que, pour certains esprits subtils, l'idée de nation est une valeur morte ou moribonde. Je ne sais pas ce que seront les nations dans un siècle ou deux, mais je sais qu'aujourd'hui elles sont une réalité vivante, le socle dans le concert international et qui se consolide. »

Enfin, M. Chirac a dit Georges Pompidou, qui disait : « L'Europe a le respect de la personne, la mort ou le moribonde, je ne sais pas ce que seront les nations dans un siècle ou deux, mais je sais qu'aujourd'hui elles sont une réalité vivante, le socle dans le concert international et qui se consolide. »

André Passeron.

A l'occasion du 8 mai

LE MAIRE DE PARIS ADRESSE UN MESSAGE AUX PARISIENS

A l'occasion de la commémoration du 8 mai 1945, M. Jacques Chirac a fait lire et afficher, ce lundi, un message à dans toutes les salles annexes de la capitale, où il déclare notamment : « La victoire ainsi obtenue était celle du monde libre tout entier. Nous ne saurions oublier l'immense contribution de nos alliés, ni leur détermination ni leurs sacrifices. Néanmoins c'était la victoire promise par le général de Gaulle à la Résistance quatre ans auparavant, alors que l'espérance semblait impossible. (...) Si grande que soit la situation d'aujourd'hui, nous ne devons pas perdre de vue que le destin d'une nation est définitivement assuré. Lors même qu'elle n'aurait plus à faire face aux grands affrontements de la guerre, la France n'en sera pas moins tenue de faire perpétuellement rendre l'ambition de sa liberté et de sa grandeur. C'est pourquoi il lui importe de se hausser, dans la commémoration de ce jour, à l'état de conscience patriotisme qu'évoque la date du 8 mai. (...) »

« Nominations au Conseil d'Etat. — Par décret paru au Journal officiel du 29 avril, M. Michel Guillaume, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire, en remplacement de M. Olivier Guichard, élu député, et M. Claude Bortol, préfet, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire. »

« Le n° 172 des « Cabinets ministériels » (28, rue d'Abou, 75002 Paris) vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du troisième gouvernement de M. Barre, du Sénat, de l'Assemblée nationale, des Conseils économique et constitutionnel, ainsi que du maire de Paris et du préfet de l'Ile-de-France et du préfet de police. »

Le P.S.D., divisé, va négocier son adhésion à l'U.D.F.

An terme d'une journée de débats confus et animés, le conseil national du parti socialiste démocrate, réuni à huis clos, dimanche 7 mai, à Montrouge (Hauts-de-Seine), a décidé de « négocier » l'adhésion de sa formation à l'Union pour la démocratie française.

Cette décision a été prise à la majorité relative des mandats obtenus par une motion de synthèse résultant d'un compromis laborieux.

D'accord, à la quasi-unanimité, pour apporter leur soutien à la politique d'ouverture prônée par le chef de l'Etat, les cent huit députés présents sont apparus très divisés, en revanche, sur l'opportunité de rallier ouvertement, dès à présent, le courant giscardien.

Aucune fédération n'ayant opté en faveur d'un ralliement au P.S., la discussion s'est terminée à un conflit sur la nature du meilleur choix stratégique possible, qui a opposé, d'une part, les partisans d'une alliance immédiate avec l'U.D.F. en premier rang desquels M. Eric Hintermann, secrétaire général du P.S.D., et, d'autre part, les partisans d'un statu quo et de contacts « tous azimuts », avec les formations membres de l'U.D.F. certes, mais aussi avec les socialistes et les radicaux de gauche hostiles au maintien de l'union avec le parti communiste.

Cette seconde tendance, incarnée par plusieurs secrétaires généraux adjoints, notamment MM. Christian Chauvel, ancien député de la Loire-Atlantique, Léon Pujan (Aude), André Roulier-Preuvost (Loire-Atlantique), Pierre Masia (Rhône), estimait que le P.S.D. n'avait rien à gagner à faire preuve d'une trop grande « précipitation » et qu'il convenait d'écouler avant toute décision, les possibilités d'exploiter les divergences intervenues au sein de la gauche afin d'essayer de rassembler autour du P.S.D. les différents courants socialistes et radi-

caux se réclamant aujourd'hui d'une certaine social-démocratie. M. Eric Hintermann, appuyé par la plupart des jeunes députés, a eu beaucoup de mal à faire prévaloir sa thèse, le débat ayant été d'autant plus serré que les litiges de procédure ont été nombreux et que toutes les fédérations n'ont pas pris part aux différents scrutins à la suite de contestations relatives à leur représentativité et à la validité de leurs mandats. Le secrétaire général du P.S.D. a même été mis en minorité lors d'un premier vote (il ressortit une majorité (vingt-cinq mandats) favorable à une motion émise par MM. Chauvel, Pujan et Roulier-Preuvost, alors que le texte présenté par M. Hintermann n'avait rassemblé que vingt et un mandats, trois fédérations s'étant abstenues et une autre ayant voté un texte insistant sur la vocation socialiste du parti.

Afin de « préserver l'unité » de sa formation, M. Hintermann s'est efforcé de faire adopter une première motion de synthèse visant à l'instaurer à « négocier » avec l'U.D.F. son éventuelle participation à cette alliance « tout en dialoguant » de façon constructive avec les autres formations à vocation socialiste ou radicale. Trois fédérations ayant modifié leur vote en sa faveur (les Alpes-Maritimes, l'Indre-et-Loire et Paris — le secrétaire général du P.S.D. a alors obtenu la majorité qu'il souhaitait grâce à vingt-cinq mandats contre vingt-quatre à une motion présentée par M. Roulier-Preuvost et deux abstentions (Isère et Sarthe).

S'achantant dupes par l'adoption de ce texte dont l'ambiguïté laissait le champ libre à M. Hintermann, plusieurs députés, notamment MM. Chauvel, Pujan, Roulier-Preuvost, ont immédiatement menacé de remettre leur mandat à l'Assemblée nationale, après plusieurs suspensions de séance et de nombreux éclats de voix. Une deuxième motion de synthèse fut soumise aux députés et adoptée par vingt-cinq mandats contre un et deux abstentions, quatorze fédérations refusant de participer au scrutin.

Ce texte, définitivement adopté, indique que le P.S.D. « accepte l'ouverture de négociations avec les formations qui l'entourent, notamment l'U.D.F., et le maintien de contacts avec les socialistes attachés à la social-démocratie ». Le comité directeur du P.S.D. se propose donc de préparer prochainement, avec les représentants de l'U.D.F. l'entrée du parti à l'U.D.F. Les conclusions de ces entretiens seront présentées au congrès du P.S.D., qui doit se réunir, les 24 et 25 juin, à Evian-les-Bains. Vivement irrités et affirmant que la réunion du conseil national avait été « un simulacre de démocratie », les secrétaires généraux colportés, mis en minorité après avoir été majoritaires, parlèrent de rompre publiquement avec la ligne politique préconisée par M. Eric Hintermann.

LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EST LE PREMIER PROGRAMME CONTRE LA RÉBELLION EN ASIE SUD-EST, déclare M. Mondat à « Newsweek ».

Le vice-président américain de la Commission des droits de l'homme, M. Mondat, a déclaré à « Newsweek » que le respect des droits de l'homme est le premier programme contre la rébellion en Asie du Sud-Est.

M. Mondat a déclaré que le respect des droits de l'homme est le premier programme contre la rébellion en Asie du Sud-Est.

Leonid Brejnev a obtenu un succès retentissant lors de sa visite fédérale.

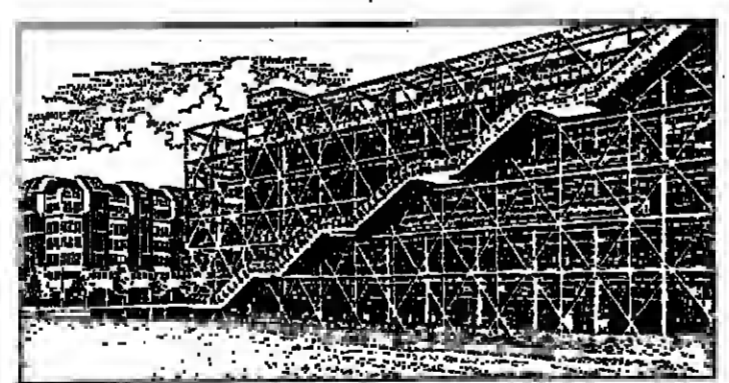
Leonid Brejnev a obtenu un succès retentissant lors de sa visite fédérale.

Le Grand-Orient de France ne veut cautionner aucune politique gouvernementale.

Le conseil d'ordre du Grand-Orient de France affirme, dans un communiqué, que « respectueux de l'engagement politique de tout franc-maçon (1) ne saurait accepter que cet engagement, à quelque niveau qu'il s'affirme, puisse être considéré comme l'engagement du Grand-Orient de France ».

Le Grand-Orient de France sans viser nommément l'un de ses membres, entend ainsi préciser que la présence au gouvernement de M. Jean-Pierre Fourcade (secrétaire d'Etat aux P.M.I.), ancien grand maître du G.O., n'implique aucune caution politique de la part de l'obédience qu'il a dirigée de 1973 à 1976.

1^{er} janvier 1980. Un seul immeuble de bureaux aura ce privilège.



« Le Beaubourg »
6 600 m² de bureaux neufs en bordure du Centre Beaubourg.
A 350 mètres de la nouvelle station Halles-Châtelet (R.E.R. + métro + S.N.C.F.)
Une réalisation Cogedim située dans le Quartier de l'Horloge.
Appeler Bourdais Bureau-atique - Tél. : 227.11.89 ou D. Féau. Tél. : 261.80.40 +

Bourdais COGEDIM D.FEAU

AMSTERDAM KATMANDU 1950F

Départ Paris A-R

TANGER	595 F
TUNIS	610 F
LISBONNE	695 F
NEW YORK	1 285 F
MONTRÉAL	1 390 F
TÉHÉRAN	1 700 F
BOMBAY	2 250 F
MEXICO	2 650 F
RIO	3 600 F

A vols V.A.R.A.

VOLS A DATES FIXES

SINGAPOUR JAVA BALI 5210F

Circuit 3 semaines

du 4-6 au 24-6
du 7-7 au 22-7
du 16-7 au 5-8
du 30-7 au 19-8
du 3-9 au 23-9

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURAVENTURE

166, bd du Montparnasse
75014 PARIS
Tél. 323.12.14
18, av. du Général-Leclerc
54000 NANCY
Tél. 36.76.27
7, place Clément
67000 STRASBOURG
Tél. 22.17.12

La Véritable Anisette des Frères Gras

Elle revient à la mode.

andré stoll **ASTERIX**

l'épopée burlesque de la France

Volume illustré 47

ÉDITIONS COMPLEXE

POLITIQUE

FACE A LA CRISE DE LA GAUCHE

Le Front autogestionnaire plaide pour de « nouvelles formes d'unité »

Quelques deux cents délégués des collectifs de base du Front autogestionnaire ont tenu, samedi 6 et dimanche 7 mai, une « réunion de travail » consacrée à l'élaboration de la stratégie de ce regroupement constitué, le jour des élections législatives, autour du P.S.U., du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), et de divers groupes écologistes, féministes, régionalistes, afin d'incarner le courant auto-gestionnaire.

Un collectif national de dix-huit membres a été désigné. Il sera notamment chargé d'organiser, à l'automne, une « convergence nationale » des autogestionnaires, véritables « États généraux » qui devraient permettre de mesurer l'ampleur du mouvement qui a été lancé.

Le P.S.U. continue de croire à la fécondité de la crise de la gauche comme à la possibilité qu'elle parait lui offrir de s'insérer dans le débat. Certes ses dirigeants concèdent que les récentes élections ont montré que le P.C. et de la convention nationale du P.S. ne sont pas un encouragement à de nouveaux efforts en faveur de l'unité. Le « repli sur soi » pratiqué par les grands organismes parait, en effet, peu compatible avec « la recherche de nouvelles formes d'unité » souhaitée par le P.S.U.

Toutefois pour MM. Michel Mousset et Victor Leduc, membres du secrétariat national « ce double blocage et l'absence de perspectives offertes par le P.S. peut libérer des énergies ». Cette conviction fonde la démarche du P.S.U., qui s'efforce d'organiser un troisième courant, socialiste et autogestionnaire, à travers le Front autogestionnaire.

Ce regroupement peut, selon ses animateurs, être plus efficace que le P.S.U., parce qu'il est plus souple.

Il s'agit avant tout de renouer le fil du dialogue entre les organisations politiques et syndicales et d'articuler les revendications des uns et des autres. Les dirigeants socialistes unifiés sont en effet convaincus que « les problèmes sociaux nés de la relance, par le gouvernement, de la reconstruction industrielle » doivent avoir la priorité. Or, ils constatent que dans cette conjoncture difficile le mouvement syndical affronte seul l'ensemble des problèmes qui sont posés, selon eux, à la gauche tout entière. Dans ces conditions, il leur parait nécessaire de susciter au sein de la gauche, un débat sur la situation sociale et d'expérimenter, sur le terrain, des « formes nouvelles d'unités ». Leur objectif est de faire en sorte qu'à l'occasion de chaque conflit au niveau d'une branche d'activités ou d'une région, les syndicats et les élus de gauche, de concert avec ceux qui participent au Front autogestionnaire, élaborent ensemble des réponses différentes de celles du pouvoir.

Dans le même temps, le P.S.U. souhaite mettre à profit les discussions qui se sont fait, jour au jour, au sein des partis communiste et socialiste et encourage les discussions entre militants de chacune des organisations. C'est ainsi que, dans le numéro de l'hebdomadaire Tribune socialiste qui paraîtra cette semaine, sont publiés les extraits d'un débat entre MM. Patrick Viveret (P.S.), Alain Bergougnoux (P.S.), Victor Leduc (P.S.U.), représentant respectivement les revues Peuple, Repères et Critique socialiste, et M. Gérard Molina (P.C.), au cours duquel les participants critiquent leurs propres organisations et mettent en lumière certaines convergences de vues.

Une réussite problématique

Tout d'abord le rejet d'une organisation structurée, semblable à celle d'un parti politique, donne satisfaction à tous ceux qui se situent dans la mouvance autogestionnaire, les écologistes notamment, et qui récusent le mode d'organisation des formations politiques. Le Front autogestionnaire ne fera donc pas double emploi avec le P.S.U., et son développement ne remet pas en cause l'existence de ce parti.

De plus, la relance de l'action du Front autogestionnaire permet au P.S.U. de consolider son unité. Sur ce point, en effet, la direction est en accord avec la minorité du parti, le courant C, ou « courant communiste autogestionnaire ». Le seul conflit qui demeure au sein du P.S.U. concerne l'analyse de la société. La minorité met en avant l'idée que la lutte politique « ne peut plus se réduire au seul antagonisme capitalistes-anticapitalistes », mais qu'il faut désormais distinguer trois classes aux intérêts distincts : « les capitalistes, les complémentaires et les exécutants ». Selon ce schéma, « les travailleurs matériels de la production (ouvriers et paysans) et de l'information (employés) ne définissent comme exploités par rapport aux capitalistes et comme exécutants par rapport aux complémentaires ».

Les communistes autogestionnaires estiment que le P.S.U. doit s'affirmer comme le représentant de la classe des « exécutants » et devenir le lieu du « compromis politique exécutants-compémentaires ».

Il reste qu'ils souhaitent, eux aussi, la réussite du Front autogestionnaire. Celle-ci, cependant, reste problématique. D'une part

du fait des imperfections du Front lui-même. Ainsi, MM. Jean-Marie Muller et Jacques Semelin, animateurs du MAN, dont l'objectif est d'« affirmer la convergence entre l'écologie, l'autogestion et la non-violence », ont noté que « si des groupes écologistes locaux ont rejoint le Front autogestionnaire, aucune composante écologiste n'a pu se constituer dans le Front au niveau national ».

D'autre part, l'action du P.C. et du P.S. peut être un frein au développement de cette entreprise. L'un comme l'autre pensent en effet intégrer les nouvelles formes de luttes que le P.S.U. et l'extrême gauche mettent en avant. D'autant que, condamnés à l'opposition, ils n'en apparaîtraient que mieux porteurs d'utopie.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. POPPEREN : le P.S. ne doit pas vivre replié sur ses débats internes.

M. Jean Popperen, député du Rhône, membre du secrétariat du P.S., cite dans Synthèse Flash du 5 mai qu'il existe à présent une « réelle mobilité » dans les rapports entre les principales composantes du parti socialiste. Analysant les débats de la récente convention nationale du P.S., il ajoute :

« Ce serait bafouer la démocratie que de donner au coup de chapeau à la politique unitaire et d'insister pour en faire prévaloir une autre dans la pratique. S'il doit y avoir changement d'orientation, c'est le prochain congrès qui en décidera. Mais d'ici là il faut agir ».

« La donnée importante qui ressort des délibérations socialistes des 25 et 29 avril, c'est la nécessité pour le parti socialiste de se placer « à la tête de l'action des masses populaires contre la politique du pouvoir », il n'y aurait rien de pire pour le P.S. que de vivre replié sur ses débats internes, que de se perdre en des discussions byzantines, qui signifient une véritable « PSU-isation » du parti socialiste ».

LE P.S. ET LE DÉSARMEMENT

M. Mitterrand : nous demandons à voir

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Mitterrand a inauguré (1), dimanche 7 mai, à Villeurbanne, en présence de Mme André Bouloche, épouse du député du Doubs décedé accidentellement pendant la campagne des élections législatives, une piscine à laquelle le conseil municipal et le maire de Villeurbanne, M. Charles Henu, député du Rhône, ont tenu à donner le nom de disparu.

Répondant aux questions des journalistes, M. Mitterrand a qualifié de « dérisoire » la décision gouvernementale d'augmentation des tarifs publics (-) sur les travailleurs au SMIC qui vont se trouver frappés non seulement par la hausse des prix actuels mais par l'augmentation massive des tarifs publics (-) sont aujourd'hui abandonnés par le gouvernement à leur sort... »

Commentant ensuite la politique d'ouverture pratiquée par le gouvernement, M. Mitterrand a rappelé qu'à sa sortie de l'Élysée, au mois de mars dernier, il avait déclaré que « le P.S. restait disponible pour tous les grandes causes nationales et aussi pour les

relations internationales. Ce qui ne veut pas dire, a-t-il ajouté, que nous conjuguions nos épaules avec celles du gouvernement. Si nous avons l'occasion de nous exprimer bientôt, nous dirons combien sont désastreuses pour le pays cette présence militaire en Afrique, cette intervention en Tchad, cette intervention dans ce qui était naguère le Sahara espagnol et qui est devenu le pays sahraoui et bien d'autres interventions qui correspondent à une politique qui nous paraît dérisoire. Cela ne veut pas dire non plus que nous sommes d'accord avec le président de la République sur les problèmes de désarmement. Mais le devoir du plus grand parti français est d'être là. Si le président le lui demande, le P.S. accepte, oh ! pas tout, pas n'importe quoi. Nous demandons à voir à examiner. C'est dans ce sens que nous avons accepté que le président du groupe parlementaire ait une conversation préalable, le 11 mai, sur les problèmes de désarmement (...) avant que Jean-François Colé ne participe à la déléation pour tous les grands causes nationales et aussi pour les

demarche que je crois raisonnable et féconde. » — E. E.

(1) Ni les deux conseillers généraux de Villeurbanne, M. Etienne Garsin (majorité), ancien maire, ancien député de Villeurbanne, et M. René Desgrand (P.C.), ni le président de la communauté urbaine de Lyon, M. Françoise Collob, député (non-inscrit), qui était assés personnellement, n'assistent à cette inauguration d'un équipement dont le coût — 3 millions de francs — a été financé pour environ deux tiers par la communauté urbaine et pour un tiers par une subvention de l'Etat.

M. TAITTINGER : le P.C. aurait dû être représenté dans la déléation française à l'ONU.

M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur de Paris (P.R.), chargé de mission pour les problèmes de désarmement, a déclaré le 7 mai sur les antennes de France-Inter : « A partir du moment où la déléation française au prochain débat de l'ONU sur le désarmement a été ouverte en position, je ne comprends pas pourquoi le P.C., membre important de cette opposition, ne fait pas partie de la déléation. Il devrait pouvoir en tout cas être représenté ». M. Taittinger a toutefois rappelé que le gouvernement est tenu de donner la composition de sa déléation à l'ONU dans des délais très stricts. Selon lui, « les communistes ne le savent sans doute pas ».

CORRESPONDANCE

Louis Althusser et les normaliens

M. Jacques Lautman, directeur de l'U.E.A. de sciences sociales de l'université Paris-V - Nanterre, nous écrit :

Dans le Monde du 5 mai, Maurice Clavel porte contre Louis Althusser une accusation grave : « Il a embringué dans les structures oppressives du parti communiste français, sans honte, des générations entières de normaliens ». J'entends porter témoignage qu'à l'époque (1955-1958) où, élève, j'ai connu Althusser, il bénéficiait de son enseignement, il embringuait personne, et sa déologie d'enseignement était fort scrupuleuse. Je doute fort qu'il ait changé. Que plus tard sa pensée et ses livres aient influencés des normaliens marxistes, la chose est claire ; qu'il ait embringué n'importe qui non !

Je précise que ma lecture des indignes parvis qu'il vient de commettre dans le Monde est assez proche de celle de Maurice Clavel.

LA MISE EN PLACE DES SUPPLÉANTS DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

An terme du délai légal d'un mois, qui est laissé aux députés devenus ministres ou secrétaires d'Etat pour opter entre leurs fonctions gouvernementales et leur mandat parlementaire, le Journal officiel du 7 mai a publié le chapitre « Informations diverses » l'annonce de la cessation, le 5 mai à minuit, des mandats des treize ministres et des deux secrétaires d'Etat autonomes nommés le 5 avril. Ils sont remplacés par leurs suppléants dont le mandat a pris immédiatement effet.

M. Raymond Barre ayant été renommé premier ministre le 3 avril (décret publié le 4 avril) le Journal officiel daté 5-8 mai avait annoncé son remplacement par M. Jean Baridon. Alors que le chef du gouvernement était député apparenté U.D.F. de la 4^e circonscription du Rhône, M. Baridon s'est inscrit sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe. Tel avait été le cas lorsqu'il avait été appelé à siéger comme suppléant de M. Louis Joxe (R.P.R.) après la nomination de ce dernier au Conseil constitutionnel le 26 octobre 1977.

LE NOUVEL OBSERVATEUR/enquête

Vous faites partie des milliers de Français qui font sauter leurs contraventions.

Non ? Alors vous êtes de ceux qui ne payent que 10 % de leur billet d'avion parce qu'ils travaillent à Air France, voyagent gratuitement en train parce qu'ils sont cheminots ou ont des factures d'électricité réduites parce qu'ils sont agents de P.E.D.F.

Peut-être ne figurez-vous dans aucune de ces catégories. Mais vous avez sûrement votre petit privilège, votre passe droit.

Le Nouvel Observateur décrit cette semaine la France des privilèges : les privilèges du président de l'Assemblée Nationale, ceux des employés de la Banque de France, ceux des ouvriers de Renault, ceux du conservateur des Hypothèques ou de l'ingénieur des Ponts et Chaussées.

Le privilège c'est l'inégalité érigée en système : dans sa grande enquête, le Nouvel Observateur montre comment les privilèges permettent aux castes d'assurer leurs pouvoirs, aux hommes politiques d'avoir leur clientèle, aux cadres de maintenir leur train de vie.

Cette semaine dans le Nouvel Observateur :



FRANCE, TERRE DE PRIVILÈGES

هكذا من الأصل

UN ANCIEN CONSEILLER DE PARIS DÉNONCE LES CONDITIONS DE VIE A L'HOSPICE DE NANTERRE

Bloc 45, cellule 51-52

M. JOÛI Weiss, un ancien conseiller de Paris (P.R.), dénonce l'existence « de cochets dignes du Moyen Âge » dans lesquels sont enfermés certains vieux pensionnaires de la maison départementale de Nanterre.

« On désignait par ce terme de « bloc 45 », indique M. Lugan, directeur de la maison départementale de Nanterre, l'endroit où étaient retenus pendant quarante-cinq jours les pensionnaires lorsqu'ils étaient considérés comme dangereux.

« Les brimades physiques n'existent plus, précise-t-on à la préfecture de police. Les pensionnaires ne se laisseraient pas faire. On devrait aller voir les établissements qui, à Paris, reçoivent la même clientèle et constater que Nanterre est un oisive éducateur, un psychologue et un médecin psychiatre.

M. Weiss affirme, au contraire, avoir vu « dans la cellule 51-52, un vieillard couché sur une paillasse posée à même la sol au pied de laquelle est placée une latrine à la turque, sans aucune toilette extérieure et dépourvue de chauffage. Une simple lucarne dotée de barreaux. Double porte, une première en bois fermée par trois serrures, une seconde en fer, ornée de tournois de son filin. Nous sommes tous des assassins. Elle n'est plus jamais utilisée ».

« Vers le centre d'accueil sont dirigés chaque jour les clochards recueillis dans Paris (le Monde daté 28-29 mars 1978). L'hospice a la réputation d'être une sorte d'hospice des hospices qui recueille les pensionnaires agités ou « gênants » des autres hospices.

« Les pensionnaires de Nanterre, M. Yves Sautmont (P.C.), interrogé par Europe n° 1, estime que « le bloc 45 » ne constitue pas le seul élément de scandale d'un ensemble aujourd'hui inadmissible.

pour faire de petits travaux de plomberie ou de menuiserie ne percolent qu'un « argent de poche » se montant à 45 ou 60 francs par mois. « C'est une surcharge du passé », conclut M. Sautmont. « C'est, je crois, le seul établissement de cette sorte en France ».

En 1978, l'hospice, décrit comme un moulin à vent, a été rénové par le maire de Nanterre, M. Yves Sautmont, qui a investi 120 millions de francs pour rénover le bâtiment.

MÉDECINE

AUX HUITIÈMES JOURNÉES DE NÉO-NATALOGIE

Les techniques de détection des malformations fœtales sont de plus en plus efficaces

Une femme âgée de quarante ans peut-elle, sans crainte, entreprendre une grossesse ? Une femme, déjà mère d'un enfant porteur d'une maladie congénitale, doit-elle redouter une récurrence si elle souhaite une nouvelle maternité ?

« La fréquence des malformations fœtales graves, a noté le professeur Roger Henrion, n'a pas augmenté en valeur absolue ou cours des dernières années.

Ces derniers disposent pour ce faire, avec leurs confrères généticiens, d'un ensemble de méthodes chronométriques, et l'un des plus nombreux de diagnostics prénataux repose sur l'analyse des cellules du fœtus prélevées par une ponction dans le liquide amniotique à la semaine ou dix-septième semaine de grossesse.

Dans neuf cas sur dix, a ajouté le professeur Boné, cette ponction vise à rechercher des anomalies chromosomiques, et l'un des parents est lui-même porteur d'une aberration décelée par exemple après la naissance d'un enfant mal formé ou après des avortements spontanés répétés.

En plus de ces aberrations chromosomiques, la ponction amniotique — ou amniocentèse — permet de détecter aujourd'hui un certain nombre de maladies métaboliques dues à des déficits enzymatiques.

Actuellement, a déclaré le professeur Jean-Claude Dreyfus, cette méthode permet de détecter notamment certaines maladies métaboliques, telles que la maladie de Tay-Sachs ou la maladie de Pompe, qui donne un énorme cœur et tue l'enfant en quelques mois.

En plus de ces aberrations chromosomiques, la ponction amniotique — ou amniocentèse — permet de détecter aujourd'hui un certain nombre de maladies métaboliques dues à des déficits enzymatiques.

« L'épouse de Henri Curjel, assassiné jeudi à Paris, a été à nouveau entendue, samedi 6 mai, par les policiers de la brigade criminelle.

« L'épouse de Henri Curjel, assassiné jeudi à Paris, a été à nouveau entendue, samedi 6 mai, par les policiers de la brigade criminelle.

« L'épouse de Henri Curjel, assassiné jeudi à Paris, a été à nouveau entendue, samedi 6 mai, par les policiers de la brigade criminelle.

« AU PAYS DE LA VIEillesse... »

Les Parisiens pourront assister, à partir du 7 juin, à la projection, dans des cinémas d'art et d'essai, d'un long métrage intitulé Promenade au pays de la Vieillesse de Marianne Ahrne.

JUSTICE

A LEUR CONGRÈS DE ROUEN

Les Jeunes Avocats jugent inadmissible l'idée de rattacher les parquets au ministère de l'intérieur

Rouen. — Au terme de trois jours de débats ponctués par la visite de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, les Jeunes Avocats, réunis en congrès à Rouen, ont confirmé samedi 6 mai, par le vote de motions, leur volonté de voter le jour de la convention européenne pour la répression du terrorisme (le Monde du 6 mai).

De notre correspondant

« L'appui de ces thèses, les avocats ont formulé certaines conclusions, en ce qui concerne l'enquête et de l'instruction judiciaires, parmi lesquelles : le contrôle effectif des conditions de la garde à vue par la défense comme de l'accusation, et en cas de difficultés, la saisie immédiate du juge ; l'égalité stricte entre l'accusation et la défense dans la consultation et la délivrance des copies du dossier ; le droit, pour la défense, de poser des questions directement et à tout moment de l'interrogatoire ; l'instauration d'une véritable audience contradictoire pour toutes les demandes de mise en liberté. — M. L.

La « maison » : plusieurs milliers de marginaux

Ancien bâtiment pénitentiaire, vieux d'un siècle, la Maison départementale de Nanterre, unique en son genre en France, regroupe trois établissements gérés par le préfet de police de Paris et qui accueillent de trois mille cinq cents à cinq mille personnes selon les saisons.

Ce sont : un centre d'hébergement pour les marginaux — surtout ceux à qui les difficultés sociales ne laissent que peu de temps, un hospice de vieillards et un hôpital prévu à l'origine pour les pensionnaires des deux premiers établissements, mais où l'on accueille également d'autres catégories de malades.

La première, qui compte en moyenne une vingtaine de personnes, rassemble les « pensionnaires » du dépôt de mendicité, où se trouvent des personnes « retenues » pour mendicité, au terme d'un séjour de quarante-cinq jours, ces personnes reviennent en pénalité et sont libérées.

CORRESPONDANCE

L'activité des agences matrimoniales

Après la publication de l'article consacré aux agences matrimoniales (le Monde du 16 avril), nous avons reçu la lettre suivante de M. et Mme Desmoulin, dirigeants d'une agence de conseil matrimonial Sud-Union de Tarbes (Hautes-Pyrénées).

Nous avons pris connaissance de vos informations publiées en page 8 de vos éditions des 15 et 17 avril 1978 sous le titre « Un tribunal de grande instance de Tarbes, les activités d'une chaîne d'agences matrimoniales font l'objet d'une plainte pour escroquerie », et « Le commerce de la solitude », sous la plume de Michel Sidhom.

Nous tenons à vous préciser certains points importants de l'affaire citée au tribunal de Tarbes. En effet, les plaignants, lorsqu'ils ont signé leur contrat de sous-location de marque, étaient parfaitement conscients du fait que la chaîne en était à ses débuts et qu'elle ne pourrait bénéficier que des adhésions inscrites ou à inscrire dans les agences existantes.

Il est évident qu'il ne pouvait y avoir de fichier correspondant à la région concédée, sinon il n'y aurait pas eu « concession » mais « vente » de fonds de commerce, ce qui n'est pas le cas, et c'est là la meilleure preuve qu'il n'y a pas escroquerie, puisque les clients étaient à l'avance et qu'aucune fausse promesse ne gonflait le nombre des adhésions.

JACQUES MESRINE S'EST ÉVADÉ DE LA SANTÉ

Condamné à la réclusion criminelle, François Besse s'était évadé de la prison de Fresnes en octobre 1975 et fan le soupçon d'avoir organisé la saisie d'un important hold-up dans la région parisienne. Il devait être arrêté à nouveau le 2 mars 1976.

DEUX MÉDECINS INCULPÉS ET NON CONDAMNÉS

C'est par erreur que nous avons écrit dans le Monde daté 7-8 mai 1978, que les docteurs Jacqueline Massias et Christiane Prévost, inculpées d'omicide involontaire pour avoir administré une patiente en situation de coma à la place de glucose, ont été condamnées le 5 mai par la 10^e chambre correctionnelle de Paris. Le tribunal devant lequel les deux praticiennes comparurent le jour-là rendra son jugement le 19 mai.

Mme CURJEL : Georges Sufferi porte une lourde responsabilité

L'épouse de Henri Curjel, assassiné jeudi à Paris, a été à nouveau entendue, samedi 6 mai, par les policiers de la brigade criminelle. « Il est absurde de penser que mon mari ait pu avoir des contacts avec le bandit à l'assassinat, l'armée rouge ou une quelconque organisation terroriste », a déclaré Mme Annie Curjel, soixante-quatre ans, à sa sortie du Quai des Orfèvres. Elle a, en revanche, mis en cause le journaliste Georges Sufferi, estimant que celui-ci portait « une très grande responsabilité dans cette affaire » pour avoir publié en 1976 dans le Point « un article scandaleux basé sur aucune preuve et qui était un véritable appel au meurtre ».

SCIENCE

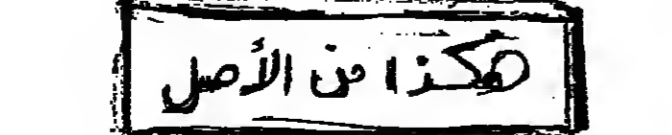
Le lancement du satellite européen O.T.S. est retardé pour la troisième fois. Initialement prévu pour le jeudi 4 mai, il avait déjà été repoussé au 6, puis au 8. La découverte d'une pièce défectueuse dans le second étage de la fusée portuse Delta-3914, pièce qu'il faudra changer, a entraîné un nouveau report au jeudi 11 mai.

DECEPTION

Les parents d'élève énormes lacune

Texte vertical sur le côté droit de la page, partiellement coupé.

50ème anniversaire... ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE ESPAGNE



ÉDUCATION

DÉCEPTION AU CONGRÈS DE ROYAN

Les parents d'élèves de la Fédération Lagarde relèvent d'«énormes lacunes» dans l'application de la réforme

Royan. — La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.P.), présidée par M. Antoine Lagarde, a réuni son cinquante-neuvième congrès, du 4 au 6 mai, à Royan (Charente-Maritime). Les six cent cinquante congressistes, représentant 440 000 adhérents, étaient invités à travailler sur le thème : « Le dialogue parents-enseignants pour les élèves... mais une préoccupation constante est celle de la réforme Haby. La fédération est déçue par les énormes lacunes observées au cours de la première année d'application de la loi du 11 juillet 1975, car elle considère que... les promesses qui l'avaient amenée, voici un an, à accepter la réforme n'ont pas été tenues... Avec une cohésion que traduisent les votes

De notre envoyé spécial

Jamais aussi forte et unie que lorsqu'elle s'abandonne à la critique. Les résultats des votes, au cours des récents congrès, sont, à cet égard, révélateurs. Il y a deux ans, à Strasbourg, où les congressistes avaient voté le rapport moral et le rapport sur la réforme de l'orientation, ils ont voté respectivement 90,71 et 95 % des voix. L'an dernier, où la réforme avait reçu un égal, certes essor de conditions, ces pourcentages étaient tombés à 83,75 et 84,78 %. Cette année, où les réserves sur l'application de la loi Haby ont repris le pas, les chiffres sont montés à un niveau jamais atteint : 92,31 % pour le rapport moral et 96,06 % pour le mot d'orientation.

Pressions syndicales

La fédération reprend la proposition formulée en 1975 d'un « plan concerté » fixant des étapes et des priorités pour mener à bien le renouvellement de l'enseignement. Le bureau de M. Bouillon, mardi 9 mai, lorsqu'il reçut, pour la seconde fois en trois semaines, les dirigeants de la fédération (le Monde du 19 avril). Armé de la lettre du ministre de l'éducation ce qu'il lui a écrit en apprenant qu'il ne viendrait pas à Royan : « Vous avez exprimé votre désir de redonner confiance aux enseignants ; nous la comprenons et la partageons. Mais nous attendons aussi de vous que vous redonniez confiance aux parents, légitimement inquiets à la fin de cette première année de réforme... »

« Nous ne ferons pas de cadeaux »

Unanimité, mettant ainsi en cause l'adhésion de la fédération à la réforme. Elle réclame le droit à la différence pour chaque enfant, mais prône la défense du dossier scolaire... L'originalité avouée, mais attention, de la fédération est de ne pas se laisser aller à des contradictions. A bien y regarder, elle ne se sent

Du côté des parents de l'étranger

De notre envoyé spécial

Superbe et sportive, les yeux bleus, des cheveux de jais, Mme Anita Bernard, a laissé quatre de ses six enfants à Caracas pour venir à Royan, au congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public. Cet ancien professeur de danse qui séjourne depuis trois ans et demi au Venezuela, où son mari est dirigeant d'une entreprise de services pétroliers, est l'une des quinze mille adhérentes de l'Union fédérale des associations de parents d'élèves des établissements scolaires français à l'étranger (U.F.A.P.E.) au sein de la Fédération Lagarde. Ses quatre plus jeunes enfants (les deux aînés sont en Europe) étudient au Colegio Francia de Caracas, l'un des deux cent cinquante établissements scolaires français à l'étranger, le seul au Venezuela. Elle paie 1 300 F de scolarité par mois pour l'externat, plus les livres, dont aucun n'est gratuit, les transports, les activités sportives... Elle est venue à Royan pour dénoncer avec l'U.F.A.P.E., la dégradation de la scolarité des enfants et de la culture française dans le monde : frais de scolarité excessifs (l'école est obligatoire, publique, laïque, mais pas du tout gratuite à l'étranger), manque de professeurs qualifiés et conséquemment réduits, exigence de inscriptions des locaux. Résultat : les jeunes Français perdent leur temps et les jeunes étrangers se détournent des établissements français. « Nous voudrions faire en sorte, a déclaré M. Régis Maillot, président de l'U.F.A.P.E., que notre voix soit entendue autrement que lorsque des intérêts électoraux sont en jeu. » — C. V.

L'UNEF-Unité syndicale dénonce le « chaos » qui règne à l'université et se félicite de l'« agonie » de la participation

Près de deux cents délégués ont participé du 4 au 7 mai à Paris à ce que l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Unité syndicale, proche de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, trotskiste) estime être son soixante-quatrième congrès. Cette organisation qui a fait scission en 1971 avec l'UNEF-ex-Renouveau, proche des communistes, revendique vingt-huit mille cent dix adhérents (contre sept mille il y a sept ans). Hostile à la participation, elle continue à dénoncer le « chaos » qui règne à l'université.

Au congrès de Saint-Étienne

CRISE AU MAS

Saint-Étienne. — Le troisième congrès national du Mouvement d'action syndicale (MAS, proche de la C.F.D.T.), a pris fin le dimanche 7 mai à Saint-Étienne dans une extrême confusion. Ce jeune syndicat étudiant, de tendance autogestionnaire, né des centres du M.A.R.C. (Mouvement d'action et de recherches critiques), n'a plus de dirigeants et son unité a volé en éclats. Les quelque soixante délégués se sont quittés sans reconduire le bureau sortant. Ils n'ont pu se décider non plus à donner, aux dépens de ce dernier, le préliminaire au conseil national. Ils n'ont pas davantage réussi à se mettre d'accord sur un ordre du jour. Une majorité s'est cependant formée pour critiquer la direction et le secrétaire général sortant, M. François Bée, leur reprochant surtout de s'être complus de la base et de subir l'influence de la C.F.D.T. Le mouvement ne sera pas dissous, mais ne subsistera pas à la base de contacts entre les différentes sections.

Sauvage
le mensuel de l'écologie
comment préparer votre potager de printemps
EN VENTE PARTOUT 5-F

STAGE REMUNÉRÉ DE FORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE
pour
DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
MAÎTRISE LICENCE AGES DE 26 A 30 ANS
durée : 23 semaines à temps plein
5 JUIN AU 5 AOUT puis 28 AOUT AU 2 DÉCEMBRE
RÉUNIONS D'INFORMATION
MERCREDI 10 et 17 MAI à 9h30
Programme sur demande : 766.51.34 poste 482
Centre Malesherbes CPM - 108, Bd Malesherbes 75017 Paris
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PROJETEZ-VOUS DANS L'AVENIR
SÉMINAIRE
Imagination
Prospective
Changement
Au moment où notre environnement (technique, économique, humain) évolue rapidement, s'entraîner à construire des scénarios prospectifs, c'est, tout simplement, poser des hypothèses de travail adaptées.
Cette démarche suppose un entraînement spécifique et l'utilisation de méthodologies précises : les techniques prospectives. Différents des processus purement logiques, ces techniques utilisent les systèmes analogiques et font appel à l'imagination active.
Ces méthodes permettant de prévoir des situations nouvelles auxquelles vous pourriez être confronté dans votre entreprise ou dans votre vie sociale. Leur pratique facilite la mobilité intellectuelle et l'adaptation au changement.
Nous pratiquons ces méthodes depuis 7 ans, soit dans l'entreprise, soit en prospective sociale. Nous les présentons concrètement dans le cadre de ce séminaire.
Animateurs: Guy AZNAR - Guy CRETE
2 jours "résidentiel" près Paris (8/9 juin ou 10/11 juillet).
Renseignements et inscriptions:
synapse 8, rue du Faubourg Poissonnière (Paris 10e)
Tél.: 770.62.41 - 770.77.75 - 770.13.10

50^{ème} anniversaire
Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en
GRANDES VACANCES
OSFB
ANGLETERRE
ECOSSE
ETATS-UNIS
ALLEMAGNE
ESPAGNE
préparez le BEAC ou le BAC dans une ambiance agréable.
ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

RELIGION
MORT DE Mgr MICHON
ÉVÊQUE DE CHARTRES
Mgr Roger Michon, évêque de Chartres, est mort le 4 mai, à l'âge de soixante-quatorze ans, des suites d'une longue maladie. Ses obsèques auront lieu le 10 mai en la cathédrale de Chartres.
[Né le 12 février 1904 à Draveil (Seine-et-Marne), Mgr Michon fit ses études au collège français de l'université grégorienne de Rome, où il obtint un doctorat en théologie et en philosophie. Ordonné en 1929, il est vicaire, puis curé de Saint-Germain-en-Laye, après avoir été supérieur du lycée de jeunes filles de Versailles en 1941. Il est nommé évêque de Chartres en 1965. Homme de lettres, conférencier, photographe, il contribua par son action à son rayonnement culturel de la ville de Chartres.]
● Paul VI a présidé, le 7 mai en la basilique Saint-Pierre, à la cérémonie de béatification de saur Marie Enrichetta Dominici, religieuse italienne.
[Née au Piémont, en 1829, Sœur Enrichetta entra, en 1850, dans la congrégation de Sainte-Anne-de-Providence dont elle devint supérieure générale en 1881. En 1879, elle partit pour les Indes où elle fonda la première maison de la congrégation. Elle est morte en Italie en 1894.]

Fort-de-France
3 090 FR
Pte-à-Pitre 3 150 FR
La Réunion 3 895 FR
PASSEPORT lic A 899
137, rue de Rennes - 75006 PARIS
Tél.: 544-20-43
Parking F.N.A.C.

DES RECHERCHES COLIÈRES
L'ORGANISATION
DES MÉDECINS SANS FRONTIÈRES
INTERVIENT
DANS UN NOMBRE CROISSANT
DE CONFLITS

A BORD DU TRAIN FORUM DANS LES 20 GARES DE:

ARRAS 10/5 LILLE 11/5 REIMS 16/5 NANCY 17/5 STRASBOURG 18/5 MULHOUSE-VILLE 19/5 CHALON-SUR-SAÔNE 22/5
ST-ÉTIENNE-CHATEAUCREUX 23/5 GRENOBLE 24/5 MONTPELLIER 25/5 PERPIGNAN 26/5 ALBI-VILLE 29/5 TOULOUSE-MATABIAU 30/5 BORDEAUX ST-JEAN 31/5
LIMOGES-BÉNÉDICTINS 2/6 TOURS 5/6 ANGERS ST-LAUD 6/6 RENNES 7/6 CAEN 8/6 ROUEN RIVE GAUCHE 9/6

DANS 4 HÔTELS:

LES MERCREDI 10, JEUDI 11 ET VENDREDI 12 MAI, de 10 h à 20 h

NANTES: HÔTEL SORTEL LYON: HÔTEL FRANTEL MARSEILLE: HÔTEL SORTEL VIEUX PORT

PARIS: PAVILLON DAUPHINE

**Du 10 mai au 9 juin, dans 24 villes de France,
Philips vous invite à la présentation exceptionnelle
de ses 2 nouveaux ordinateurs: les P 430 et P 330,
ainsi que de sa gamme de matériel informatique.**

NE RATEZ PAS LE TRAIN FORUM

REXONLINE
AVEC LES ORDINATEURS PHILIPS

Ordinateurs de bureaux / Systèmes multi-applications / Systèmes de traitement de textes
Terminaux bancaires / Machines à dicter / Répondeurs téléphoniques
Renseignements: Philips Data Systems
5 square Max Hymans / 75015 Paris / Tel. 734.77.59

PHILIPS



Data Systems

مكنا من الأصل

Le Monde

LES MUSIQUES

À la recherche
de Marc-Antoine
Maurice...

Le monde
de la musique

Les musiques
de la région

Les musiques
de la région

Les musiques
de la région

Les musiques
de la région

Les musiques
de la région

Les musiques
de la région

LE JOUR DE LA MUSIQUE

La résurrection de Marc-Antoine Charpentier

Il n'est pas trop tard pour revenir sur l'événement musical de la dernière semaine...

Les amateurs d'opéra se souviennent de ces Leçons de ténors pendant les jours précédents de la semaine...

Trois disques Harmonia Mundi 10077; offre spéciale 124,00 F.

Français à l'exportation

Les musiciens français voyagent beaucoup cette année, avec l'aide de l'Association française d'action artistique...

Comment naît un opéra

A tous les amoureux de l'opéra moderne, comme à ceux qui croient que la beauté des voix peut suppléer à tout...

Offices du livre (Paris), 200 p., 24,5 X 28, relié, avec 285 illustrations, 400 F.

Musique

Horowitz à New-York

Un peu plus tard, dans la rotonde de la maison Steinway, sous des tableaux qui évoquent Paderewski...

France où j'ai obtenu mes plus grands succès en 1928. Et comme on lui parle de son enregistrement récent du Tritténa Nocturna de Fauré...

Et puis viennent les immenses poèmes, le Sonate ténore avec ses images terrifiantes, ses bataillons multipliés en armures à la Dürer...

Rock

Les sons machiavéliques de Père Ubu

L'Ohio était jusqu'à présent l'un des rares Etats américains qui, en matière de rock, restait muet...

dépassé, dont il ne peut voir l'issue. L'alienation est au cœur de la rue et du rock de Père Ubu...

Notes

Cinéma

« La vie, t'en as qu'une » de Guedj, Petard, Segal

Où sont le plaisir, le temps, le travail, dans ce film sur le rapport au plaisir au temps, au travail de votre société des dix ans après...

Variétés

Plurielle

La Vieille Grille écrit actuellement deux jeunes femmes (Plurielle) qui se lancent drôlement dans des dialogues à bâtons rompus...

Cinéma

< OUTRAGEOUS >, de Richard Benner

Une heureuse surprise... De ce film du Canadain (anglophone) Richard Benner, qui mêle le monde des travestis à celui de la démesure...

à New-York qu'il cessera d'être une « folie » pour devenir un « artiste ».

Danse

L'ATELIER DE MERCE CUNNINGHAM

Créer pour la vidéo

Dans la fièvre d'un festival de printemps organisé au Centre culturel américain du boulevard Raspail (1), Merce Cunningham...

cinéma et à la télévision : des gros plans qui courent les danseurs, des ensembles qui ne tiennent pas compte de la logique du mouvement...

G.E.R.M. Gérard Prémy - Pierre Maréchal CONCERT MANIFESTE

Super Cagnotte 2e anniversaire 4.000.000 F Tirage le 10 mai

La vidéo est plus qu'un moyen pratique de diffusion, c'est un outil de création extraordinaire. Elle peut faire évoluer le technique de la danse et place le chorégraphe dans une situation dangereuse...

سكز من الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Les fantômes de l'histoire

Coincidence ou volonté politique, le plupart des grands événements qui forment la trame de notre histoire contemporaine...

THOMAS FERENCZI

Radios libres : une semaine d'action

Après les salutes opérés sur les émetteurs de Radio-93 et de Radio-Rocket, la Coordination parisienne des radios libres annonce une semaine d'action...

LUNDI 8 MAI

D'une chaîne à l'autre

RÉALISATEURS C.G.T. : TROIS DÉMISSIONS SEULEMENT

Après l'annonce par un certain nombre de réalisateurs de télévision de leur départ de la C.G.T. (le Monde daté 30 avril-1er mai), le bureau du Syndicat français des réalisateurs de télévision C.G.T. précise qu'après débat en assemblée générale il a enregistré seulement la démission de trois adhérents et que ceux dont les noms ont été cités n'ont jamais appartenu à l'organisation...

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 9 MAI - M. Hervé de Charette, député général du P.R., parle du désarmement au cours de l'émission « Paris clair », sur France-Inter, à 7 h 43. - Le magazine « R.M.C.-Choc » est consacré au Marché commun, sur R.M.C., à 13 h 20.

Large advertisement for 'Samaritaine' department store, featuring a woman in a dress and the store's logo.

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 45, Comment faire; 18 h. 55, Feuilleton - Le village englouti; 19 h. 15, Une minute pour les familles; 19 h. 45, En blanc, raconte; 20 h. Journal; 20 h. 30, FILM : PASSION SOUS LES TROPIQUES...

22 h. 50, Journal

Advertisement for 'Enfin en librairie' featuring a book cover and the name 'PERRIN'.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 25, Dessins animés; 18 h. 40, C'est la vie; 18 h. 55, Jeu - Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Top-club (Enrico Macias); 20 h. Journal; 20 h. 30, La tête et les jambes; 21 h. 35, Alain Decaux raconte...

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes; 18 h. 5, Émissions régionales; 19 h. 40, Tribune libre - Sommat pour la paix des anciens combattants; 20 h. Les Jeux; 20 h. 30, FILM : LA LOI de J. Dassin (1958); 22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « De la vie d'un vaillant » de J. von Soden; 19 h. 23, Présence des arts; 20 h., Les Chiffres; 20 h. 30, Aux frontières du possible; 21 h. 30, L'espèce humaine; 22 h. 30, Variétés; 23 h. 30, Entrées avec Bernard Noël.

FRANCE-MUSIQUE

18 h., Jazz time; 19 h. 40, Musique contemporaine en direct de Stockholm; 20 h. 30, Compagnie internationale de guitare; 21 h. 30, Les grandes voix; 22 h. 30, En direct de Londres; 23 h. 30, Musique de chambre; 0 h. 30, Introduction à l'année Schubert.

MARDI 9 MAI

CHAÎNE I : TF 1

10 h., Télévision scolaire; 12 h. 25, 15, 15, 15; 13 h. 30, Midi première; 13 h. 45, Hestez d'aujourd'hui; 14 h. 25, Spécial Brésil; 14 h. 30, Série; 15 h. 30, Aux frontières du possible; 16 h. 30, A bonne heure; 17 h. 25, Pour les jeunes; 18 h. 45, Combats; 19 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 20, Journal; 19 h. 55, Football; 20 h. 45, En blanc, raconte; 21 h. 30, Football; 22 h. 30, Variétés; 23 h. 30, Journal.

22 h. 15, Journal

En 1925, après la mort d'Arène Lupin, ses deux fils mûrissent - qui ne se contentent pas de devenir riches dans la recherche d'un trésor, mais s'engagent dans une aventure politique. Un brillant et à la manière des univers de Maurice Leblanc. Style de comédie-satirique, interprétation savoureuse.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Télévision régionale; 13 h. 50, Feuilleton : Malaventure - Aux innocents les mains pleines (4e épisode); 14 h., Aujourd'hui madame; 15 h., Les jours de notre vie; 16 h., Des chiffres et des lettres; 17 h. 55, Feuilleton; 18 h. 40, C'est la vie; 19 h. 45, Top-club; 20 h., Journal; 20 h. 35, Les dossiers de l'écran; 21 h., D'UNE RÉPUBLIQUE À L'AUTRE; 22 h., Vers 22 h., Débat; 23 h., Débat; 24 h., Débat.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie; 8 h. 30, Les chemins de la connaissance; 9 h. 30, Antour de Karl von Lindt; 10 h. 30, Les femmes; 11 h. 45, Un quart d'heure avec le doc de Castro; 12 h. 30, Kurt Weill; 13 h. 30, Les avant-gardes; 14 h. 30, On livre des voix; 15 h. 30, Les esprits-calmés de France-Culture; 16 h. 45, Les esprits-calmés de France-Culture; 17 h. 30, Kurt Weill; 18 h. 30, Feuilleton; 19 h. 30, Sciences; 20 h., Dialogues; 21 h., Musique de notre temps; 22 h., Musique de notre temps; 23 h., Musique de notre temps; 24 h., Musique de notre temps.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes; 19 h. 5, Émissions régionales; 19 h. 40, Tribune libre; 20 h., Les Jeux; 20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures); 21 h., ARSENE LUPIN CONTRE ARSENE LUPIN; 22 h., Débat; 23 h., Débat; 24 h., Débat.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique; 9 h. 2, En direct du festival d'Avignon; 10 h. 30, Le matin des musiciens; 11 h. 30, Un quart d'heure de Ravel; 12 h. 30, Chansons; 13 h. 40, Jazz classique; 14 h. 15, Divertimento; 15 h. 30, Musique de chambre; 16 h. 30, Musique de chambre; 17 h. 30, Musique de chambre; 18 h. 30, Musique de chambre; 19 h. 30, Jazz time; 20 h. 30, Orchestre des jeunes de la communauté européenne; 21 h. 30, Musique d'actualité; 22 h. 30, Musique d'actualité; 23 h. 30, Musique d'actualité; 24 h. 30, Musique d'actualité.



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 200.000 F

La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la vente d'une très large gamme de produits destinés à la métallurgie, recherche son Directeur Administratif et Financier. Basé dans la banlieue Sud de Paris, et rattaché directement au Président-Directeur Général, il aura la responsabilité globale de l'Informatique et de la gestion comptable, administrative et financière de cette société. Disposant d'une équipe d'une cinquantaine de personnes, il sera chargé de l'adaptation de l'outil informatique existant aux impératifs d'expansion du groupe. Responsable de la comptabilité générale et analytique, il assurera le suivi de la trésorerie et transmettra régulièrement des informations chiffrées dans le cadre d'un système global de reporting. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'enseignement supérieur (ESC + DECS, ou équivalent), et pouvant justifier d'une très solide expérience de Directeur Administratif et Financier acquise au sein d'un groupe international du secteur industriel. Le candidat retenu dominera réellement l'ensemble des problèmes comptables et aura déjà concrètement fait preuve du haut niveau de ses compétences dans le domaine informatique. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 200.000 francs si l'expérience du candidat le justifie. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2685M

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRODUCTION Europe 180.000 F

Londres — Une société industrielle internationale possédant de multiples usines en Europe recherche son Directeur Général de Production qui sera basé à Londres, au siège de l'Etat-Major du groupe. Ce poste de haut niveau conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (Ingénieur chimie, mécanique, électricité) qui aura assumé des responsabilités opérationnelles internationales importantes dans la fonction production dans l'un des secteurs industriels suivants : chimie lourde, pétrochimie ou énergie électrique. La pratique de l'anglais courant est indispensable. Le salaire de départ sera attractif et il s'y ajoutera éventuellement des indemnités d'expatriation. Ecrire à Paris. Réf. B/5651M

INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET DIVERSIFICATION

PATSCENTRE INTERNATIONAL (Division France) est une organisation internationale qui se consacre à la conception, au développement et l'engineering de production de produits nouveaux dans le but de créer des marchés rentables. Dans le cadre de son expansion, PATSCENTRE INTERNATIONAL (PA Technology and Science Centre) déjà implantée à Lyon et division de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants, 23 implantations dans le monde) recherche pour Paris, l'un des responsables de son développement en France. En liaison étroite avec les sociétés du groupe PA INTERNATIONAL et avec les spécialistes de PATSCENTRE INTERNATIONAL, il devra développer son marché français (conception et développement, nouveaux produits, industrialisation, investissements, stratégie de développement industriel...). Le candidat sera âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'une grande école (X, Mines, Centrale, Sup. Elec, etc.) et devra parler couramment l'anglais. Il possèdera une solide expérience industrielle. Une expérience de conseil et une expertise technique seraient très utiles. Cette fonction réclame initiative et ambition. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. NELKEN, Directeur Général Adjoint de PA France. Réf. A/1065M

DIRECTEUR DE FILIALE 180.000 F

Ingénierie Bâtiment — Un groupe européen de tout premier plan dans ce domaine et utilisant des technologies de pointe, recherche le Directeur Général de sa filiale française qui est à créer de toutes pièces en Métropole Nord. Rendant compte directement à la Direction du groupe avec laquelle il entretiendra des rapports fréquents, il aura à constituer une équipe complète capable de concevoir des bâtiments divers et d'en coordonner la réalisation. Dans un premier temps, il orientera ses efforts vers des créneaux déterminés du marché dans le cadre d'objectifs qu'il aura largement contribué à définir. Ensuite, il étendra progressivement les activités de la société à d'autres secteurs, avec un souci permanent de rentabilité. Ce poste convient à un ingénieur diplômé pouvant justifier d'une expérience d'au moins 10 ans acquise principalement en matière d'œuvre à un haut niveau de responsabilité et pris en compte les aspects techniques, commerciaux et financiers des affaires traitées. Une compétence reconnue en matière de coordination d'équipes nombreuses et polyvalentes ainsi qu'un réel esprit d'entreprise sont bien entendu indispensables. La connaissance de l'anglais est très souhaitée. En rémunération, le poste se situe dans l'ordre de grandeur des 180.000 francs, et pourra être supérieur pour un candidat de très fort potentiel. Les performances du groupe peuvent garantir un développement remarquable pour le manager que nous recherchons. Ecrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4101M

DIRECTEUR TECHNIQUE 150.000 F

Une société française, constructeur d'équipements électriques et électroniques, recherche son Directeur Technique. Dépendant du Directeur Général, il aura en charge les études et les fabrications et assurera la gestion et l'organisation des services techniques. Le candidat retenu sera diplômé d'une grande école (Telecom, Supélec, AM électrique...) et devra justifier d'une expérience industrielle confirmée dans le domaine de la direction des études et d'une unité de fabrication, si possible dans l'électronique. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 150.000 francs. Ecrire à Paris. Réf. B/5652M

DIRECTION PERSONNEL USINE

La filiale française d'une importante société multinationale appartenant au secteur automobile, recherche, pour son usine située à 150 kilomètres au Nord de Paris, son Responsable du Personnel. Rendant compte au Directeur de l'usine dont il sera le conseiller permanent sur le plan des activités humaines et sociales, il animera et coordonnera l'ensemble des services de gestion et d'administration du personnel ainsi que le département des méthodes industrielles, regroupant 80 personnes. Dans le cadre d'une politique des relations humaines et sociales du groupe, il aura à mettre en place en les adaptant au contexte local tous les systèmes, procédures et décisions en matière de personnel, et devra assurer les négociations salariales et sociales. Ce poste est ouvert à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'études supérieures et pouvant justifier d'une solide expérience de la gestion du personnel et des méthodes industrielles (étude des temps...) acquise au sein d'une société internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative et seule une forte personnalité rompue aux négociations et possédant un jugement sûr et rapide peut réussir à ce poste. La rémunération annuelle de départ, malvante, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2684M

DIRECTION DES ETUDES 140.000 F

Une société française (800 personnes) spécialisée dans le machinisme agricole, leader européen et de renommée mondiale dans sa spécialité, recherche, pour son siège situé en Seine-et-Marne, un cadre de haut niveau pour assumer la responsabilité de son département Etudes et Développement. En collaboration étroite avec la Direction Générale et la Direction Technique, il prendra en charge l'ensemble des études relatives à la création de nouveaux produits et à l'amélioration des produits existants. Il sera responsable également des essais et de la mise au point des prototypes et travaillera en liaison permanente avec les services commerciaux et la fabrication. Il animera et supervisera une équipe d'une trentaine de personnes. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, ICAM, IDN...) âgé d'au moins 30 ans, possédant une large expérience des études concernant les équipements mécaniques et pouvant justifier, en la matière, de réalisations concrètes et réussies. Ce poste devra évoluer rapidement vers des fonctions de Direction. La rémunération de départ, de l'ordre de 140.000 francs, tiendra compte de l'expérience acquise et du potentiel de créativité du candidat. Il sera proposé un logement de fonction. Ecrire à P. POUJNET à Paris. Réf. A/2634BM

DIRECTION COMPTABLE ET FINANCIERE 150.000 F

Tourisme — Une entreprise française de tourisme recherche, pour son siège à Paris, un Directeur Comptable et Financier. Sous l'autorité du Directeur Général, et en étroite liaison avec la Direction de l'exploitation, il sera responsable de l'ensemble des problèmes financiers, comptables, administratifs et juridiques de l'entreprise et supervisera pour ce faire une équipe d'une quarantaine de personnes. Il veillera particulièrement à la réorganisation des services comptables, en liaison avec un cabinet d'organisation extérieur, à la mise en place d'une véritable gestion de la trésorerie et à la fiscalité. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (ESC, Dret, Sciences Po, DECS...) ayant l'expérience d'une responsabilité similaire et justifiant d'une réelle pratique de la comptabilité, de la trésorerie et des problèmes fiscaux, de préférence dans une société du secteur tertiaire. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 150.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2687M

RESPONSABLE DES VENTES 100.000 F

La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans les systèmes de fixation pour le montage des plaques murales et de toiture, recherche son Responsable des Ventes. Basé à Paris, et rattaché directement à la Direction Générale du groupe, sa mission visera à développer les ventes de cette gamme de produits destinés au marché de la construction. Bénéficiant du support logistique des services complémentaires de l'usine française, il mettra en place et animera un réseau de vente à l'échelon national, établira les plans marketing et prendra une part personnelle aux actions commerciales et de promotion dans un esprit de rentabilité et de profit. Ce poste s'adresse à un cadre confirmé, âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure technique, et ayant à son actif de solides résultats acquis de préférence dans le secteur du bâtiment. De bonnes connaissances en anglais et/ou en allemand seraient appréciées. La nature des fonctions exige le goût des initiatives et l'aptitude à travailler de façon autonome. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2686M

RESPONSABLE EXPORT 120.000 F

Un important constructeur français de machines agricoles, leader européen dans sa branche et situé au Sud-Est de la région parisienne, recherche, dans le cadre de son expansion rapide à l'exportation, un Responsable de Zone. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il participera à l'élaboration de la politique commerciale à l'exportation et sera chargé d'animer le réseau d'importateurs existant en Italie, Espagne et au Portugal. Il se verra d'autre part confier une zone de grande exportation dans laquelle il recherchera et organisera de nouveaux marchés. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'enseignement supérieur commercial (HEC, ESSEC, Sup de Ca...) ou d'une Ecole Supérieure d'Agriculture, possédant une première expérience réussie de la vente à l'exportation et susceptible d'évoluer à brève échéance vers de plus larges responsabilités. La pratique de l'anglais et de l'espagnol est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. Ecrire à P. POUJNET à Paris. Réf. A/2683M

GESTION DE PRODUCTION 100.000 F

Ouest - Machines Agricoles — Un important constructeur français (700 personnes - 140 millions de francs de chiffre d'affaires) implanté dans une grande ville universitaire des Pays de Loire, recherche, dans le cadre d'une création de poste, un responsable de Gestion de Production. Dépendant du Directeur de Production, il prendra en charge les activités : approvisionnement, gestion des stocks et des magasins, comptabilité analytique des fabrications, regroupant une quarantaine de personnes. Son rôle sera de structurer, d'animer ces services et de promouvoir leur évolution vis-à-vis de la production. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur (AM, IDN, INSA...) ayant une expérience professionnelle même courte, ou à un spécialiste confirmé des problèmes de gestion de production. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction de l'âge et de l'expérience du candidat. Ecrire à Nantes. Réf. B/0002M

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL Paris

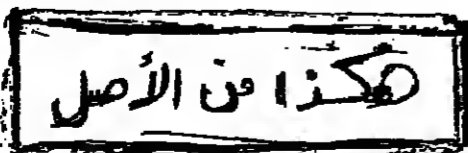
Biens d'équipement électrotechniques — Une importante société spécialisée depuis plus de 50 ans, dans la construction de matériels électrotechniques HT - MT, dont le siège et les usines sont implantés dans l'Est de la France, recherche, pour renforcer son agence de Paris, un Ingénieur Technico-Commercial. Au sein d'une petite équipe, il sera chargé de suivre et de développer une clientèle industrielle, et notamment les sociétés d'engineering. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, disposant d'une bonne formation technique en électromécanique, et possédant une réelle expérience de la vente de produits industriels. Ecrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2688M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 I, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich



Le Mo...
DE L...
LE CAPITAL DES...
La complex...
LE IMPOT SUR LES F...

Le Monde

DE L'ECONOMIE

LE CAPITAL DES FRANÇAIS

La complexe inégalité des patrimoines

Valût maintenant plus de quinze ans que le Centre de recherche économique sur l'épargne (CREP) effectue des travaux sur le thème difficile des comportements d'épargne des ménages et de la croissance des patrimoines. Il le fait avec toute l'objectivité possible, mais évidemment dans la limite des moyens dont

il dispose. Tout récemment, la revue de l'I.N.S.E.E., « Economie et statistique », a publié, sous la signature de deux chargés de recherche du CREP (1), une étude sur l'évolution du patrimoine des Français entre 1949 et 1975. Pour interpréter les résultats dont ce document fait état,

il est particulièrement indispensable d'observer des règles de prudence, car il s'agit d'un domaine où les informations sont encore très approximatives. On voudrait ici introduire quelques nuances qui mettront en relief la complexité des problèmes rencontrés pour faire progresser la connaissance.

par ANDRÉ BABEAU (*)

L'ETUDE en question ne résulte pas de vingt-cinq enquêtes annuelles menées sur un échantillon important de ménages. Du point de vue méthodologique, il s'agit, conformément au vœu jadis exprimé par Leontief, d'explorer le

passé plus lointain à partir de mieux connus. Le modèle utilisé par le CREP en 1975 sur trois mille

ménages et concernant les principaux actifs patrimoniaux (non compris les biens durables qui n'étaient pas saisis dans l'enquête de 1975) et opère un recul dans le temps jusqu'à 1949 en tenant compte de toutes les informations disponibles concernant notamment les revenus (assez bien connus), les taux d'épargne (déjà étudiés par le CREP) et les différents groupes de ménages et les prix des actifs patrimoniaux (dont l'évolution est parfois très mal connue). Les conclusions auxquelles aboutit cette simulation historique doivent donc être commentées avec toutes les précautions nécessaires, même si le modèle nous paraît robuste.

Parmi les résultats obtenus, ceux qui concernent l'évolution de l'inégalité ont été les plus commentés. Dans les différents

indicateurs d'inégalité utilisés, c'est le rapport des déciles extrêmes qui a été souvent retenu (2). On rappelle que, dans le modèle, ce rapport passe de 15,7 à 23,3 en 1975; cela correspond apparemment à une aggravation telle des inégalités qu'on a été jusqu'à parler de « doublement ».

(Lire la suite page 20.)

(1) Economie et Statistique, mars 1978, Croissance et inégalité des fortunes de 1949 à 1975, par A. Masurel et J. P. Pons, p. 115-130.

(2) Si l'on fractionne en six groupes de même effectif des ménages préalablement ordonnés selon le montant du patrimoine, on obtient deux déciles, les plus riches et les plus pauvres, appelés respectivement décile 6 et décile 1. Le rapport de leur patrimoine est le rapport des déciles extrêmes. Ce rapport est de 15,7 en 1949 et de 23,3 en 1975. Le rapport des déciles extrêmes est D1/D9.

QUEL IMPOT SUR LES FORTUNES ?

par JEAN RIVOIRE (*)

C'EST entendu : le gouvernement va mettre à l'étude l'institution éventuelle d'un prélèvement sur les grosses fortunes. La promesse figurait dans le programme de Blois; M. Raymond Barre l'a confirmée, sans enthousiasme, mais sans désabandonner dans sa déclaration générale du 19 avril. Sur un sujet aussi difficile, qui met en cause tant d'intérêts et tant d'idées reçues, nous nous gardons bien d'anticiper les conclusions des experts officiels. Seulement, quelques réflexions de bon sens ne sont pas inutiles pour reconnaître les données du problème et imaginer l'orientation la plus vraisemblable.

A première vue, il existe deux façons d'imposer les fortunes : la forte et la douce.

La manière forte consiste à fixer un taux de prélèvement assez important, de l'ordre de 5 à 10 % ou davantage. Une telle opération peut se justifier dans une circonstance exceptionnelle, sous forme d'impôt de solidarité. Mais elle n'est pas répétitive; si on tente de l'institutionner sous forme d'impôt annuel, la matière imposable ne tardera pas à se tarir, ce qui sera la destruction des fortunes, par leur dissimulation ou leur exode. Est-il besoin de souligner que cette manière forte est exclue, dans les circonstances présentes ?

La manière douce consiste à percevoir, chaque année, un petit pourcentage, moins de 1 %, sur l'ensemble de la fortune totale. Elle est parfaitement compatible avec le respect du droit de propriété et avec l'initiative privée. On peut très bien considérer le léger prélèvement annuel comme une sorte de prime d'assurance, versée aux pouvoirs publics pour la préservation des fortunes privées. Si le comportement du contribuable s'en trouve modifié, ce ne sera vraisemblablement pas dans le sens de la démobiliation, mais au contraire dans le sens d'une gestion plus efficace, afin de dégager un supplément

de revenus correspondant au coût de l'impôt. D'une façon générale, hormis quelques périodes particulièrement troublées, les divers types de placement rapportent plus de 1 % l'an en valeur réelle; par conséquent, un prélèvement limité à 1 % laisse chaque année au détenteur du patrimoine une marge nette lui permettant de s'enrichir par le jeu des intérêts composés.

Entre la manière douce et la manière forte, on peut concevoir une formule moyenne dans laquelle le taux maximum de l'impôt correspondrait au rendement réel des placements obligataires garantis par l'Etat, disons 3 % l'an. Dans ces conditions, les personnes riches pourraient toujours, en plaçant leur patrimoine sur le marché obligataire, en retirer juste ce qu'il faut pour payer l'impôt. Si elles n'ont pas voulu la jouissance sans le payer, il leur faudrait supporter pour de bon le poids de l'impôt.

En revanche, si elles faisaient des placements particulièrement heureux, il leur resterait un supplément de profit. En somme, le fait d'imposer les grosses fortunes, au-delà d'un certain seuil, à 3 % l'an reviendrait à dire que la société assure aux personnes riches la préservation de leur pouvoir d'achat, mais rien de plus. Ainsi entendue, l'imposition des fortunes n'aurait pas de caractère confiscatoire; elle permettrait aux fortunes de s'accroître, par le simple jeu de l'intérêt composé, jusqu'au seuil fixé mais pas au-delà. Le vieux problème de l'accumulation indéfinie du capital, qui a tourmenté tant de penseurs d'Aristote à Karl Marx, cesserait enfin de se poser. Les droits de succession, eux, pourraient être considérés comme une mesure de précaution, en mesure qu'ils ne superposeraient à l'impôt annuel; cela reviendrait tout simplement à dire qu'à chaque changement de génération, la collectivité nationale serait mise au nombre des héritiers.

La solution la plus probable

Cette formule moyenne représenterait sans doute le plus heureux compromis possible entre les exigences d'efficacité économique et de justice sociale. Mais elle supposerait deux réformes annuelles les esprits ne sont pas encore préparés à l'indexation de l'épargne (pas seulement la petite épargne...), suppression de l'impôt sur le revenu. Il serait maladroite de prélever 3 % l'an (et même 1,5 ou 2 %) sur les grosses fortunes quand on refuse de leur assurer un rendement équivalent et quand le rendement éventuel est imposé par ailleurs au titre des revenus.

Comme la manière forte, la formule moyenne est donc exclue pour le moment. Il reste à choisir entre la manière douce et l'immobilisme pur et simple. La manière douce consistait, nous l'avons vu, à fixer un barème progressif d'imposition qui n'exède pas 1 % l'an sur la tranche la plus élevée. L'immobilisme conduirait à l'occurrence à refuser toute réforme sous le prétexte que les fortunes sont déjà imposées à travers les droits de succession et certaines taxes spécifiques (base foncière, vignette automobile).

Dans un pays foncièrement conservateur comme le nôtre, l'immobilisme a de nombreux partisans. A notre avis, la manière douce finira quand même par l'emporter, pour deux raisons.

D'une part, tout le monde commence à se rendre compte, plus ou moins consciemment, que les fortunes acquises doivent contribuer, en tant que telles, aux charges publiques. D'autre part, la loi du 19 juillet 1976 sur l'imposition des plus-values, que les députés de la précédente législature avaient votée malgré eux, se révèle inapplicable. Au lieu de différer d'année en année sa mise en vigueur, il serait plus sage de l'abroger purement et simplement. Pour le chef de l'Etat, la meilleure façon d'abroger ce texte sans avoir l'air de se déjuger serait de proroger une autre loi fiscale, qui apparemment irait plus loin — une loi portant institution d'un impôt progressif sur les fortunes. Quelques esprits chagrins feront observer que l'imposition des fortunes acquises n'a pas grand-chose de commun avec l'imposition des plus-values. On leur répondra que de telles remarques sont trop subtiles pour être entendues.

Qu'on le veuille ou non, l'imposition des grandes fortunes taxées à l'air, les taxes, pour commencer, seront très faibles. Mais qui peut dire comment ces taxes évolueront par la suite, une fois le cadre institutionnel mis en place ?

(*) Professeur au Centre d'études supérieures de banque.

L'Égypte cherche son avenir dans le désert

Selon un rapport du ministère égyptien de la planification le produit national brut a augmenté de 11 % en Égypte l'an passé, dépassant le chiffre

de 12 milliards de livres égyptiennes (1 L.E. = 7 francs). La plus forte augmentation a été enregistrée par le secteur pétrolier (plus 17 %), tan-

dis que l'agriculture a vu son revenu diminuer légèrement (2 milliards 96 millions de L.E. au lieu de 2 milliards 107 millions de L.E. en 1976).

De notre correspondant

SOHAG. — A la fois paisible et populaire, c'est le chef-lieu d'un « gouvernorat » de plus de 2 millions d'habitants, d'un certain seuil, à 3 % l'an Égypte. Depuis la fin de février, le bruit s'était répandu dans Sohag que le rai devait venir et les banderoles de bon espoir suscitées par les autorités locales commençaient à se décolorer sous le dur soleil.

Vivement acclamé par une foule paysanne et bon enfant, le président est enfin arrivé. Il a parlé, comme toujours, de sa patrie, de son pays, de sa « mener le pays à la paix », mais il a aussi évoqué avec insistance la « sécurité alimentaire » que doit rechercher une nation qui ne produit que la moitié de ce qu'elle consomme et les « nouvelles terres » qu'elle doit faire venir dans le désert qui cerne la vallée du Nil. A Sohag, où il a prononcé la principale allocution de son périple en province, le rai a annoncé en outre que « désormais l'Égypte sera dotée d'un canal (Houk-Egypte) dans les plans de développement ». Depuis la guerre d'octobre 1973, la sollicitude du gouvernement égyptien s'est portée vers la région du canal de Suez.

Depuis deux mois, le président Sadate a réalisé, hors des sentiers battus, la plus longue tournée nationale de sa carrière. Bien que l'actualité internationale l'ait ramené à plusieurs reprises dans la capitale, il a pu finalement, après maints changements de programme, se rendre dans les contrées désertifiées du pays, qui d'habitude ne figurent pas dans les itinéraires officiels, comme le « gouvernorat » de la mer Rouge, la vaste région située entre Le Caire et Souhag et les oasis du désert d'Égypte, également appelées parfois la « Nouvelle-Vallée ».

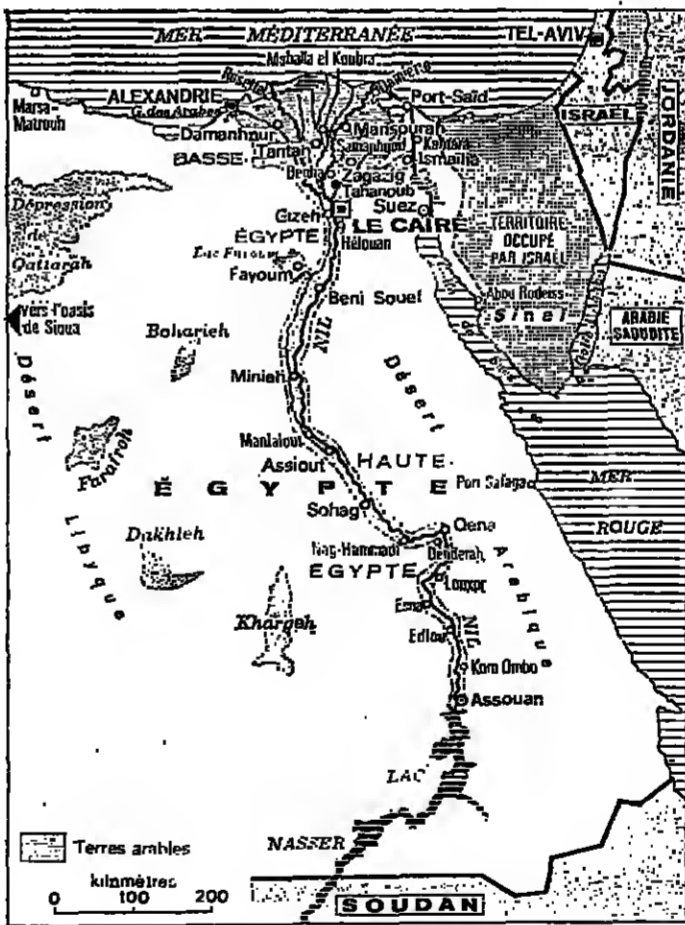
Le projet, cependant, n'était pas abandonné, malgré les difficultés rencontrées. En inspectant les quelques réalisations agricoles ou urbaines menées à bien depuis lors, le rai a remis à l'ordre du jour la « Nouvelle Vallée », braquant tous ses feux sur le haut barrage d'Assouan ou l'acierie d'Éléouan.

Une mer morte artificielle

Le programme de mise en valeur du désert libyque élaboré à partir de 1958 visait à relier entre elles par des canaux les cinq oasis de Khargeh, Dakkhiéh, Farafreh, Bahariéh et Sioua. Certaines d'entre elles, notamment cette dernière, furent préservées dans l'Antiquité et ont conservé une tradition agraire. Les oasis de Sioua sont célèbres dans toute l'Égypte. La Nouvelle-Vallée aurait pour « défilé » la dépression de Qattarah, à qui l'eau de la Méditerranée, amenée par un canal de 80 kilomètres, ménagerait un micro-climat favorable aux implantations humaines et économiques. Une sorte de « mer morte artificielle » verrait le jour. Des experts ouest-allemands étudient actuellement les moyens de rendre vie

à la zone de Qattarah, qui fut, elle aussi, prospère il y a deux mille ans.

Grâce notamment à des relevés aériens, l'organisme de la Nouvelle-Vallée a circonscrit les espaces les plus aptes à la culture et à l'irrigation. Aux trois mille puits peu profonds (100 mètres au maximum) existant déjà, trois cents autres puits, dont certains plongent à 1 000 mètres sous terre et donnent jusqu'à 15 000 mètres cubes d'eau par jour, ont été ajoutés. Néanmoins, au début de la décennie, le cœur n'y était plus, 15 000 hectares seulement avaient été bonifiés à grands frais, alors qu'il avait été question, grâce à la Nouvelle Vallée, de quasiment doubler en quelques années les 1 300 000 hectares de terre arable de l'Égypte.



Moins de deux mille fellahs du Nil étaient venus se joindre aux soixante mille castens des deux principales palmeraies, Khargeh et Dakkhiéh. Fallait-il de nouveau laisser les sables faire leur œuvre, comme ce fut jadis le cas pour les établissements perses, grecs ou romains ?

En 1972, le gouvernement de M. Sadate s'en est remis aux experts des Nations unies (F.A.O. et P.N.U.D.), afin de déterminer si la Nouvelle-Vallée était viable. Cinq millions de francs ont été consacrés à cette étude au cours des cinq années passées. Les spécialistes internationaux ont ramené la grande idée d'une « autre Égypte » à un rectangle de 100 kilomètres de long sur 250 kilomètres de large englobant essentiellement la périphérie de Dakkhiéh et celle de Khargeh. Ils ont évalué les réserves souterraines d'eau à 150 milliards de mètres cubes, chiffre comparable

à la capacité de stockage d'eau du lac Nasser, formé par le haut barrage d'Assouan. Mais en même temps ils ont fait plusieurs constatations incitant à la prudence. La quantité d'eau pompée annuellement est à présent de 280 millions de mètres cubes, ce qui représente déjà plus du double du volume d'eau ruisselant du Tibesti vers la nappe égyptienne, après chaque saison des pluies au Tchad. Au cours des cinquante ans à venir, la rase d'eau puisée chaque année sous la Nouvelle-Vallée pourra atteindre 800 millions de mètres cubes. Il ne faudra pas dépasser ce seuil, ni creuser de puits à plus de 100 mètres de profondeur, sous peine de mettre en danger la pêche aquifère. Autrement dit, il faut revenir aux pratiques « écologiques » des oasis.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

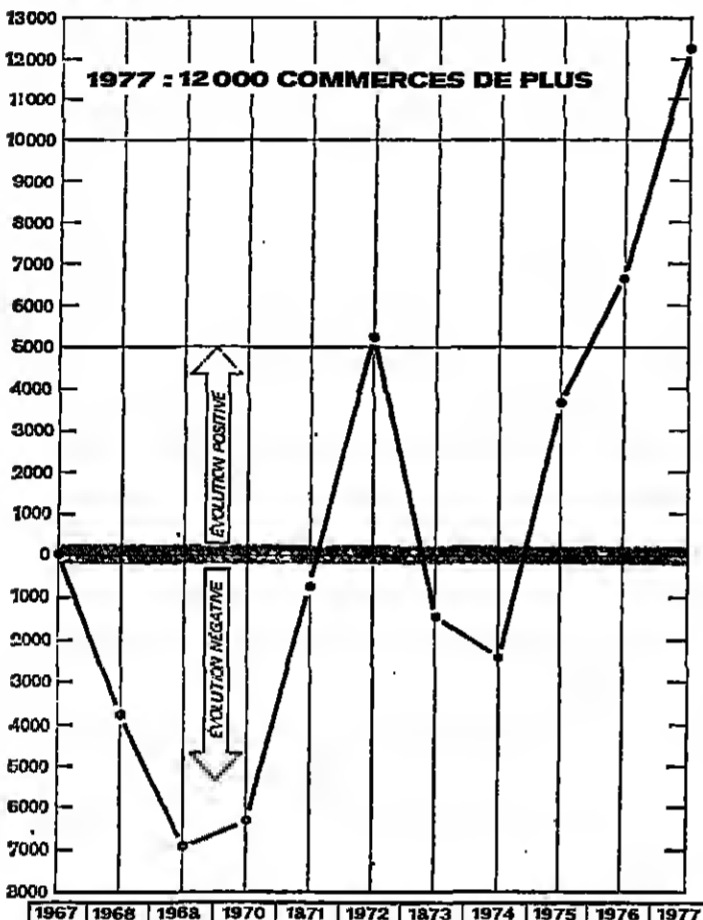
(Lire la suite page 22.)

LE DYNAMISME DU COMMERCE

L'été est ouvert au cours de l'année passée 73 771 établissements commerciaux et il s'en est fermé 60 885, soit un solde positif de 12 886 commerces supplémentaires (1). C'est la troisième année de suite que l'appareil commercial s'accroît ainsi d'entreprises nouvelles, mais en 1971, le mouvement a pris une particulière ampleur (presque deux fois plus important qu'en 1970, où l'exode des ouvertures sur les occasions d'activité était de 6 726). En dix ans, malgré six années « noires » où le solde était négatif, on enregistre un accroissement de 376 entreprises. Si l'on s'intéresse aux extensions d'activité par points de vente nouveaux (distincts des établissements commerciaux, puisque chacun d'entre eux peut ouvrir plusieurs boutiques ou « points de vente ») le résultat sur dix ans est encore plus significatif : le solde positif atteint 30 534 avec seulement deux années négatives, 1969 et 1970. En 1971, le nombre des points de vente supplémentaires en excédent n'était cependant que 4 692, contre 5 785 en 1970. Cette poussée du nombre

d'entreprises commerciales est essentiellement due aux détaillants indépendants (qui exploitent parfois des magasins de grande surface) avec un accroissement de 5 063 unités et aux succursalistes, avec 5 257 unités. Il semble bien que le commerce, après les années dures de la mutation vers un commerce plus spécialisé, soit en train de retrouver plus qu'une stabilité, un nouveau dynamisme. Ce dynamisme est confirmé comme les années précédentes si l'on considère non plus les établissements commerciaux, ou les points de vente, mais la forme de l'entreprise, par le très fort accroissement du nombre des « sociétés » (+ 3 344 pour les sociétés de capitaux, + 10 016 pour les sociétés de personnes) au détriment des entreprises individuelles (- 2 166 pour les entreprises tenues par des hommes, + 1 092 pour celles tenues par des femmes).

(1) Ces chiffres sont extraits de l'étude que publie régulièrement l'AFRESCO (Association française de recherches et d'études statistiques commerciales), 53, avenue Montaigne, Paris.



CENTRE de FORMATION aux AFFAIRES PROGRAMME POST-UNIVERSITAIRE

- Jeunes diplômés de l'Université, d'Écoles d'Ingénieurs, Cadres d'entreprise,
- Vous souhaitez acquérir une formation ou perfectionner vos connaissances dans les différents domaines de la gestion des entreprises
- le programme Ce.F.A. de l'E.S.C. REIMS vous propose une formation intensive d'un an aux techniques du management.

Sélection en juillet : Candidatures avant le 30 juin ou en septembre : Candidatures avant le 5 septembre

Renseignements et candidatures : Ecole Supérieure de Commerce de Reims Programme Cefa BP 302 51061 REIMS CEDEX tel. : (26) 98.06.04

Un petit livre à mettre entre toutes les mains.

J.-P. Courthéoux. Le salaire minimum. 9,60 F.

Que-sais-je ? n° 1713

Les livres des Puf questionnent le monde. **puf**

Qu'arrive-t-il en cas de faux licenciement économique ?

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

QUE doit-on que peut faire le salarié congédié pour des motifs autres qu'économiques lorsque l'employeur ayant déguisé ce licenciement en licenciement pour cause économique, l'administration, abusée, l'a expressément autorisé ou déborde, à simplement laissé s'écouler le délai de huit jours que lui laisse la loi pour réagir : son silence est alors assimilé à une autorisation. Qui ne dit mot consent.

Mais d'abord, pourquoi cette démarche insolite de la part du chef d'entreprise ? Deux hypothèses principales. Dans la première, il existe bien un juste motif de licenciement : pour une raison ou pour une autre, le salarié ne fait pas l'affaire. Mais l'employeur souhaite néanmoins le voir bénéficier de l'allocation supplémentaire d'indemnité de chômage de prestations de chômage perdue à 90 % du salaire perdu. Or cette indemnisation maximale est réservée aux victimes de licenciements pour cause économique. Il y a fraude, mais elle procède d'un bon sentiment.

Autre hypothèse : le licenciement envisagé est en réalité celui de « cause réelle et sérieuse ». Ainsi, exemple simple, il est uniquement motivé par les engagements syndicaux ou politiques d'un salarié qui, sur le plan professionnel, n'encourt aucun reproche. L'employeur s'expose alors à être condamné à lui verser une indemnité qui, dans le cas le plus défavorable, sera au moins égale à six mois de salaires ; il s'expose, en outre, à être condamné au remboursement de certaines limites des indemnités de chômage qui seront versées à la victime de cette rupture abusive. Or un principe fondamental commande d'empêcher de la jurisprudence récente de la Cour de cassation : lorsqu'un licenciement a été autorisé par l'administration, expressément ou tacitement, les tribunaux judiciaires doivent s'incliner, ou s'abstenir de statuer jusqu'à ce que les tribunaux administratifs se soient prononcés sur la validité de cette autorisation (2). En conséquence, l'employeur peut respirer ! Or que risque-t-il à demander cet aval pour un licenciement qui n'a rien d'économique ? Si l'inspecteur du travail, dès l'abord, il laissera courir le délai fatidique et l'autorisation sera acquise. Et si, à travers l'emballage, il discerne le contenu du paquet, il devra non seulement déclarer l'acte incompétent. Dès lors, pourquoi l'employeur ne « tenterait-il pas le coup », puisque ce coup, au pire, sera un coup pour rien ?

En réalité, tout n'est pas si simple.

D'abord, notre employeur peut tomber sur un « mauvais coucheur » qui, au lieu de se déclarer incompétent, réplique par un refus exprès d'autorisation. Réplique peu orthodoxe peut-être, mais qui n'en sera pas moins fort embarrassante : comment son destinataire pourra-t-il en demander l'annulation sans avoir au préalable sa propre incompétence ?

Ensuite lorsqu'une entreprise a effectué un licenciement pour cause économique, tous les licenciements qui interviennent dans les douze mois qui suivent sont soumis à autorisation administrative quelle que soit la cause. Sans doute la portée de ces étranges vestiges d'une vieille ordonnance de 1943 (3) est le contrôle de l'emploi est-elle symbolique : il est actuellement admis par l'administration qu'en cas de licenciements non économiques seront automatiquement autorisés. Néanmoins, qui peut dire si elle ne sera pas tentée, demain, d'être différenciée de tels pouvoirs ?

Quoi qu'il en soit, admettons que l'inspection du travail a donné expressément ou tacitement l'autorisation de procéder à un licenciement non économique. Le salarié congédié se félicite : peut-être de cette qualification et de cette autorisation de l'inspecteur du travail, de façon inespérée, vocatif à l'allocation supplémentaire d'attente. Qu'il n'oublie tout de même pas trop vite que l'octroi de celle-ci est soumis à réexamen tous les trois mois et n'est pas inconditionnellement acquis pour un an ! Mais, notre salarié peut préférer se rebeller, dénoncer la caractéristique floue de la cause économique prêté à son licenciement et demander au juge du contrat de travail de constater qu'en réalité ce licenciement est dépourvu de cause réelle et sérieuse.

Si la démarche de l'employeur a été manifestement frauduleuse, on est tenté de penser que les tribunaux judiciaires doivent retrouver pleine et entière compé-

tence pour se prononcer sans se soucier de la Bénédiction arrachée à l'inspection du travail : « Fraus omnia corrumpit ». Ainsi, fort d'une autorisation tacite, l'employeur a procédé au licenciement envisagé, mais il est établi qu'il a aussitôt rempli le salarié congédié par un autre, dans le même emploi. Cet emploi n'étant donc pas supprimé, il n'y a pas licenciement pour cause économique (2) : dans ces conditions, le conseil des prud'hommes est-il réellement lié par la « décision » de l'administration ? Évidemment, sans doute. Car il est peu probable que la Cour suprême accepte que la moindre lézarde risque de compromettre l'ensemble du système de sa doctrine. Par conséquent le salarié intéressé doit bien saisir les prud'hommes, mais il doit également faire sauter l'obstacle de l'autorisation administrative. Doit-il en demander l'annulation aux juridictions administratives ? Non, car dans la mesure où cette décision est parfaitement irrégulière, il peut, plus simplement, demander à son auteur de la retirer : retrait qui, à la différence de l'abrogation, est rétroactif. Et il faut souligner que le retrait d'une décision irrégulière n'est pas une simple possibilité pour l'administration,

mais une véritable obligation. Au cas où l'inspecteur du travail ne s'exécute pas, recours hiérarchique devrait être formé. Ajoutons trois observations. D'abord la décision, expresse ou tacite, d'autorisation n'ayant pas été signifiée au salarié, aucun délai ne saurait lui être opposé.

D'autre part, l'employeur ne pourra se mettre à l'abri et faire échec à la rétroactivité du retrait en plaçant qu'au moment où il a été effectué le licenciement litigieux était dûment autorisé : le bénéfice de la « jurisprudence Feibacq » suppose le bon sens (4).

Enfin, ce schéma se brouille quelque peu pour les entreprises qui, ayant effectué un licenciement pour cause économique, doivent, pendant les douze mois qui suivent, soumettre tout licenciement à l'autorisation de l'administration. Sans doute, lorsqu'il ne s'agit pas d'un licenciement pour cause économique, cette autorisation a peu de sens, car elle ne traduit aucune appréciation administrative sur le bien-fondé du licenciement, mais uniquement l'absence de « contre-indication » du point de vue de la situation de l'emploi ; de sorte que ce fait vert ne modifie en rien le déroule-

ment classique du contentieux devant les tribunaux judiciaires. Mais si, dans sa demande d'autorisation, l'employeur a présenté comme économique un licenciement qui ne l'était pas, l'intéressé ne peut plus demander l'inspector du travail de retirer purement et simplement sa décision d'autorisation pour y substituer une déclaration d'incompétence devenue impossible. On pressent alors, dans certains cas de figure et notamment au cas de silence total de l'administration, de redoutables imbroglios !

(1) Voir notre article : « Les tribunaux et le droit de licenciement », Le Monde du 11 avril 1973, et Droit social, avril 1973, numéro spécial sur le nouveau droit de licenciement.

(2) A notre connaissance, deux arrêts émanant de la Cour de cassation ont abordé le problème notamment délicat de la définition des licenciements pour cause économique. Le premier, en date du 27 avril 1971, a rejeté, à propos des licenciements de fin de carrière, la thèse selon laquelle serait une cause économique tout licenciement dont le motif serait étranger à la personne du salarié. Le second, en 22 mars 1973, a écarté la thèse de la relativité ; qu'il s'agisse des obligations de l'entreprise préalables au licenciement ou des droits du salarié après licenciement, l'appréciation pour cause économique suppose comme l'exige l'accord interministériel de 1954, mais pas la loi de 1973 — la suppression de l'emploi des intéressés.

La complexe inégalité des patrimoines

(Suite de la page 19.)

L'interprétation explicite ou implicite donnée à cette évolution est que le patrimoine des plus riches (toujours les mêmes) a cru à un rythme beaucoup plus élevé que celui des plus pauvres (toujours les mêmes). Une telle interprétation risque d'induire assez lourdement en erreur. Nous voudrions en effet montrer que :

- 1) Les ménages composant les 10 % de tête et les 10 % de queue de la distribution des patrimoines ont, pour des raisons différentes, été assez profondément renouvelés ;
- 2) Dans une distribution de patrimoines, le rapport des déciles extrêmes (1) a cru à de bonnes chances d'augmenter dans une phase de croissance de l'économie ;
- 3) Les indicateurs d'inégalité autres que le rapport des déciles extrêmes fournissent une image de l'évolution de la distribution des patrimoines sensiblement différente de celle qui a pu parfois en être donnée.

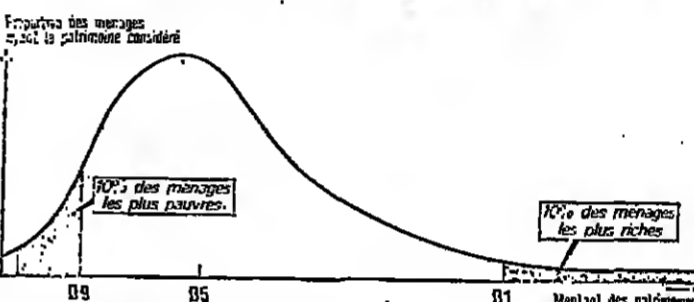
Le déclin de tête de la distribution des patrimoines a vu sa composition se modifier nettement en France entre 1949 et 1975. En 1949, les agriculteurs en représentaient plus des trois quarts ; à cette époque, en effet, les prix de l'immobilier étaient encore très bas et les agriculteurs formaient encore une forte proportion de la population active de la France. En 1975, les agriculteurs représentaient à peine 30 % des ménages du déclin de tête. En revanche, les cadres supérieurs, les professions libérales et les industriels, les artisans et les commerçants ont largement accru leur participation à ce déclin (3).

Le déclin de queue des patrimoines se renouvelle en permanence pour une raison tout à fait différente : il est composé d'une forte majorité de jeunes. En 1949, par exemple, les ménages dont le chef avait moins de trente ans représentaient une écrasante majorité de l'effectif de ce déclin. Il y a là une première caractéristique qui différencie profondément une distribution des patrimoines d'une distribution des revenus : dans le déclin des plus défavorisés en matière de revenus, la proportion de personnes âgées est plus forte que dans le déclin des plus défavorisés en matière de patrimoine.

C'est que, en moyenne, les patrimoines croissent longtemps avec l'âge des détenteurs, alors que, pour de nombreux professionnels, les revenus atteignent un assez vite un sommet et connaissent une baisse brutale au moment du passage à la retraite. Beaucoup de ménages présents, à un moment donné, dans le déclin de queue d'une distribution des patrimoines peuvent espérer, au cours de leur cycle de vie, accéder à une position plus favorable. Il en est différemment dans une distribution des revenus.

En raison de la forte représentation des ménages jeunes dans le dernier déclin de la distribution, celui-ci a de bonnes chances d'être dilué par les autres au cours de la crois-

SCHEMA THEORIQUE DE DISTRIBUTION DES MENAGES SELON LE MONTANT DE LEUR PATRIMOINE



Dans le graphique ci-dessus, que nous donnons à titre d'exemple, on voit que 10 % des ménages possèdent un patrimoine inférieur à D9 et 10 % possèdent un patrimoine supérieur à D1 ; D5 est la valeur du patrimoine qui partage par moitié la population des ménages (valeur médiane). Le rapport des déciles extrêmes est D1/D9. Le coefficient de dispersion relative est (D1-D9)/D5.

La raison en est que les moins de trente ans épargnent surtout sous forme de biens durables (automobile, télévision, chaîne haute fidélité, etc.). Si l'on retient une définition du patrimoine qui exclut les biens durables, ce qui a été le cas dans le modèle pour diverses raisons, il n'est pas très étonnant de voir le patrimoine des jeunes à la hausse, et ce, jusqu'à une bonne partie d'entre eux ne deviennent propriétaires de leur logement. Dans le même

temps, le patrimoine des ménages plus avancés dans leur cycle de vie bénéficie des plus-values de l'inflation et l'écart se creuse donc fortement entre le déclin de queue de la distribution et les autres déciles. Ce que l'on peut souhaiter, c'est que la plus grande partie des jeunes restent le moins longtemps possible dans ce dernier déclin et qu'ils soient très vite remplacés par des ménages encore plus jeunes, eux aussi, partiront d'un patrimoine pratiquement nul.

La signification d'un écart croissant

A cet égard, une tendance inquiétante est apparue dans le modèle, qu'il convient de souligner : bien que les jeunes restent très largement majoritaires dans le déclin de queue de la distribution, la part des patrimoines qui exclut les biens durables, ce qui a été le cas dans le modèle pour diverses raisons, il n'est pas très étonnant de voir le patrimoine des jeunes à la hausse, et ce, jusqu'à une bonne partie d'entre eux ne deviennent propriétaires de leur logement. Dans le même

la référence la meilleure (5). Ce coefficient augmente légèrement entre 1949 et 1963, puis reste stable de 1963 à 1975.

On voudrait bien excuser le caractère quelque peu technique de ces considérations qui précèdent, mais elles étaient nécessaires pour mieux saisir la signification de certains des résultats obtenus. Ces observations n'ont évidemment rien de conclusives, elles ne sont que des conclusions auxquelles le modèle aboutit d'autre part :

- Des taux de rendement et de plus-value qui sont souvent fonction croissante du niveau du patrimoine ;
- Une croissance très forte du patrimoine des générations récentes, mais une accentuation de l'inégalité au sein d'une même classe d'âge, en raison d'un écart grandissant entre le patrimoine des ménages qui sont devenus propriétaires et celui des ménages qui sont restés locataires ;
- Il resterait à évoquer plusieurs problèmes importants : la prise en compte des droits à la retraite dans leurs conséquences patrimoniales, les effets du ralentissement des investissements des ménages dans l'immobilier, les perspectives qu'ouvrirait une meilleure maîtrise de l'inflation, etc. Sur un certain nombre d'entre eux, le CREP a déjà fait connaître un premier point de vue (6). Mais la réflexion se poursuit actuellement dans ces différents domaines pour améliorer les méthodes utilisées et parvenir à des conclusions plus significatives.

ANDRÉ BÉBAU

(PUBLICITE)

PARTICULIERS - SOCIÉTÉS - COLLECTIVITÉS

POSSEDATEUR DES TERRAINS A CONSTRUIRE, A LOTIR OU A REQUALIFIER

plutôt que de vous adresser à une société de promotion oyez recours à un professionnel

Instantané qualifié

Agé de cinquante ans, avec les plus sérieuses références - Dix années d'expérience de direction : juridique, financière, administrative, commerciale et technique dans la branche IMMOBILIERE

Env. sous n° 0000 à « Le Monde » Pub., 5, rue des Salettes, 75421 Paris, qui transmettra.

مكتبة من الأصل

...ation d

NORVEGE: les dec

Les subventions ont ra

la restructuration

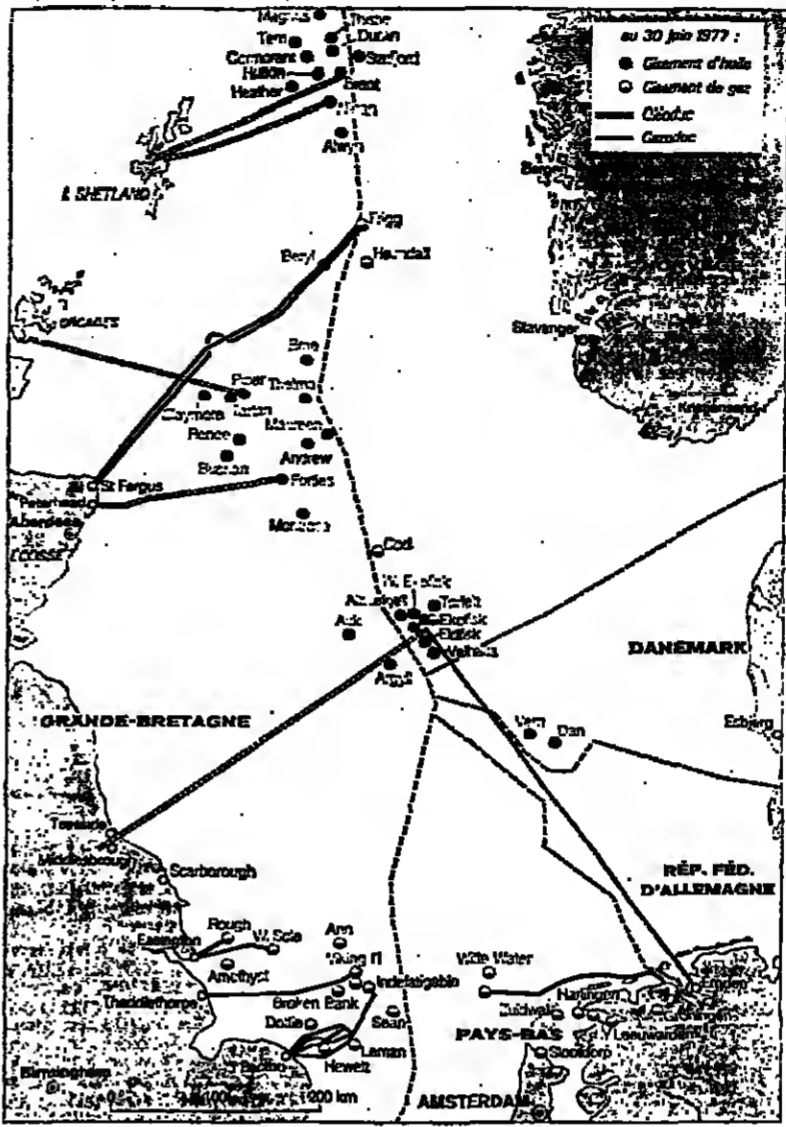
L'inauguration du plus important champ de gaz de la mer du Nord

Le roi Olav V de Norvège inaugure ce lundi 8 mai, en présence de M. Albin Chalandon, président de la société Elf-Aquitaine, et de M. Granier de Lillac, président de la Compagnie française des pétroles, le champ de gaz de Frigg, en mer du Nord. Le lendemain 9 mai, la reine d'Angleterre inaugurerait l'installation du terminal gazier de Saint-Fergus, en Ecosse.

Situé à cheval sous les eaux territoriales britanniques et norvégiennes, le plus vaste gisement de gaz de la mer du Nord — d'une importance comparable à celui de Lacq — a été découvert en 1971

par Elf-Norvège pour le compte d'un consortium regroupant cette filiale d'Elf-Aquitaine (41,42 %), la société norvégienne Narsk-Hydra (32,87 %), Total Oil Marine (20,71 %) et la compagnie d'Etat Statoil (5 %). Dans la zone britannique les intérêts sont français à 100 % (2/3 Elf-Aquitaine, 1/3 Total).

Deuxième grand champ norvégien d'hydrocarbures à entrer en exploitation — après celui d'Ekofisk — Frigg sera suivi au début des années 80 par Stortjørd. Pourtant son production pétrolière et les revenus qu'elle en tire ne mettront pas la Norvège à l'abri des remous de l'économie occidentale.



NORVÈGE: les déceptions de la politique pétrolière

OSLO. — Et s'il n'était pas aussi facile qu'on le pense d'être un pays producteur de pétrole ? Lorsque, en décembre 1969, furent découverts à Ekofisk les premiers indices d'huile, conformément à la mentalité norvégienne, l'idée prévalut d'agir lentement, pour ne pas bouleverser la société et laisser les générations futures bénéficier elles aussi de cette manne. Pour un pays de quatre millions d'habitants, qui a largement recouru à l'énergie hydraulique, cela devait déjà assurer des revenus substantiels.

Aux grands espoirs a succédé une triste morosité en ces premiers mois de 1978. L'an passé, la balance des paiements courants a enregistré un déficit de 28 milliards de couronnes norvégiennes (KN) (1), soit 14 % du

P.N.B. (et un chiffre comparable à celui français de l'année dernière) et la dette extérieure les 100 milliards.

Il a fallu dévaluer à la mi-février; le gouvernement a gelé les prix aussi et restreint le crédit. Après quoi il a révisé son programme à long terme à peine vieux pourtant de quelques mois. Le revenu réel de la plupart des catégories sociales — à l'exception des plus hauts salaires — a été réduit de 10 à 15 %.

Surout du gaz de Stortjørd ? L'environnement à la côte norvégienne par un gazoduc — en dépit d'une fosse assez profonde à traverser — ou s'attachera-t-on avec les Britanniques à la mise en place d'un grand collecteur (projet actuellement peu rentable) ?

Pourra-t-on fover dès 1980 au large de la côte Troms-West Finnmark, c'est-à-dire au nord de 62° parallèle dans une région de pêche ? et si l'on s'impose pas de nouvelles activités dans le Nord, c'est peu probable, estime le porte-parole du parti conservateur sur ce problème, M. Thomassen, car il est indéniable tant pour des raisons économiques que stratégiques d'éviter une fuite vers le Sud. Et pour être que trente-deux mille, les pêcheurs n'en sont pas moins influents. Et l'accident de l'Amoco-Cadiz est venu apporter de l'eau au moulin de ceux qui trouvent les mesures de sécurité insuffisantes.

C'est le Storting qui devra trancher dans les mois à venir de ces choix. Or dans le débat sur la politique pétrolière qui s'est déroulé au Parlement le 16 mars, il n'a pas manqué de députés, comme M. Hans Rosbach, du parti libéral (Vestre), pour s'indigner : « Il est très simple actuellement d'avoir une politique à court terme et de dire qu'en raison de la crise économique nous devons épuiser ces ressources plus rapidement que nous ne l'aurions fait normalement. Je crois qu'à long terme ce n'est pas une politique avisée. Je crois aussi que les générations qui nous suivront diront que nous avons épuisé ces ressources beaucoup trop rapidement. »

BRUNO DETHOMAS.

Les subventions ont retardé la restructuration

Quelle désillusion pour le petit royaume qui était monté depuis quelques années en exemple à tous les pays industrialisés. Entre 1973 et 1977, la croissance cumulée de la production industrielle n'a été que de deux fois plus rapide que dans l'ensemble de la zone O.C.D.E. ? Et au plus fort de la dépression, jamais le chômage n'a été supérieur à 1,5 % de la population active. Heureuse Norvège, pourtant, qui n'enregistre encore, à la fin du mois de mars, que dix-neuf mille huit cents chômeurs.

Mais tant le plein emploi que la politique des revenus ont coûté cher. Il a fallu subventionner les entreprises (plus de 3 milliards de couronnes) ainsi que les dépenses de recherche et développement, au coût de la main-d'œuvre, il a dépassé de 25 % celui des pays voisins comme l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, etc. Les subventions à la recherche, explique M. Ramn, un économiste norvégien, ont retardé la restructuration indispensable. Si l'on veut être réaliste, cette politique ne peut être poursuivie.

Tout cela, est-ce la faute du pétrole ? « La politique pétrolière a entraîné un certain laxisme, affirme M. Bakke à la Fédération des industries. Il ne faut guère de doute que le gouvernement a pensé éviter les effets de la crise mondiale grâce aux revenus pétroliers. Les experts de l'O.C.D.E. soutiennent, il y a quelques semaines, que l'octroi d'avantages fiscaux lors des négociations salariales, avait été « judicieux, sinon accompagné par un accroissement des excédents extérieurs du secteur pétrolier ».

Or le secteur pétrolier n'a pas répondu aux espoirs mis en lui. De 13,6 milliards de tonnes en 1976, la production d'hydrocarbures devait atteindre 25 milliards de tonnes en 1977. Elle n'a été que de 18 milliards. La production de pétrole brut d'Ekofisk est estimée désormais à 600 000 barils par jour (soit 100 millions de tonnes) contre 700 000 précédemment. Quant au gisement de Stortjørd, il ne fournirait plus, à son apogée, en 1987, que 520 000 barils par jour (soit 85 millions de tonnes) contre 665 millions de tonnes de pétrole, 30 millions de tonnes de gaz naturel liquide et 845 milliards de mètres cubes de gaz, soit un total de 1,33 milliard de tonnes d'équivalent pétrole (TEP) (contre 1,51 il y a quelques mois). Après tout, cela représente moins de trois ans de la production de l'Arabie Saoudite.

Enfin, le ministère du pétrole et de l'énergie — créé au mois de janvier — admet maintenant que la production combinée future des gisements connus devrait atteindre 65 millions de TEP en 1980 et se stabiliser ensuite à 60 millions.

Corrélativement ont été réexaminées les prévisions de revenus pétroliers. Jusqu'à présent, ils n'ont été que de 5,5 milliards de couronnes alors qu'on en comptait plus de 7. Et pour 1980, on a ramené les chiffres de 20 à 17 milliards de couronnes.

Il s'apparait donc un peu dérisoire aujourd'hui les fameux débats qui animèrent le Storting (Parlement), il y a cinq ans, lorsque le « plafond » absolu de production annuelle

fut fixé à 98 millions de TEP. « Il ne semble pas qu'il y ait la moindre chance d'atteindre cela », souligne le directeur général de Norsk Hydro — la première société norvégienne — M. Odd Narud.

Ces décevantes révisions ont de multiples causes. L'explosion de la plate-forme Bravo à Ekofisk le 14 avril 1977 a non seulement coûté à la Norvège plus de 500 millions de couronnes de revenus pétroliers, mais elle a aussi fortement choqué une population très attachée à la nature et à l'environnement. Les mesures de sécurité ont été accrues — ce qui a retardé certains travaux — le développement du champ de Stortjørd a été ralenti, l'attribution de nouveaux permis d'exploration reportée à plus tard, enfin les premiers forages au nord de 62° parallèle ont été abandonnés il y a deux mois pour qu'en raison de l'exploitation du gazoduc reliant le gisement d'Ekofisk à celui d'Emden au République fédérale d'Allemagne, le Danemark exigeant que le conduit soit enterré sur les 55 kilomètres qui relèvent de sa juridiction.

Il y a eu, enfin, un glissement important des coûts d'investissement : 28 milliards de couronnes pour le développement d'Ekofisk, près de 10 milliards pour la part norvégienne de Frigg et près de 40 milliards pour celle de Stortjørd, voilà qui surpasse largement les premières estimations. Les difficultés économiques actuelles doivent-elles conduire à revoir la politique pétrolière ? Au tout nouveau ministère du pétrole, on semble sceptique sur la possibilité de « contrebalancer » la politique pétrolière, la « politique générale », et à l'heure de la répartition des blocs d'exploration et du paiement de royalties, il s'écoule plus de dix ans, rappelle le directeur des études économiques. Les effets d'une telle politique ne peuvent donc être que limités. Et comment s'inquiéter lorsque l'on sait que les revenus pétroliers seront énormes, même s'ils sont moindres que prévus ?

Depuis, tant au Storting qu'au ministère, ou à la Fédération des industries, l'idée fait son chemin qu'il est nécessaire d'accélérer le développement pétrolier pour donner du travail et maintenir l'activité dans ce secteur. N'est-il pas surprenant que depuis les premières perspectives en mer du Nord, plus de mille puits aient été forés en zone britannique, deux cents sur la plate-forme continentale néerlandaise et seulement cent quatre-vingt-dix en mer du Nord norvégienne ?

Premier signe tangible de cette évolution, l'annonce, il y a quelques semaines, que quinze nouveaux blocs d'exploration allaient être attribués (un système, par ailleurs, qui a été promis, ayant été d'office donné aux trois compagnies norvégiennes Statoil, Norsk Hydro et Saga). Mais le ministre du pétrole, M. Gjerd, n'a pas caché que l'un des critères de choix résiderait dans la « norvégianisation » de l'activité pétrolière. « La part norvégienne dans les contrats a été de l'ordre de 50 % en 1977, a-t-il confié à Norsk Hydro, mais il est attendu de la faire passer à près de 60 % ».

Autre signe de cette évolution, le ministère du pétrole est en train d'étudier l'ouverture de gisements marginaux actuellement non rentables (Odin, Eldfisk, Sjøner, etc.) par un abaissement des droits et des taxes.

Mais il reste à prendre plusieurs décisions d'importance. Que sera-t-il fait du pétrole et

La deuxième grande aventure des compagnies françaises

FRIGG (mer du Nord). — Les cartes marines, il y a moins de dix ans, ne signalaient, à l'intersection du 60° parallèle et du second degré de longitude est, qu'une mer trop souvent rebarsabue et 100 mètres de fond. Pourtant, quelque part à mi-chemin des grands sommets de l'écosystème Aberdeen et de l'austérité, tous luthériens de Stavanger, se dressait — deux ports réputés pour leur saumon fumé, — le navigateur a désormais la surprise de découvrir une pléiade d'îles de béton et d'acier : la première grande aventure pour les compagnies pétrolières françaises depuis la découverte du Sahara.

Lorsque, au mois de juin 1971, Elf-Norge découvrit, à la limite des

eaux territoriales britanniques et norvégiennes, plié dans une couche de sable de frégate inférieure, un vaste champ de gaz sec — un peu plus important que Lacq (200 milliards de mètres cubes), le filiale d'Elf-Aquitaine se doutait-elle des difficultés qui l'attendaient ? Confirmée par un forage de Total Oil Marine en zone britannique quelques mois plus tard, la découverte était déclarée « commerciale » en avril 1972.

Il fallait d'abord résoudre le problème posé par le double nationalité du gisement, les deux Etats devant s'accorder sur le partage des réserves, le libre circulation des personnes et des matériels, la détermina-

tion des conditions de sécurité, enfin la perception des taxes et redevances. La Norvège et la Grande-Bretagne ont donc signé un « traité de Frigg », qui fixe les règles d'exploitation du gisement et du transport de production. Ratifié par le Parlement à Oslo, le 16 janvier 1977, il est entré en vigueur le 22 juillet 1977.

Dans le même temps, les deux sociétés opératrices décidèrent, pour plus d'efficacité, de se répartir les tâches : Elf s'occupera du développement du gisement et Total de la pose des gazoducs et de la construction d'une usine chargée de séparer le gaz (95 % de méthane et 4 % d'éthane) des condensats à Saint-Fergus, à une quarantaine de kilomètres au nord d'Aberdeen, car il semblait trop difficile de faire

traverser à un gazoduc la fosse marine qui longe le côté de Norvège.

Il faut ensuite faire face aux multiples difficultés techniques. La mer du Nord n'est pas le golfe du Mexique. La vent y atteint parfois 200 kilomètres à l'heure, et les vagues une trentaine de mètres. Fallait-il donc choisir pour la construction des structures en acier ou le béton ? Jamais non plus on n'aurait réalisé de apudures sous-marines — pour la pose des gazoducs — à plus de 150 mètres sous l'eau. On lança donc — sans le soutien de la Grande-Bretagne — la construction de plates-formes rendues inutilisables — ce qui ralentit les travaux d'un an, — le rasta technique est été totale, avec des fournisseurs tant suédois que norvégiens, britanniques ou français (gréce à Elf et Total, les entreprises françaises obtinrent 37 % des contrats).

Après traitement, le gaz est envoyé à Saint-Fergus — soit à 385 kilomètres, par deux gazoducs de 81 centimètres de diamètre. A mi-chemin est située une plate-forme de récompression actuellement inutile (la pression est de 147 barres) mais qui, pour rentabiliser le projet, va prochainement récupérer le gaz de petits gisements comme Piper et Tartan.

Quelques centaines d'hommes vont maintenant se relayer sur ces îles artificielles (le plus souvent tous les quinze jours) pour fournir en rythme de croisière à la British Gas Corporation — acheteur de toute la production de Frigg — 15 milliards de mètres cubes de gaz par an, soit le tiers de la consommation britannique. D'hommes et de femmes, car dans le milieu profondément misogynne des pétroliers — ne dit-on pas souvent qu'une femme sur une plate-forme porte-malheur ? — la Norvège a imposé que les femmes puissent, elles aussi, travailler à bord. Innovation dont nul ne s'attendait de la part d'un royaume qui fit figure de pionnier en accordant le droit de vote aux femmes en 1910.

Pourtant, à 9 h. 30 le 13 septembre 1977, un premier gazoduc était ouvert : le gaz pouvait s'écouler jusqu'à la côte écossaise. Le champ est ainsi composé de six plates-formes, dont trois ont des structures en béton : une d'habitation et de contrôle, un support de torche et deux couples production-traitement, l'un situé en zone britannique et l'autre en zone norvégienne (chaque plate-forme de production comportant vingt-quatre forages, le traitement consistant principalement à assécher le gaz).

(PUBLICITE)

LE DOCTORAT DE GESTION DE GRENOBLE

Le doctorat de 3^e cycle « Sciences de Gestion » est avant tout un programme de formation à la recherche dans les disciplines de gestion. Il prépare aux fonctions de chercheur dans les instituts spécialisés ou d'analyses de haut niveau dans les entreprises et conduit également aux fonctions d'enseignant-chercheur dans les universités ou les grandes écoles.

Le programme d'admission :

- Aux cadres dont la carrière future justifie d'une formation de type doctoral (ils peuvent obtenir à cet égard un « congé-formation » et des modalités de financement).
- Aux étudiants en mathématiques, écoles d'ingénieurs ou de grandes écoles de gestion.

Pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à :

M. LE RESPONSABLE DES ADMISSIONS AU DOCTORAT
I.A.E. - I.E.C.
Université de Grenoble II
B.P. 47 X, 38040 GRENOBLE - CEDEX
Téléphone : 78/54.61.78 - Poste 429 et 208.

Clôture des inscriptions :
1^{re} session : 31 mai 1978
2^e session : 9 sept. 1978

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
INSTITUT D'ETUDES COMMERCIALES

Sans la hausse décidée par l'OPEP...

Les compagnies pétrolières ont tenu le bon financer. En cinq ans, les coûts ont glissé de 5 à 15 milliards de francs (l'équivalent du projet Concord) tout en raison des réserves de pétrole et des conditions météorologiques plus difficiles que prévu, alors que les deux gouvernements revoient la fiscalité. Les seuls intérêts intercalaires s'élevaient à plus de 2 milliards de francs. Sans la hausse du prix du pétrole à la fin de 1973 — et l'augmentation du gaz qui s'ensuivit — l'opération ne se serait-elle pas soldée par une catastrophe financière ?

On ne parle pas de l'intendance, l'organisation de ces îlots d'habitants et de navires, la location d'hôtels flottants — on fait des

Découvrez Venezuela

Découvrez Viasa

Nombresuses liaisons hebdomadaires Europe-Venezuela avec le confort des DC10, et en plus la seule liaison sans escale Paris-Caracas.

Venezuela Internacional de Aviación S.A.
36 bis avenue de l'Opéra, 75002 Paris.
Réservation passages tél 206 87-40. Tél. tél 335 78-00

L'acheteur unique

Après traitement, le gaz est envoyé à Saint-Fergus — soit à 385 kilomètres, par deux gazoducs de 81 centimètres de diamètre. A mi-chemin est située une plate-forme de récompression actuellement inutile (la pression est de 147 barres) mais qui, pour rentabiliser le projet, va prochainement récupérer le gaz de petits gisements comme Piper et Tartan.

Quelques centaines d'hommes vont maintenant se relayer sur ces îles artificielles (le plus souvent tous les quinze jours) pour fournir en rythme de croisière à la British Gas Corporation — acheteur de toute la production de Frigg — 15 milliards de mètres cubes de gaz par an, soit le tiers de la consommation britannique. D'hommes et de femmes, car dans le milieu profondément misogynne des pétroliers — ne dit-on pas souvent qu'une femme sur une plate-forme porte-malheur ? — la Norvège a imposé que les femmes puissent, elles aussi, travailler à bord. Innovation dont nul ne s'attendait de la part d'un royaume qui fit figure de pionnier en accordant le droit de vote aux femmes en 1910.

B. D.

(1) 1 couronne norvégienne = 0,85 F.

● ECONOMIE POLITIQUE DE LA PLANIFICATION EN SYSTEME SOCIALISTE.

Morie Lavigne et collaborateurs

« Ce sera un rien de régler la production sur les besoins », écrit le grand ingénieur Boggs. La seule lecture du titre, un peu lourde, de l'ouvrage et des titres des deux études du Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste, rassemblées et présentées par le professeur Morie Lavigne de Paris-I, nous donne à penser que « ce n'est pas un rien » d'analyser ici les travaux des spécialistes, anxieux de savoir comment se règle ou peut se régler la production. Les deux collaborateurs, autour du maître d'œuvre, sont enseignants de diverses universités ou chercheurs au C.N.R.S.

Une première partie se propose plutôt de préparer les alléments, c'est-à-dire de définir l'objectif de planification et d'en préciser les modalités. Le cas de P. Surot (Paris XII), tandis que Laure Després (Nantes) examine avec soin la délicate maximisation des biens de consommation. R. Tartarin (Nantes) met en question, de façon assez peu convaincante, la fameuse priorité des biens d'équipement. Autour de nous rôdent les ombres de Boucharine, Fréchet, Trosky. Sous la plume de G. Duchesne (Paris-I) s'animent les économistes mathématiciens, grâce auxquels on pu être admiré, par le parti des principes, qui, sous une forme littéraire, auraient été sévèrement condamnés. La loi de la valeur n'est-elle pas mise en péril ?

La seconde partie, que l'on eût souhaité plus étoffée, nous emmène à la cuisine, disons au cœur de la question. X. Richet (Paris-X) s'intéresse au mécanisme le plus satisfaisant, celui de la Horjé. L'expression « prix des prix » n'est pas expressément prononcée par J.-C. Asejalain (Mines) et J. Bonocœur (Paris-I), mais...

Etienne M. Mieschakoff (Strasbourg-III) prend en charge le contrôle par la monnaie et le rôle de la banque. Nous trouvons curieusement en accusation les crédits commerciaux directs : un renouveau apparaît la plus classique incitation à l'épargne. Barbara Roguliska (Paris-I et XII) et Krystina Szymkiewicz (C.N.R.S.) évaluent respectivement le revenu et le commerce extérieur en Pologne.

La troisième partie est... la déqualification, y compris l'arrière-goût ; plus doctrinale, nous dirions presque théologique, elle se propose de situer, comme on dit, la société socialiste, après soixante ans de pratique. Tandis que W. Andreff (Lamoges) dresse un long réquisitoire, où Ch. Bettelheim est traité sans ménagement, Veselin Djurlevski traite de la propriété individuelle, étatique, sociale. Vivent en bouquet, nous n'osons pas dire en vedette, Marie Lavigne avec ses conclusions sur la « société socialiste avancée », expression comode, mais queique peu ambiguë, qui nous paraît signifier l'installation dans la réalité.

Excellent travail d'ensemble que le lecteur, aléatoire, peut-être, plus pourvu de résultats.

Sans doute, est-il agréable à des spécialistes de préférer la graphie russe des noms propres, mais l'alternance des deux, parfois pour le même nom, est difficilement décelable.

* Economica, Paris, 1978, 24 cm., 327 p., 61 F.

● PROCÈS DE LA CROISSANCE.

Gunnor Myrdal

Si regrettable que soit le retard de cette édition française l'ouvrage remonte à 1972-1973, nous prenons intérêt à connaître la pensée du « Nobel » suédois et, par elle, la meilleure conception de la socio-démocratie (sans nationalisation). S'agissant du rassemblement d'articles et de textes de conférences revus pour ce volume, il ne faut pas chercher un plan suivi (peut-être est-ce préférable), mais une série d'observations pertinentes sur les événements économiques survenus depuis un demi-siècle et particulièrement depuis vingt ans.

Ce disciple de Wicksteed, plus encore que de Keynes, ne peut manquer, dans ces quasi-Mémoires, l'inévitable

● ANALYSE CONJONCTURELLE DU CHOMAGE.

Dominique Gambier

Si étonnant que cela paraisse a priori, assez rares sont les ouvrages consacrés au grand fléau, devant lequel les gouvernements sont impuissants. Et plus les auteurs semblent pénétrer profondément, plus ils sont à côté, non certes du sujet, mais du point essentiel, par peur de déplaire. Si méritait, par son effort de ce jeune ingénieur, assistant, il confirme malheureusement la règle : les modèles et les formules sont bien construits, mais cette méthode est, nous le savons par tant d'exemples, une façon de laisser de côté les facteurs difficiles à mesurer ou gênants. C'est que la conscience s'accompagne du

● SAUVER L'ECONOMIE.

André Fourçons

Le jeune professeur à l'ESSEC se rattache à la nouvelle école libérale qui s'est formée au moment où s'échouait la brillante période pendant laquelle l'économie semblait poussée par un vent favorable de 5 à 6 % par an d'expansion facile. Son premier souci — et c'est aussi la partie la plus sûre de l'ouvrage — est de dissiper un certain nombre d'illusions ingénument inflationnistes. Nous le voyons, en particulier, décrire, sans grandes chances de succès populaire, les diverses fonctions du prix, en matière de production et de consommation. Ce travail de Sisyphe a été bien souvent entrepris depuis Sumner et peut-être avant, mais les simplismes demeurent.

Combattant le rejet de l'analyse économique elle-même par M. Rocard et A. Meister (J. Attali n'est pas cité), l'auteur plonge dans l'aventure, sans recourir cependant à la facilité des modèles et du langage mathématique : la dénonciation des fautes éventuelles par le lecteur est ainsi facilitée, notamment l'insuffisante prise en considération du facteur temps (durées, inerties, etc.). Peut-être eût-il été utile aussi d'insister sur les changements d'état d'esprit par accoutumance ; par exemple, quasi-suppression de toute baisse de prix, alors que le réflexe était si fréquent autrefois.

Le plus souvent, la dénonciation d'un « faux problème » ne fait que souligner la dure réalité de celui-ci. Plus subtile est la dénonciation d'un faux dilemme, en l'espèce, inflation ou chômage. Nous voilà au cœur du sujet, mais, cette fois encore, l'influence du chômage structurel est minimisée, ainsi que le rôle des ventes d'étrangers pendant la période bénié. L'augmentation de la durée moyenne du chômage est interprétée comme une moindre volonté de retrouver du travail, mais peut résulter aussi de la difficulté de ce « marché ».

Peu à peu nous glissons — rien de péjoratif dans ce terme — vers l'optique monétaire, puis vers les charges sociales. Les suggestions de dividende social et d'aide à la personne sont trop incertaines pour être prises en considération ; mais, plus solides sont les vues sur la privatisation des charges sociales, si diabolique qu'elle soit selon divers milieux. L'exemple de la Suisse aurait pu être utilement évoqué ici.

En bref, nous trouvons ici un essai, une invitation à réfléchir plus que des solutions concrètes. Le titre promettrait davantage, mais ce n'est évidemment qu'un début.

* Calmann Lévy, Paris, 1978, 21 cm., 246 p., 49 F.

● LA PARTICIPATION POUR LE DEVELOPPEMENT.

Albert Meister

L'homme de mérite qui s'est, depuis quelques années, attaché aux rapports entre le développement et l'enseignement, qui a pénétré aussi les rouages de l'autogestion yougoslave nous donne aujourd'hui un ouvrage, où il n'est guère question de P.T.B., d'investissements ni de transferts de techniques, le projecteur

étant surtout braqué sur l'administration des hommes, au sens large du mot.

En Afrique noire, les influences anglaise et française restent encore sensibles, les pays anglophones étant plutôt sous le régime d'un « développement communautaire », où jouent localement, tandis que les francophones recourent bien davantage à l'« animation rurale », à base de centralisation.

Les structures rurales africaines résistent cependant aux deux influences, s'avérant plus équilibrées encore que le latifundisme de l'Amérique latine. Les paysans africains, est-il précisé, appellent ardemment le changement tout en refusant de se changer. Faut-il aller bien loin, pourrait-on observer, pour relever une telle contradiction ? Et, en revant un peu, nous trouverions le P.T.B. de Valéry.

Devant cette résistance, la question s'est posée de savoir s'il ne serait pas plus opportun de laisser, quelque temps, une partie des campagnes hors de toute intervention, pour laisser observer, pour relever une telle contradiction ? Et, en revant un peu, nous trouverions le P.T.B. de Valéry.

Bien différente, l'Amérique latine, avec le heurt des groupes et des forces ; partis politiques, syndicats, associations patronales, techniciens, coopératives, etc., au-dessus desquelles plane souvent le pouvoir militaire. Le peur, si intense, d'un nouveau Cuba ne favorise pas toujours la mobilité.

Et par-dessus cet imbroglio, si l'on peut dire, le flux massifs, inexorable, de la campagne vers les grandes villes.

Quelques exemples concrets donneraient à cette remarquable étude plus de rayonnement encore.

* Editions Economica et Humanisme, Les Editions ouvrières, Paris, 1978, 21 cm., 176 p., 36 F.

● SOCIALISME ET DEVELOPPEMENT AU VIETNAM.

Lê Thonh Khoi

Le professeur à Paris-V et à l'Institut d'études du développement économique et social de Paris-I décrit — fort bien — les progrès de la reconstruction et du développement du Vietnam et les difficultés rencontrées. Tout est passé en revue : agriculture, industrie, enseignement, culture, santé (mais aucun taux de mortalité) et même population. Le plan familial vise à ramener le taux d'accroissement annuel de 3 % à 1 % en 1997-2000.

Il eût été utile, cependant, de mieux préciser les priorités effectives ou plus exactement de donner la répartition chiffrée des efforts déployés dans les diverses directions, comme aussi de formuler des critiques plus précises contre les erreurs qui ont dû inévitablement être commises.

Bibliographie où figure l'ouvrage semi-classique du spécialiste L. Lavalle.

* IRDES et FUF, Paris, 1978, 24 cm., 323 p., 120 F.

Les notes de lecture d'Alfred Sauvy

auto-éloge, mais celui-ci est souvent mérité, encore que les résultats du modèle suédois restent peu convainquants, qu'il s'agisse de P.N.B. ou de hausse des prix.

Les libéraux des années 30 ou contemporains sont critiqués comme il se doit, sans que, cependant, la pointe pénètre au cœur même des questions. La partie la plus faible est, en effet — comment s'en étonner ? — le chapitre sur la stagnation. La faiblesse des économistes contemporains, en matière de chômage, par peur de toucher des susceptibilités, est plus accusée encore pour les socialistes, puisque les libéraux ont toujours la ressource de dénoncer en bloc la nocivité des interventions et de regretter les mérites de jadis, c'est-à-dire de 1929.

Plus pertinentes les vues sur les pays appelés ici résolument « sous-développés ». Toutefois, les simplismes rituels se retrouvent en matière de population. Les résultats, élogieux et tristes de dogme, de J.-C. Chesnais et A. Lefebvre, sont « classiquement » ignorés.

Du reste, nous retrouvons une lazzarone courante : les Scandinaves ne connaissent pas les travaux des pays situés plus au sud. Il semblerait qu'entre la Suède et l'Afrique il y ait un vaste océan, simplement taché d'une petite île : les Pays-Bas. Et c'est ainsi que, à propos de l'alimentation des hommes des pays riches, au détriment de ceux des pays pauvres, G. Borgström est cité, mais non René Dumont.

Bonne traduction, dans l'ensemble, par « Tradescan », malgré de regrettables « faux amis ». Conventions au lieu de « classes » ; approche au lieu de « méthode » ; technologie pour technique, etc.

* FUF, Paris, 1978, 22 cm., 230 p., 85 F.

rhodes ou auteurs américains sont platement utilisés ici, en dépit des résultats peu encourageants de leur pays.

Et cependant, la matière ne se limite pas, comme il souvent, à l'analyse globale et aux regrets de la faiblesse de la demande (au singulier). Nous entrons, en effet, résolument dans les subtilités classiques du structural et du fonctionnel : seulement le trop dur est évité. Il semble étonnant, par exemple, qu'une analyse des années 50-70 accorde si peu de place à la venue d'une population complémentaire de 2 millions d'étrangers (et autant en Allemagne). Peut-être faudrait-il aussi examiner, sans peur, l'aisance des Mexicains à trouver un emploi, dans le pays aux six millions de chômeurs, et la facilité avec laquelle cinquante mille Vietnamiens et Cambodgiens se sont, malgré le handicap de la langue, insérés, tout récemment, dans notre population active. A tout le moins, l'étude de l'activité et du chômage devrait-elle faire intervenir des fonctions d'élasticité. Faut-il être les solutions suggérées par une analyse complète ne seraient-elles pas politiquement acceptables, mais c'est l'affaire des hommes politiques et de l'opinion. A tout le moins, le problème serait-il posé.

Les autres maladies endémiques persistent et s'étendent, les regards se tournent logiquement vers les médecins. Encore faudrait-il que le souci de guérir l'emporte sur celui de la bonne réputation. Il y a diverses façons d'être humain ; celle qui est en honneur risque d'être inhumaine si l'on en juge aux résultats.

Bibliographie abondante du côté anglo-saxon, et curieusement lacunaire pour les travaux français.

* FUF, Paris, 1978, 24 cm., 459 p., 99 F.

L'Égypte cherche son avenir dans le désert

(Suite de la page 19.)

Les procédés modernes de forage ont permis d'exploiter la pierre des hommes, mais ils sont très onéreux : 700 000 francs pour un puits moyen qui durera au maximum quinze ans.

Déjà pourant le macadam relie au Nil d'une part Khargeb et Dekhieh, d'autre part Esharrah, où les mines de fer exploitées depuis 1973 fournissent aujourd'hui 3 millions de tonnes de minerai par an aux hauts fourneaux d'Éléonau. Les pétroles des déserts et de la mer Rouge représentent maintenant une production annuelle de 20 millions de tonnes. Dans les oasis, le rais a distribué à quelques dizaines de paysans enthousiastes des titres de propriété : toutefois les contraintes imposées par la nature et les faibles possibilités d'investissements étatiques ne permettent pas d'espérer la bonification de plus de 500 hectares par an. Le chiffre dérisoire en regard aux besoins du pays. Quelque deux cent mille personnes pourront s'installer dans la Nouvelle Vallée version réduite, d'ici à la fin du siècle. D'autres points du désert, plus proches de la Méditerranée, ou riverains de la mer Rouge, pourront aussi être mis en culture. Si l'Égypte ne trouve pas son avenir dans ses déserts, ce sera là au moins un appoint. La tâche, quelle que soit son ampleur, ne sera en tout cas pas aisée. En témoignent, au cours du lustre écoulé, les cinq ministères de l'agriculture et les cinq directeurs de l'organisme de la Nouvelle-Vallée « appelés à d'autres fonctions ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



Prenez le volant.

BON A DECOUPER
Je désire, sans aucune obligation de ma part, recevoir une documentation complète sur les Renault 18... prendre rendez-vous pour un essai complet de la version suivante: TL □ GTL □ TS □ GTS □ Automatique □
Nom _____ M.
Adresse _____
Tél. _____ Véhicule possédé _____
DCZ Renault 330 bureaux de la Colline - 92213 Saint Cloud Cedex.

La Renault 18 vous invite... non pas à un simple bout d'essai pour le seul plaisir de faire connaissance, mais à un véritable test, volant en main, pour découvrir vraiment son confort, sa sécurité, son brio, son niveau d'équipement. Depuis le 14 avril, les Renault 18, pavisées aux couleurs européennes, sillonnent les rues de votre ville. Essayez-les... jugez-les... et laissez-vous séduire.

Renault 18
Une exigence internationale.
A partir de 28.900 F*. Prix clés en main au 15/04/78

Renault préconise elf

فكنا من الأصل

CHAMPIONN

Main basse des

CLUB DE NAT

Béziers

SPORTS

JUDO CHAMPIONNATS D'EUROPE

Main basse des Allemands de l'Est

Triomphe ou massacre. C'est, selon son cœur, qu'un peut commenter les résultats des Judo de l'Allemagne de l'Est au cours des championnats d'Europe de Judo, qui se sont déroulés à Helsinki, du 5 au 7 mai ; cinq médailles d'or (moins de 65 kg) ; moins de 71 kg ; moins de 78 kg ; moins de 85 kg ; et toutes catégories), une médaille d'argent (moins de 85 kg) et une de bronze (moins de 85 kg).

Helinski. — Un combat, le dernier après trois jours de compétitions parfois difficiles et fastidieuses à suivre, donne bien la note de ces championnats d'Europe. Deltmar Lorenz fait face à Jean-Luc Rougé pour le titre le plus envié, celui des « toutes catégories ». Les deux hommes se sont déjà rencontrés en 1975 pour la finale des championnats d'Europe des poids mi-lourds à Lyon. Lorenz avait pris l'avantage. Depuis, Jean-Luc Rougé s'est affirmé en gagnant un titre mondial. Qui peut gagner aujourd'hui ?

L'Allemand de l'Est monte sur le tapis déjà paré du titre de champion des moins de 85 kilos. Il a effectué au total treize combats et il en a gagné huit avant la limite. Il est surtout entouré d'une équipe qui a déjà à son actif quatre médailles d'or, une d'argent et une de bronze. Quel qu'il arrive, elle sera la grande triomphatrice de ces championnats.

Le Français connaît la même situation en creux. Il a échoué chez les lourds et il reste marqué métriquement par ses défaites contre le Néerlandais Adelaar. Et le matin même, un jeune Belge, Robert Van de Walle, l'a proprement culbuté pendant la poule féminine avant qu'une jeune Suisse, Philippine Montavon, ne lui oppose la plus farouche des résistances. Certes, il s'est fait pardonner en battant sur une dernière répétition aussi belle et spontanée que l'avez passé la cotisse Georgien Dzeblilo Nijaradze, mais il a terminé épuisé l'assaut suivant face au Tchèque Novak. De surcroît, Rougé est

De notre envoyé spécial

le dernier espoir pour la France de gagner une médaille d'or. C'est donc un dur combat qu'il s'engage. Le Français a le favori du public, qui parait tout à coup moins indifférent. Avec toute l'énergie dont il est capable, il tente de démancher l'Allemand de l'Est. En vain, il lance avec hargne toutes ses techniques, même les plus mudacieuses, les plus acrobatiques, les plus diaboliques. Rien n'y fait.

De notre envoyé spécial

que de ses deux combats précédents, que l'arbitrage ne lui a pas toujours été très favorable, ou même que son kimono — en matière de ski, c'est habituellement de fatigue qu'il s'agit — ne convenait pas à la technique de son adversaire.

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DE MONACO

La première victoire de Patrick Depailler

Monaco. — Le Français Patrick Depailler (Tyrrell) a obtenu à Monaco, dimanche 7 mai, sa première victoire en Grand Prix. L'épreuve a été marquée par un départ manqué et un crevasseur de l'Argentin Carlos Reutemann (Ferrari), meilleur temps des essais, qui a immédiatement perdu toutes ses chances, puis par un duel qui a opposé Depailler aux deux pilotes de Ferrari, Andrea Bressi et Gilles Villeneuve. Le premier, Watson, a dû laisser le champ libre à Depailler à la suite d'un freinage tardif qui l'a soustrait à la poursuite de son adversaire, puis Lancia s'est arrêté d'un coup de volant, pour changer ses pneus arrière. Il s'est néanmoins classé deuxième devant Schekter (Wolf), Watson, Pironi (Tyrrell) et Patrese (Ferrari).

De tous les pilotes de formule 1 en activité, Patrick Depailler était celui qui avait le plus de longue expérience après une victoire. Il était aussi celui qui lui méritait sans doute le plus, et se gardait ses qualités et à son défaut de chronométré de réputation depuis ses débuts, voici quatre ans, pour le même constructeur Ken Tyrrell.

Depailler le Grand Prix de Monaco en 1973. Britannique Ken Tyrrell cherchait un remplaçant à Jackie Stewart. Toute l'histoire de Depailler tient, par conséquent, dans la chronologie de ce remplacement. Déjà deux fois champion du monde — il le sera une troisième fois fin 1978 — Stewart avait confié à Depailler le volant de son équipe de constructeur en 1974. Il avait donc l'embaras du choix pour trouver l'homme capable, de son point de vue, de prendre la suite.

C'était en tout cas l'avis de Stewart, sans doute aussi celui de Tyrrell. Mais il avait tout intérêt à prendre deux bonnes assurances. Une première, c'est avant tout l'anglais et sa préférence, en 1973 (1), allait d'abord aux anglophones de naissance. Quelques jours avant le Grand Prix des Etats-Unis, en octobre 1973, il choisit de retenir les services du Sud-Africain Jody Scheckter. Cevert en conçoit une

De notre envoyé spécial

était arrivé à la mauvaise époque chez Ken Tyrrell. Depuis 1973, les nouvelles voitures mises en service, dont celle à six roues, semblaient moins compétitives que leurs devancières, à moins que Stewart ait pris une part tout à fait décisive, ce que beaucoup croient aujourd'hui — dans les succès antérieurs de Tyrrell. Depailler n'avait cependant rien à se reprocher. Aucun pilote n'a sans doute autant discrètement travaillé à la mise au point de plusieurs voitures sans en obtenir la contrepartie légitime, c'est-à-dire le succès.

Champion de la malchance

Le temps passant, il devenait le meilleur pilote du monde à n'avoir jamais remporté de grand prix, une référence qui aurait volontiers laissé à d'autres Scheckter avait gagné chez Tyrrell, tout comme précédemment Stewart et Cevert, mais lui, Depailler, échouait d'un rien chaque fois qu'il était en mesure de franchir un vainqueur la ligne d'arrivée d'un grand prix. Huit fois deuxième, un record. Souvent Tyrrell s'excusait, tant il savait que Depailler était un pilote de carrière, il y avait toujours quelque chose qui allait de travers, comme, par exemple, le 4 mars dernier, lorsqu'il fut victime de malchance, par Peterson dans le tout dernier tour du Grand Prix d'Afrique du Sud. Tout le monde croyait bien enfin, qu'il avait gagné, mais une erreur de comptage annula d'alimentation d'essence qui s'ajoutait à sa réputation de pilote peu servi par la réussite. Il est vrai aussi que Depailler

était arrivé à la mauvaise époque chez Ken Tyrrell. Depuis 1973, les nouvelles voitures mises en service, dont celle à six roues, semblaient moins compétitives que leurs devancières, à moins que Stewart ait pris une part tout à fait décisive, ce que beaucoup croient aujourd'hui — dans les succès antérieurs de Tyrrell. Depailler n'avait cependant rien à se reprocher. Aucun pilote n'a sans doute autant discrètement travaillé à la mise au point de plusieurs voitures sans en obtenir la contrepartie légitime, c'est-à-dire le succès.

Jamais de dépit, du moins de marié tapageuse, jamais de déclarations laissant entendre qu'il perdait son temps et passait à côté de la notoriété en restant chez Tyrrell. Au contraire, pilote modeste, Depailler allait toujours d'un compliment pour son constructeur, pour le sérieux de l'équipe. Chaque fois que l'occasion se présentait, il affirmait sa certitude qu'il avait fait le bon choix.

Pourtant, les propositions ne manquaient pas de changer de constructeur et de tenter sa chance ailleurs. Peut-être a-t-il été tenté fortement même, mais, après réflexion, c'est jusqu'à présent la fidélité qui a prévalu. Depuis plusieurs mois, il avait entrepris la mise au point de la nouvelle Tyrrell, redévenue classique après l'abandon de la voiture à six roues, prometteuse, mais dont le développement avait été un échec. Différente dans sa conception des autres Tyrrell, d'aspect moins robuste, la 008, avec laquelle il a gagné, dimanche 7 mai, à Monaco, n'est toujours pas considérée comme une réussite complète malgré sa légèreté et sa maniabilité. Le mini-ordinateur dont elle est équipée, aussi intéressant qu'il soit par sa capacité à transmettre instantanément le plus grand nombre d'informations pour la mise au point, ne semble pas devoir être la panacée. Au volant de sa 008, Depailler ne donne toujours l'impression d'être obligé de faire beaucoup d'acrobaties et il est sûr que la tenue de route de sa voiture n'est pas à côté en exemple.

Le mérite du vainqueur de Monaco, désormais, est prime, leader du championnat du monde, est d'autant plus grand d'être resté dans la roue de Watson, en guctant à M. B. A. (1). Le contenu Niki Lauda. Et pour une fois la chance était au rendez-vous ce 7 mai. Sans l'embouteillage du départ qui a pénalisé Reutemann et Scheckter, et sans pneus — paraissent bien imbattable.

FRANÇOIS JANIN.

RUGBY CHAMPIONNAT DE FRANCE

Béziers au zénith

Lyon. — Si le rugby n'intéresse pas les Lyonnais, pourquoi s'insiste-t-on à leur offrir, au détriment de villes où l'on aime ce jeu, le spectacle d'un quart de finale qui est aussi la revanche de la dernière finale du championnat de France ? Que c'est triste, un stade vide d'amateurs, agité au peuplé de la seule passion des « supporters » venus de loin et réduit à un demi-silence, extasié chez les uns, supéflât

De notre envoyé spécial

extralitt : il m'a fallu revoir des extraits du match à la télévision le soir pour y croire vraiment. Admirable cohésion de ce groupe, assez bien tissé, tricoté, pour s'entraîner et laisser filtrer le nez pointu de son menu crêpe de miel.

Une force romaine

Souveraine : voilà bien le seul qualificatif que l'on trouve pour cette équipe dont Raoul Barrière ditait ensuite, dans les vestiaires, qu'elle est « vieillissante ». Paul Valéry observait à propos des Lettres persanes qu'une société ne s'exprime jamais mieux qu'au moment où elle entre en décadence. A l'approche de son crépuscule, le XV de Richard, champion de France jette ses plus beaux feux. Et ceux même d'encre nous qui précisons avec une noblesse exaltation le rugby romanesque de l'école des Boniface na peuvent se défendre d'acquiescer cette force romaine et cet approfondissement d'un style tout tendu vers l'efficacité, le rendement, la productivité, au point d'en devenir beau.

France. Rien ne dit qu'Astres, Cantoul, Vaquerin et leurs camarades joueront les deux mi-temps de leur demi-finale à Bordeaux et éventuellement la finale à Paris avec le même bonheur, la même jubillante maîtrise. S'ils y parviennent, ce peuvent donc espérer Toulousains, Montferriais, Valentinois, les autres qualifiés pour la phase finale, sinon jouer aussi ornemental qu'ot lenté de le faire, sous la lugubre pluie lyonnaise, les Catoisans foudroyés ?

JEAN LACOUTURE.

LES RESULTATS

Table with multiple columns listing results for various sports: Athlétisme, Automobilisme, Cyclisme, Escrime, Handball, Hippienne, Jeu à treize, Judo, Motocyclisme, Tennis de table. Includes names of athletes and their respective achievements.

De notre envoyé spécial

Devis le temps, qui parut parfois long, où nous voyons jouer et gagner cette équipe-champion, formée -voilà sept ans à Béziers, par Raoul Barrière, comme un commando de marines pour la reconquête de Corrégor, jamais peut-être sinon contre l'excellent XV gallois de Neath en 1972, pour l'inauguration du nouveau Parc des Sports, au temps où Alain Peco jouait demi d'ouverture, nous n'avions vu afficher une maîtrise aussi totale. Pendant la première mi-temps de ce quart de finale de Lyon, on vit fonctionner dans sa plénitude un mécanisme imitoyable.

Ces quinze galliards soudés comme les tôles d'un croiseur de bataille et déroulant sans trêve vers le but adverse les lames d'une marée montante. Fousés d'un rythme effréné que l'avez passé la cotisse Georgien Dzeblilo Nijaradze, mais il a terminé épuisé l'assaut suivant face au Tchèque Novak. De surcroît, Rougé est

Le Monde Services des Abonnements... Annonce for the magazine 'Le Monde' with subscription details and contact information.

Alt 18 Internationale... Advertisement for Alt 18 Internationale, featuring a stylized logo and text.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Etudes Marketing

BIENS D'EQUIPEMENT INDUSTRIALISES - STRASBOURG

De par notre industrialisation exemplaire, notre recherche marketing permanente, nous occupons la position de leader sur le marché européen de la cuisine amovible.

Notre Directeur des Etudes de marché recherche son successeur.

Vous effectuerez les études de marché permettant de déterminer les objectifs et stratégies de pénétration et d'expansion. Vous ferez vivre l'information interne pour assurer l'atteinte des objectifs ou la prise de mesures correctives.

Vous assurerez les contacts avec les organismes professionnels, organisez les moyens promotionnels et publicitaires et gérez vos budgets.

Pour prendre cette fonction pleinement, vous assisterez son titulaire actuel durant deux ans.

Vous avez la trentaine et une formation commerciale supérieure. Votre expérience de plusieurs années se situe si possible dans une activité marketing dans les biens d'équipement.

Pour mener à bien votre tâche au niveau européen, il est indispensable que vous soyez trilingue (anglais-allemand).

Si vous pouvez répondre à notre annonce et si vous souhaitez en savoir davantage, faites parvenir rapidement votre C.V. détaillé sous réf. N° 2668 à notre conseil qui vous assure une totale discrétion.

40, rue du Thivol 67000 STRASBOURG

IMPT SOCIÉTÉ FILIALE MULTINATIONALE
recrute pour son expansion

CHEFS DE MAGASIN BRICOLAGE

POUR NOUVELLES SURFACES 1.000/3.000 m²

Vous souhaitez avoir votre avenir devant vous ?

NOUS VOUS OFFRONS :

- Une formation de 90 jours suivie d'un perfectionnement continu.
- Une intégration dans une équipe dynamique.
- Une rémunération motivante.
- Des perspectives d'évolution de carrière à la mesure de vos résultats.

VOUS NOUS APORTEZ :

- Une formation niveau baccalauréat Ecole Commerce très souhaitable.
- Un sens commercial réel.
- Des qualités de meneur d'hommes.
- De la méthode.
- Le sens de la responsabilité.
- Une grande capacité de travail.

Adr. lettre manusc. C.V. et photo à M. J.-M. LELANG 14, La Grand-Terre - Garons - 30800 SAINT-JULIEN

managing

INSTITUT LAUE-LANGEVIN
GRENOBLE
ORGANISME DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Franco-Allemand-Britannique

INGENIEUR D'EXPLOITATION POUR SERVICE REACTEUR

Etudes de modification du réacteur (problèmes de vieillissement, modes de fonctionnement). Préparation de dossiers techniques, d'analyse de sûreté.

Postulant : — Diplôme d'ingénieur-mécanicien et si possible quelques années d'expérience dans la construction ou l'exploitation de réacteurs nucléaires, d'installations industrielles ou de recherche.

Langue Anglaise et Allemande souhaitable

Adresseur C.V. manuscrit au Chef du Personnel INSTITUT LAUE-LANGEVIN 15 X Centre de Tr. 3804 GRENOBLE CEDEX

BSN-Emballage propose d'intégrer à son équipe marketing un jeune

INGENIEUR INDUSTRIES ALIMENTAIRES ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Il se forme aux différents aspects du marketing des emballages verre destinés à l'alimentaire : études de marchés, gestion des produits, planification, contacts avec les organismes professionnels...

Sa formation technique lui permettra de jouer auprès de la clientèle un rôle de conseil et d'assistance pour l'utilisation de ces emballages sur de nouveaux marchés.

Ce poste intéresse un jeune diplômé (Industries Alimentaires, Agro...) ayant acquis une formation complémentaire type ISA, CESMA, IAE... et parlant l'Anglais.

Une première expérience de la vente serait appréciée.

Lieu de poste : Lyon. Fréquents déplacements.

Adresseur votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. P.O. à Patrick Dubert-BSN-Gervais Danone - 7, c. de Téhéran, 75008 Paris.

Société multinationale recherche pour son

Usine du SUD-OUEST (450 personnes)

Le Chef du Service Achats

Il est demandé un Diplôme d'Ingénieur Grande Ecole (CENTRALE, A.M., E.N.S.I. ...) et une expérience minimum de 2 ans dans l'industrie.

De grandes possibilités de carrière sont envisageables dans notre Groupe.

Adresseur C.V., photo et prétentions sous N° 61.778 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

Société métallurgique fortement implantée en France et à l'étranger (4 à 1000 personnes, 150 km Paris Est) recherche pour sa Direction de Production

ingénieur méthodes

La poste : en collaboration avec le Directeur de Production :

- conceit un plan d'ensemble des implantations industrielles (processus et circuits) et propose aménagement postes en atelier.
- analyse et exploite données de gestion (coûts, prix, de revient, rentabilité...).
- à terme, organise et contrôle les activités du personnel qui lui sera rattaché.

L'Homme : Ingénieur Méthodes de formation supérieure, très expérimenté dans cette fonction dans un secteur métallurgique (lâtérie, chaudronnerie) dont le savoir faire intègre l'évolution des modes d'organisations industrielles et les démarches correspondantes.

Age minimum 35 ans.

Présenter dossier de candidature (rémunération incluse) sous réf. IMM 4

CORBIN S.A. CONSEILS EN ORGANISATION 57, rue du Temple, 75004 Paris. Totale discrétion assurée.

RESPONSABLE DE PRODUCTION

La Société (1150 p., 300 M de C.A.) fabrique et commercialise pour l'équipement de la cuisine, des cuisinières, fours, hotas et plaques.

Elle occupe une part importante du marché français dans ce domaine.

Elle recrute un responsable de Production pour l'établissement du siège. Sous les ordres du Directeur Technique, il assurera la responsabilité de la réalisation de tous les produits de l'établissement.

Le poste convient à un ingénieur AM, ECAM, ICAM, I.P.Z. de plus de 25 ans, possédant une expérience d'at-telier dans la transformation des métaux.

Anglais nécessaire.

Rémunération 110 000 F. + Lieu de travail : Est de la France.

25 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera notre formulaire de dossier de candidature sur demande. Référence 801 M.

COGEMA
(Compagnie Générale des Matières Nucleaires)
Usine de LA HAGUE (près de Cherbourg)

Dans le cadre de l'extension des installations sur notre site, nous créons de nombreux emplois et proposons aux candidats que nous embauchons des possibilités d'évolution très intéressantes.

Dans l'immédiat, nous proposons 2 postes d'ingénieurs.

ingénieur T.P. bâtiments industriels

rattaché à la cellule Utilité - Travaux, il aura la responsabilité du lancement et de suivi des études, ainsi que du contrôle des travaux de gros œuvre et corps d'état secondaires. (Réf. 10.44-M)

ingénieur chimiste

Il dirigera une certaine d'agents spécialisés dans la décontamination, les transports et la maintenance.

Une formation complémentaire facilitera l'adaptation aux spécificités de la fonction. (Réf. 10.45-M)

Ecrivez en précisant la référence, aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui vous avons confié le soin d'examiner les candidatures.

EUREQUIP
DEPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 VAUCRESSON

CONTROLLER

Région Nancy
Constructions Mécaniques 150.000 F.

Notre client, une société multinationale spécialisée dans la construction mécanique recherche pour sa plus importante usine en France (C.A. 300 millions de Francs) un Contrôleur Financier qui rendra compte au Directeur d'Usine. Agé au minimum de 32 ans, le candidat idéal de formation supérieure, aura une expérience financière et comptable confirmée, acquise en milieu industriel et dans une société anglo-saxonne. Dans cette fonction, il supervisera les services comptables, Budget et Informatique soit environ 25 personnes. La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée. Les perspectives de développement de carrière dans cette société, une des leaders sur son marché, sont particulièrement intéressantes pour un homme ambitieux, compétent et capable de communiquer à tous les niveaux de Direction. Ecrire à Michel SOYER 6 avenue Marceau Paris 8ème sous la référence M851. La plus grande discrétion dans l'examen de votre candidature vous est garantie.

Nous recherchons

CHEF DU SERVICE TITRES - BOURSE

Le poste à pourvoir (ville importante d'Alsace) exige la prise de responsabilités dans le plan commercial qu'administratif à la tête d'un service Titres-Bourse Important.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et indication des prétentions sous No 62.319 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ETS HOSPITALIER
Privé LYON (200 lits)
recherche

TRESORIER

Poste de cadre supérieur, chargé du budget, de la comptabilité et du fonctionnement financier de l'établissement en général.

Connaissances complètes des procédures financières. Très sérieuses réf. en matière de gestion hospitalière exigées. Bonne connaissance des problèmes informatiques et de leur application à l'hospital. Ce poste qui comporte un logement de fonction est à pourvoir au plus tard le 1^{er} septembre 1978.

Adresseur votre C.V. manuscrit avec photo avant le 25 mai 1978.

ECR. n° 751.95, 8, rue de Valenciennes, 75013 Paris.

Recherche directeur établissement, sociologue, 20 ans environ. Expérience : animation, gestion. C.V. et photographies à B.P. 133, Argentin 4200.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE GROS OUTILLAGE, 750 personnes, Centre France, recherche pour son Bureau d'Etudes

INGENIEUR PRODUIT

Formation AM, ICAM, ECAM, 27 ans minimum, expérience obligatoire atelier ou chantier plus 2 à 5 ans de Bureau d'Etudes. Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable études, développement et vie de nouveaux produits. Anglais souhaitable, allemand apprécié.

Rémunération non inférieure à 70.000 F.

Ecrire Service B PSYCHOLOGIE APPLIQUEE JUSTET 2, Rue des Bardonnelles 75017 PARIS

P.A. JUSTET membre d'International recruiting group

BANQUE HERVET recrute pour sa future succursale de LYON un

EXPLOITANT CONFIRMÉ DE CLIENTÈLE PRIVÉE

C'est un homme de terrain qui a le goût des contacts et :

- une expérience minimum de 4 à 5 ans,
- un niveau d'études supérieures,
- une connaissance approfondie des marchés financiers, de la gestion de patrimoine et du marché lyonnais.

Adresseur c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

BANQUE HERVET Direction du Personnel 127, avenue Charles de Gaulle, 92201 Neuilly-sur-Seine.

TRÈS IMPT GROUPE INDUSTRIEL
Branche Électronique professionnelle
recherche pour CENTRE PRODUCTION
Grande ville de la MANCHE

INGENIEUR MÉCANICIEN

Responsabilités techniques et humaines. Secteur de 200 personnes.

Expériences industrielles 3 à 4 ans appréciées en usinage méthodes et ordonnancement (petites et moyennes séries).

Langue anglaise souhaitée.

DISCRETION TOTALE ASSURÉE

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous le n° 62.213 à : CONTESSÉ Publ. 30, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui lr.

SCHNEIDER LADEN

VOUS ETES : ■■■■■■

jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou économique

VOUS SAVEZ : qu'une première expérience de la vente et de l'assistance clientèle sera un tremplin pour le développement de votre carrière commerciale.

NOUS PENSONS : que l'expansion continue du marché de l'électronique, la notoriété et la qualité de nos produits, vous permettront de valoriser rapidement vos diplômes et vos connaissances.

NOUS VOULONS : vous confier dans un 1^{er} temps la responsabilité d'animer et de développer notre réseau clientèle sur un secteur géographique déterminé.

NOUS VOUS PROPOSONS : de vous joindre à notre équipe de BORDEAUX. Salaire annuel de départ : 52/59.000 F.

Adresseur votre C.V. détaillé à notre Département du Personnel, 12, rue Louis Bertrand 94300 IVRY S/SEINE.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche pour ses

chantiers complétion TECHNICIENS

Ayant solide expérience forages ou opérations spéciales (Chef de Poste depuis 5 ans minimum ou Chef de Chantier sur appareil lourd ou appareil servant).

Expériences off-shore indispensables. Bonne connaissance de la langue anglaise.

Cherchez en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. 61.421 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement 21 bis, avenue des Lias Bâtiment Mestrestat - 64000 PAU.

QUELLE S.A.
SOCIÉTÉ DE VENTES PAR CORRESPONDANCE
recherche pour renforcer ses services publicitaires

UNE RÉDACTRICE OU RÉDACTEUR

Sa mission : — Rédaction de message en marketing direct de jeux, concours, etc. ; — Élaboration de lettres publicitaires ; — Promotion d'articles.

Ce poste requiert une expérience en rédaction publicitaire, un esprit d'initiative, une parfaite maîtrise de la langue française. Niveau d'études supérieures et dictéotypie.

Envoyer C.V. et prétentions au serv. du personnel QUELLE, 125, rue de Montparnasse-Sarrazin, 4400 FLEURY-LES-AUBRAIS.

SOCIÉTÉ D'ETUDES
recherche pour région MEDITERRANÉENNE

INGENIEUR

Pour étude et réalisation de documents de synthèse complexes.

Expérience industrielle nécessaire.

Posta réclament initiative personnelle avec de nombreux contacts.

Envoyer C.V. et prétentions à M. P. L. G. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

ETABLISSEMENT PUBLIC
situé à 100 km Paris
recherche son

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF

(réf. 2681)

Agé de 28 ans minimum, de formation Sciences P^o, droit ou Sciences Eco. Sous l'autorité du Secrétaire général, il sera responsable de la gestion générale, du service des études et de la documentation. Une expérience de 2 à 3 ans au moins est nécessaire.

UN ASSISTANT EN GESTION INDUSTRIELLE

(réf. 2682)

Agé de 28 ans minimum, de formation ESC, Sciences Eco ou IAE ; il aura pour mission le conseil en gestion aux P.M.I., l'aide aux créateurs d'entreprises et la suivi des problèmes de sous-traitance industrielle. Une expérience de 2 à 3 ans est nécessaire.

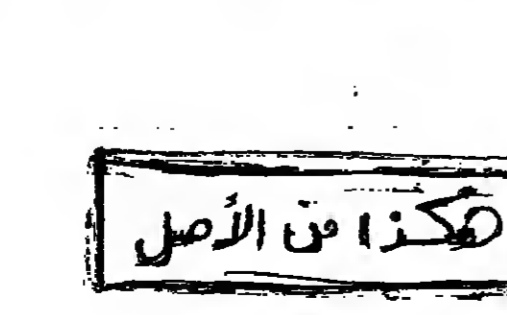
UN ATTACHE EXPORT

(réf. 2683)

ESC âgé de 28 ans min., il sera l'adjoint du Chef de Service ; il aura pour mission de fournir aide et conseils aux entreprises pour leur permettre de développer leurs ventes à l'étranger. Bonne maîtrise de l'anglais + allemand ou espagnol.

Adr. lettre manusc. CV, photo (ret.) et prêt. au

CABINET OPPERT Conseil en Recrutement
B.P. 4, 69 Bd Mal Joffre 92340 Bourgas-Beau



offres d'emploi

INGENIEUR LOGICIEL

Directeur financier

Ingénieur Qualité

CEGOS

INGENIEUR 2 SU

emploi régionaux

296-15-01

offres d'emploi

CAP SOGETI LOGICIEL

Pour assurer son développement annuel à prévu de recruter en 1978 50 INGENIEURS INFORMATIENS

7 ANALYSTES PROGRAMMEURS (RAF. 819.1) 3 ans d'expérience sur mini-ordinateurs SOLAR, MITRA, POP II ou sur micro-ordinateurs

20 INGENIEURS INFORMATIENS (RAF. 819.2) Débutants G.E. ou E.N.E.I. Option Informatique et Ingénieur 2 à 4 ans d'expérience dans les secteurs Télécommunications, Énergie, Transport.

3 CHEFS DE PROJET (RAF. 819.3) 8 ans minimum d'expérience dans la réalisation de logiciel système ou d'applications informatiques industrielles temps réel.

POUR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS PROXIE BANLIEUE SUD POUR EMPLOI IMMEDIAT

UN INGENIEUR D'ETUDES (RAF. 818.4) 1 à 2 ans d'expérience dans l'utilisation ou la réalisation de moniteurs temps réel sur mini-ordinateurs, pour un poste à responsabilité logiciel.

Même si vous n'êtes pas candidat aujourd'hui ou si les postes à pourvoir dans l'immédiat ne correspondent pas à votre profil et à vos aspirations, écrivez-nous.

Envoyer C.V. photo et prétentions à : CAP SOGETI LOGICIEL, 5, rue Louis-Léjeune, 91228 MONTROUGE CEDEX. Métro : PORTES-DORLEANS.

offres d'emploi

BANQUE PRIVEE N° ARRDT EMPLOYE CLASSE 2

pour services titres. Expérience administrative et comptable de préférence. Env. C.V. à Arrdt, 24, bd Haussmann, 75009 Paris (réf. O. 641), qui transmettra.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE IMMOBILIERE Cherche COLLABORATEUR (TRICE) 25-40 ans, pour travaux de secrétaire et assistance des dirigeants. Licence en droit ou diplôme équivalent indispensable. Tél. 20.42.43, 9 h. 30 à 12 h.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE DE BIENS D'EQUIPEMENT allées à VILLIERS (78) recherche

TRADUCTEUR TECHNIQUE HOMME OU FEMME Niveau d'études supérieur au BAC et/ou Ecole de traducteur.

Le candidat devra posséder : - Une parfaite connaissance de l'anglais, de l'espagnol et du français ; - Une expérience de plusieurs années dans la traduction technique et commerciale dans le milieu industriel ; - Dactylo indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 1274 à SWEERTS, 8, P. 26, 75004 PARIS CEDEX 04, qui transmettra.

Ingénieurs électroniciens P2 pour études systèmes logiques et analogiques. Ingénieurs électroniciens études circuit logiques, aspect matériel. Réf. 8192 à P. LICHAU S.A., 8, P. 22, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Marketing Export haut niveau

Ingénieur Grande Ecole, Supélec...

Filiale en pleine expansion d'un groupe international travaillant en liaison avec de grandes administrations françaises et étrangères sur des projets complexes nécessitant l'utilisation de techniques électroniques de pointe, crée un poste de responsable Marketing de haut niveau, 32 ans min.

Ses missions : - participer à la définition des objectifs, - définir les stratégies adaptées, mettre en place les moyens nécessaires à leur réalisation, - suivre personnellement l'évolution des marchés existants et potentiels, - négocier les accords de participation (joint-ventures) au niveau international (connaissances juridiques appréciées), définir les modes de financement, élaborer les contrats, - assurer les relations extérieures aux plus hauts niveaux. Il est rattaché hiérarchiquement au Directeur commercial.

Le candidat devra pouvoir justifier d'une expérience réussie dans le domaine de l'exportation de biens d'équipement. Il aura si possible, ou pourra acquérir, une connaissance des problèmes de systèmes de transports électriques sous leurs différents aspects et une connaissance même sommaire en électrotechnique et en électronique de courants forts.

Anglais indispensable, espagnol apprécié. Le niveau élevé des responsabilités, la nature des contrats, la haute technicité des systèmes, exigent les qualités suivantes : esprit de synthèse, sens développé de la coordination, excellente capacité d'expression écrite et orale, goût et disposition pour la stratégie commerciale, à moyen et long terme.

Lieu de travail Paris - déplacements très fréquents à l'étranger.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

offres d'emploi



SOCIETE DE SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE LEADER DU TELETRAIEMENT DANS LE DOMAINE SCIENTIFIQUE ET GESTION SCIENTIFIQUE EQUIPES D'ORDINATEURS CDC 7600 CYBER 171 AVEC UN RESEAU DE PLUS DE 100 TERMINAUX CONNECTES

recrute

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

FONCTION :

Commercialisation de l'ensemble des produits et services de FRANLAB INFORMATIQUE : énergie informatique, applications et études auprès de grandes entreprises dans le cadre d'un secteur d'activité déterminé.

PROFIL :

Formation scientifique supérieure. - Expérience de deux ans dans la vente de services ou de système informatique. - Goût de la négociation.

Adresser lettre de candidature avec curriculum vitae détaillé et photo à M. FORESTIER, FRANLAB INFORMATIQUE, 4, av. de Bois-Préau, 92503 Bois-Préau-Malmaison Cedex, en précisant la date de disponibilité

La Direction Informatique de la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE recherche, dans le cadre de son plan à moyen terme :

chef de projet De formation supérieure, il aura eu l'expérience réelle de la conduite des projets depuis leur conception jusqu'à leur réalisation, avec la respect possible des délais fixés. (Raf. 81.04-CP-127)

analyste fonctionnel Celui-ci prendra en compte des projets importants. Bon concepteur, il aura suivi de près la conception jusqu'à leur réalisation, avec la respect possible des délais fixés. (Raf. 81.05-CP-138)

Dans les 2 cas, il est demandé des connaissances informatiques solides (niveau IBM - Ciel) avec une expérience bancaire. Il est offert une intégration au sein d'une Direction Informatique active et de réelles possibilités d'évolution. Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

Adresser C.V., photo et salaires actuels sous la référence correspondante à ADEQUATION 94 av. de Versailles 75016 Paris.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT des applications nouvelles pour le RILSAN

Chez ATO CHIMIE, filiale S.N.E.A. - TOTAL, une équipe d'ingénieurs est chargée de promouvoir de nouvelles applications pour le Rilsan dans les industries les plus diverses en France et à l'étranger.

Une modification dans la structure nécessite la recherche d'un responsable du développement des applications nouvelles.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de grande classe ayant acquis au cours de sa vie professionnelle une très bonne connaissance de nombreux secteurs industriels.

Il devra, par sa personnalité, devenir le leader naturel de son équipe. Celle-ci est composée d'ingénieurs créatifs, innovateurs, curieux. Leur chef devra donc être à leur image et posséder en plus le sens de l'organisation et la capacité à hiérarchiser leurs enthousiasmes et à limiter leur découragement lorsque les résultats ne sont pas à la hauteur de leurs espoirs.

Il s'agit d'un poste de grande responsabilité, pour lequel seule une personnalité très riche, tant sur le plan humain que sur le plan technique, pourra être retenue. Anglais indispensable.

Une notice complémentaire d'information peut être demandée sous référence M 5103 AS.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

BANQUE PRIVEE

affiliée à un groupe bancaire international recherche

jeune cadre de préférence actuair

pour : - gestion d'obligations sur marché français et étranger, - développement de l'aspect obligatoire des services offerts aux investisseurs institutionnels.

Envoyer C.V., photo et salaire annuel désiré sous référence 5523 à :

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

RECHERCHE / CONSEIL / CADRES 6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

Une affaire de mécanique de précision rattachée à un groupe industriel et financier recherche son directeur

Age de 35 ans minimum, de formation technique, connaissant bien le bureau d'études, il devra être aussi bon commerçant ou excellent technicien. Sa tâche essentielle sera le développement de la clientèle et pourra s'appuyer sur un bon chef d'atelier pour la production et les appels d'offres. Il disposera aussi des services fonctionnels du groupe pour l'administration générale. Localisation : Banlieue Est. La rémunération sera intéressante, fonction de l'expérience du candidat. Envoyer C.V. - photo - prétentions sous référence 562-M - 25, rue du Renard - 75004 Paris

Logique et automatisme

DOSAPRO MILTON ROY, spécialiste mondial du dosage des liquides et des produits pulvérulents, nos matériels sont utilisés dans les secteurs industriels les plus variés.

Notre Direction Commerciale développe la réalisation de systèmes intégrant nos matériels et remplissant une fonction complète, sans négliger le quotidien.

Ingénieur électromécanicien avec quelques années d'expérience, vous avez déjà eu à définir des schémas logiques d'installations et vous y êtes réussi; vous êtes compétent en instrumentation et en automatismes; vous parlez anglais.

Alors, vous pouvez être l'homme système dont nous avons besoin pour poursuivre notre développement; qui concevra, négociera et suivra la réalisation. Le cabinet de recrutement SIRCA nous présentera votre candidature; écrivez sous référence 782.107. M. en précisant vos prétentions et votre délai de disponibilité.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Adresser lettre man. C.V. détaillée, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73444 M à Mme CLERE, S&S-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES THE BOOTS COMPANY LIMITED

Filiale du Groupe International recherche pour sa DIRECTION TECHNIQUE

UN CHEF DU SERVICE PRODUCTION

Il devra obligatoirement : - être PHARMACIEN option Industrie, avoir :

سكنا من الامم

offres d'emploi

Jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur commercial

- Vous avez déjà fait des stages.
- et vous désirez mettre rapidement en pratique vos connaissances dans une activité commerciale.

Burroughs

DEUXIEME CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE recrute des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour ses 12 Agences de PARIS et ses 30 Agences de PROVINCE

- Nous vous proposons des postes qui vous permettront d'acquies une solide expérience ou terrain.
- Vous devrez :
 - Remettre en conseil les chefs d'entreprises dans leurs problèmes d'organisation et de gestion ;
 - Commercialiser et mettre en place les équipements adaptés à leurs besoins.
- Nous vous assurerons une formation complémentaire de votre entrée dans la Société et vous au long de votre carrière ;
- Nous vous proposerons d'importantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Cette proposition répond à votre ambition, envoyez lettre, curriculum vitae, photo, à la Direction du Personnel, BURROUGHS S.A., 230-242, av. L.-Coty, 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL

Dans le cadre de notre Division Organisation et Systèmes, notre nouveau : **CENTRE EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT de LOGICIELS** recherche :

jeunes ingénieurs grandes écoles

1 à 2 ans d'informatique, excellente connaissance Assembleur I.B.M./370 ; expérience V.S. et I.M.S. ou C.I.C.S. très appréciée.

Ils participeront, en équipe, à la conception et à la réalisation de nouveaux produits, ainsi qu'à leur installation en clientèle.

- Pratique courante de l'anglais parlé indispensable (formation permanente assurée aux États-Unis).
- Promotion rapide pour les candidats ayant démontré leur aptitude à prendre des responsabilités.

Adressez C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 2004 à : **INTER P.A.**, 19, rue Saint-Marc, 75002 Paris. Il sera répondu à toutes les candidatures.

FERODO

N° 3 européen de l'équipement automobile C.A. 42 milliards effectif 25.000 personnes recherche pour sa Division FERODO Centre d'Etudes de (Saint-Omer 59)

INGÉNIEUR CHIMISTE DÉBUTANT

diplômé Grande Ecole (N.S.C.P., ENSICP avec orientation chimie organique). Formation complémentaire EAHP5 Strasbourg ou IPC souhailée.

Au sein du département des Etudes, il sera chargé de la recherche et de la mise au point de nouvelles structures de friction. Ces responsabilités s'étendent à l'industrialisation du produit en liaison avec les ingénieurs de production.

En fonction de ses goûts et de ses aptitudes, il pourra éventuellement évoluer au sein du groupe. Anglais parlé souhaité.

Adressez C.V., préférences et photo au REP. 2234 FERODO, Service Recrutement I et C, 2, rue Bayen, 72017 PARIS

SOCIETE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

- CONCEPTEURS
- ANALYSTES
- PROGRAMMEURS (Cobol, PLI, Assembleur)

Les candidats retenus auront des Informations de gestion expérimentées et ils seront intégrés dans des équipes existantes.

Le travail proposé consiste en des missions en clientèle principalement situées à PARIS et dans la Région Parisienne. Essentiellement varié, il permet la mise en oeuvre des compétences et favorise l'élargissement du champ d'expérience.

Notre Société offre de réelles possibilités de promotion aux éléments de valeur ayant le goût du travail bien fait et le sens des responsabilités.

Adressez C.V. avec photo en précisant préférences et date de disponibilité éventuelle à

STI 52, rue de Fg Saint-Honoré 75008 Paris.

SOCIETE DE CONSEILS EN INFORMATIQUE

comptant parmi les plus anciennes sur le marché français en constante amélioration de ses résultats, recherche

CADRE de haut niveau

pour suivre importante équipe de techniciens intervenant sur de nombreux chantiers en clientèle et avoir également des actions avant venue en liaison avec le département commercial.

La rémunération importante sera fonction des compétences.

Cette proposition s'adresse à un cadre expérimenté, ayant une expérience minimum de 10 ans de suivi de chantiers en clientèle comprenant aussi bien la conduite des hommes que la conduite des projets.

Des connaissances multi-matériels et multi-problèmes sont également indispensables.

Le poste s'adresse aussi bien aux diplômés qu'aux autodidactes l'essentiel étant de posséder le profil demandé.

Il ne sera répondu qu'aux seuls candidats présentant les compétences requises.

Adressez C.V. détaillé avec photo sous double enveloppe (en indiquant à l'intérieur la référence 61760 et le nom des Sociétés que vous ne souhaitez pas contacter) à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CHEF DE PRODUITS

PARIS Bénéficiaire 150.000 F

Notre client, une société internationale spécialisée dans la fabrication et la distribution de biens d'équipement, recherche un Chef de Produits de talent afin de lui confier la direction d'une division commercialisant la principale gamme de produits fabriqués par l'entreprise.

Outre l'animation d'un réseau commercial, le développement, la recherche et la rationalisation technique des produits, le contact personnel avec les grands clients (ingénierie, pétroliers, etc.) seront placés sous la responsabilité de cette personne. Le candidat recherché (30 ans minimum) diplômé soit d'une grande école d'ingénieurs soit d'une grande école de gestion, doit pouvoir justifier d'une expérience réussie dans des industries de biens d'équipement ou le génie climatique. Par ailleurs, il doit posséder une aptitude et un goût certain pour les négociations commerciales aux niveaux les plus élevés. Envoyer curriculum vitae et préférences à Michel Seyer, 6, avenue Marceau, Paris 8e sous le réf. M852. La plus grande discrétion vous est garantie.

TEKELC-AIRTRONIC

Société Française d'Electronique 600 personnes - 200 millions de C.A.

recherche pour sa Division Commerciale Instrumentation

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

responsables, sur des secteurs en région parisienne, de la vente de matériels de mesure électronique à une clientèle professionnelle.

L'un de ces postes (Réf. 3294) concerne l'instrumentation générale et peut concerner à un jeune diplômé d'une école d'electronique.

L'autre (Réf. 3295), plus particulièrement axé sur les systèmes de tests, nécessite une expérience d'une ou deux années dans ce domaine particulier.

La connaissance de l'anglais est dans les deux cas nécessaire.

Voiture fournie - Avantages sociaux - 13^e mois.

Envoyer C.V. en précisant la référence du poste souhaité à **TEKELC-AIRTRONIC** - B.P. n° 2, 92310 SEVRES.

affiliée à un groupe international recherche

chargé d'études

pour SERVICE CREDITS AUX ENTREPRISES

Le candidat possèdera :

- un diplôme d'Etudes Supérieures,
- une expérience bancaire d'un à deux ans,
- un esprit rigoureux et pratique,
- le sens du risque.

Perspectives intéressantes pour candidat dynamique et de valeur.

Envoyer C.V. manuscrit + photo et salaire annuel, sous référence 5569 à :

OFI Organisation et Publicité 2, rue de Valenciennes 75001 PARIS

Dans le cadre de son expansion,

le Laboratoire Choay recherche un

médecin

pour renforcer son service d'Information Médicale

Il lui sera confié des actions de formation, d'animation et d'études.

Le candidat, titulaire du diplôme de Docteur en Médecine, aura de préférence un titre hospitalier.

Une expérience acquise dans l'industrie pharmaceutique serait appréciée.

L'anglais est indispensable ; la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Le poste basé à PARIS comporte des déplacements en France et à l'étranger.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1503 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Une grande Société Industrielle cherche pour ses centres de PARIS et des régions de ROUEN, DIJON et VALENCIENNES, plusieurs

ANALYSTES-PROGRAMMEURS débutants ou confirmés

de formation I.U.T. ou équivalent.

Ils travailleront sur des terminaux lourds reliés au puissant ordinateur central de la Société, développeront des applications de gestion en temps réel et assureront de nombreux contacts avec les utilisateurs.

Ecrivez sous référence 2203 M à Hélène REFFIEGER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SISERTI SELECTION 49 av. de l'Opéra 75002 Paris

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE AMERICAIN

A DIMENSION MULTINATIONALE recrute pour son

LABORATOIRE DE DEVELOPPEMENT situé dans la banlieue Nord-Ouest de Paris

CHIM(E) ANALYSTE (niveau licence ou maîtrise de chimie)

donné d'un esprit pratique, familier des techniques analytiques et de l'instrumentation modernes.

Anglais lu et écrit.

Envoyer C.V. photo et rémunération actuelle ou souhaitée à HAYAS CONTACT 156, bd Haussmann - 75008 Paris sous référence 13263M qui transmettra.

THE CHASE MANHATTAN BANK recherche

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

Après une période de formation théorique et pratique de 18 mois dans le Département de Crédit à Paris et à Londres, les titulaires aborderont une carrière internationale dans des postes de haute responsabilité essentiellement orientés, au départ, vers la négociation et la gestion de prêts accordés aux sociétés multinationales.

Les candidats intéressés - débutants ou ayant une première expérience - doivent absolument :

- être diplômés d'une Grande Ecole de Gestion ou d'Ingénieurs,
- avoir le sens de la négociation commerciale,
- avoir une ouverture internationale,
- être parfaitement bilingues Anglais-Français, l'Anglais étant la langue de travail,
- une formation complémentaire de type MBA serait appréciée.

Prêtez d'envoyer c.v. détaillé et présentations à Joachim Lo Cicero, Responsable du Recrutement THE CHASE MANHATTAN BANK 41, rue Cambon, 75001 PARIS.

PRENDRE EN CHARGE LA TRANSITION VERS UN LANGAGE DE HAUT NIVEAU...

IMPORTANTE BANQUE (Banlieue Est) recherche

SPECIALISTE COBOL

pour former à ce langage et assister les programmeurs d'un important expert DB/DC (OS/CICS).

De formation IUT ou Expert en Traitement de l'Information, le candidat retenu dominera son sujet et aura un goût marqué pour l'enseignement.

Ecrivez à notre Conseil sous référence 309 M - Jean PORRACCHIA

CONSEILS INFORMATIQUES conseil en recrutement 147, rue Saint-Honoré 75001 Paris

GRUPE EUROPEEN C.A. 1975 : 2,2 milliards recherche

RESPONSABLE DE SON SECTEUR RELATIONS PUBLIQUES HAUT NIVEAU

Travail réparti entre le siège social à PARIS et le siège administratif en province (2 h. PARIS)

Ce poste coexisterait parallèlement à : **HAUT FONCTIONNAIRE CIVIL OU MILITAIRE EN DISPONIBILITE.**

PERSONNALITE DE PREMIER PLAN DE L'INDUSTRIE (N.S.C.P. ou I.N.S.E.R.M.)

JEUNE CADRE BRILLANT (ENA ou 3^e) désireux par cette première fonction accéder à un poste de direction dans le groupe.

Rémunération prévue : 170 000 à 220 000 F/an. Entrez n° 7118 à Le Monde à Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9^e.

PHILIPS recherche

UN INGENIEUR ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

pour assister sur le plan technique le chef de produits "auto-radio" un jeune ingénieur ayant le goût des contacts humains.

Anglais indispensable.

Poste à PARIS comportant quelques déplacements.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations s/réf. 450 au Département du Personnel, 50, av. Montaigne - 75008 PARIS.

IMPORANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE recherche son

RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES

2 ans d'expérience dans une fonction analogue.

Le salaire annuel ne sera pas inférieur à 100.000 F.

Adressez C.V. à Monsieur THORET, S.G.P. B.P. No 88 - 75840 PARIS CEDEX 17.

Filiale d'un très important Groupe Bancaire Paris recherche

CADRE SUPERIEUR 35 ANS MINIMUM

- Diplômé de l'Enseignement supérieur ou Grande Ecole (économie, gestion d'entreprises, organisation, comptabilité).
- Expérience professionnelle réussie d'une dizaine d'années.
- Pour diriger et animer une équipe d'études et de gestion de haut niveau dans différents secteurs d'investissement (immobilier, industriel...).
- Un esprit créatif sera apprécié.
- Anglais souhaité.

Adressez C.V. et présentations sous réf. M 34611 B

IEU 17, rue du Docteur Lepel 94300 VINCENNES qui transmettra

Une P.M.E. localisée à EVRY (91) et affiliée à un important groupe industriel, recherche son

chef des services comptables

Agé de 35 ans minimum, de formation DECS ou équivalent, ayant l'expérience de la comptabilité intracostée d'une P.M.E., si possible dans le secteur du bâtiment ou des travaux publics, il aura, sous l'autorité du directeur Général Adjoint, la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité générale et analytique dans le cadre des procédures du Groupe (comptes d'exploitation mensuels, bilan, tableau de bord...).

De plus, il sera chargé du Service Informatique et du Service paie.

La rémunération sera intéressante fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + rémunération actuelle sous réf. 564/M 25, rue du Renard - 75004 Paris.

PROSSEL International CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

franlab informatique

SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

RECHERCHE

JEUNE

EUR COMMERCIAL

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

QUE PRIVEE

à un groupe bancaire internationale recherche

ne cadre

de préférence

actuaire

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

FOIRES PHARMACEUTIQUES

à la Gère, M. FORESTIER

OGTS COMPANY LIMITED

recherche

DIRECTION TECHNIQUE

HEF DU SERVICE PRODUCTION

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

AUDIT

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

NES DIPLOMES GRANDES ECOLES COMMERCIALES

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

ISATEUR BANCAIRE

de formation supérieure, - Expérience dans la vente de matériels informatiques, applications, - Capacité de travail et de disponibilité

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MACHINES-OUTILS
région parisienne Nord

recherche

CADRE
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assister direction promotion à l'exportation

- ayant 3 ans min. d'expérience industrielle;
- appréciant les voyages et les contacts à tous niveaux;
- anglais parlé et écrit indispensable;
- disponible rapidement.

Ecrire avec C.V., photo et présent. sous n° 61.478. CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75009 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

Société distribution de GEOS ENGINES T.P., filiale d'un imp. groupe européen propose au poste de

CADRE SUPERIEUR DE GESTION COMMERCIALE ET FINANCIERE

H.E.C. - ESSEC - ESCP.

on similaire, parlant anglais, ayant plusieurs années d'expérience des responsabilités en négociation commerciale sur le terrain, connaissant l'analyse financière et le financement des biens d'équipement.

Il aura à assister le D.-G. en matière de gestion, en liaison avec la maison mère. Il sera responsable de l'administration des ventes, du lancement des commandes, des recouvrements. Il appliquera le réseau commercial pour le montage des opérations de financement. Il supervisera les services comptables ainsi que les approvisionnements, stocks, etc.

Le salaire sera fonction des compétences acquises. Il pourra atteindre 140.000 francs pour un cadre confirmé.

Envoyer curriculum vitae sous la référence 4.732 à :

SFP Société Française de PSYCHOTECHNIQUE 21, rue Villeneuve - 93009 PARIS.

offres d'emploi

BANQUE PRIVEE PARIS

Le Secrétaire Général d'un important établissement recherche, pour le secourir, un

CADRE administratif

pouvant assurer d'une part le suivi des dossiers d'engagements de la banque, d'autre part avec l'assistance d'avocats-conseils, la responsabilité du secteur juridique.

Le candidat retenu, aura complété sa formation juridique par une expérience des opérations bancaires de 7 à 10 ans.

Une connaissance approfondie de la langue anglaise est nécessaire.

Les dossiers seront examinés avec la discrétion d'usage.

Adressez lettre et C.V. sous référence 4818/MI. A.M.P. 40 rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

offres d'emploi

ALLIANZ ASSURANCES

recrute pour siège PARIS

CADRE
pour la FONCTION PERSONNEL

Recrutement, information et formation

- Diplôme universitaire en psychologie appliquée.
- Première expérience dans ces domaines indispensables.
- Connaissances de la langue allemande souhaitées.

Envoyer C.V. manuscrit, présentations annuelles et photo à ALLIANZ, Service du Personnel, 15, avenue Grande-Armée, 75016 PARIS.

Usine de fabrication d'appareils électro-ménagers: froids (environ 1000 personnes) recherche son

INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES

- formation: ingénieur construction mécanique;
- mission: lancement et mise au point des produits nouveaux;
- effectif: 8 à 9 personnes;
- connaissance et expérience:
 - conception de matériel de production de grandes séries (de préférence électroménager ou automobile);
 - transformation de tôles fines (presse, machine transfert) et des matières plastiques (injection, extrusion, thermofonnage, etc.);
 - bilingue allemand indispensable.

Nous offrons:

- une situation attractive et stable;
- avantages sociaux et restaurant d'entreprise;
- facilités de logement;
- discrétion absolue.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à: PERCEVAL, référence UN 3, 16, rue d'Athènes, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE D'ENTREPRISES BATIMENT ET T.P.

recherche dans le cadre de son expansion

jeune directeur général

qui aura pour mission de gérer et d'animer les affaires françaises d'une des Sociétés du Groupe.

Ce poste de très haut niveau peut convenir à un **INGÉNIEUR GRANDE ECOLE (X, ECP, Ponts)** ayant 15 à 20 ans de carrière devant lui et expérience confirmée dans un poste de Direction opérationnelle d'une affaire de Bâtiment T.P.

Nous assurons les candidats de notre totale discrétion et leur proposons d'écrire pour prendre contact avec Madame GIACCHETTI (Référence 28 M 128) 69, rue de Montcau PARIS 8ème.

Centre de Psychologie Appliquée

offres d'emploi

INGENIEUR CONSEIL

Paris 120.000 F.

Nous sommes un Cabinet International d'Audit et de Conseil de tout premier plan. Nous recherchons un ingénieur diplômé (A et M, ENSI, etc...) avec une formation complémentaire du type IAE ou DECS. Il aura une expérience d'au moins cinq ans dans la fonction de gestion de production dans l'industrie. Il devra s'intégrer à des équipes de Conseil menant des missions d'organisation comptable et financière touchant l'ensemble de l'entreprise. Il sera ainsi confronté avec des problèmes d'ordonnement, de planning, de gestion des stocks, etc...

Il sera appelé à participer à des missions variées tant en France qu'à l'étranger. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitée. Une bonne pratique des techniques comptables françaises et anglo-saxonnes est requise. Dans le cadre de notre cabinet, le candidat retenu aura de nombreuses possibilités de formation et de carrière. Adressez CV et présentations à Michal Soyler, 6, avenue Marceau 75008 PARIS sous la référence D851.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS

recherche pour son SERVICE CONTENTIEUX

RESPONSABLE des ASSURANCES et RECOURVEMENTS

Position A.M. - assimilé Cadre

- Formation: licence et droit obligatoire.
- Expérience de 5 à 10 ans dans fonction similaire.

Envoyer CV manuscrit, références, photo et prêt. à No 61983 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75009 Paris Cedex 01 qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE
(région parisienne)

filiale d'un groupe International matériel grand public, recherche

un cadre fonction personnel

Débutant ou ayant quelques années d'expérience Formation supérieure (Sciences Humaines, Droit, Sciences Po, etc...).

Il sera chargé:

- du recrutement et des mutations du Personnel;
- de l'évaluation et du suivi du plan de formation;
- d'interventions ponctuelles dans le domaine du Droit du travail.

Larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Envoyer lettre, C.V. et présentations à No 61.585 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Réponses et discrétion assurées.

offres d'emploi

POUR SON SIÈGE A PARIS GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS

offre poste d'avenir à

CADRE DE HAUT NIVEAU
de
DIRECTION DU PERSONNEL

30 ans minimum, diplômé Grandes Ecoles ou Etudes supérieures, parlant anglais couramment.

Il prendra en charge le recrutement et la formation, jouera un rôle de conseil auprès d'établissements industriels décentralisés et mettra au point le tableau de bord de la Direction du Personnel.

Il prendra également en charge les missions les plus diverses et sera progressivement appelé à s'occuper de tous les aspects de la fonction. L'expérience au sein d'une direction du personnel de grande entreprise serait pour lui un atout appréciable.

Envoyer C.V. avec photo et présentations à N° 10184 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

offres d'emploi

sigma conseil

recherche

1 INGÉNIEUR INFORMATICIEN
2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure.
- Expérience solide IBM, P.I.L. D.I.I.
- Acceptant les déplacements.
- Disponibilité rapidement.

Adressez C.V., photo et présentations à SIGMA CONSEIL S.A., 23, rue de Naples 75008 PARIS.

offres d'emploi

VIVITAR FRANCE

Distributeur exclusif depuis un an d'accessoires photo (objectif, flash, filtres, etc.), recherche

CHEF DU DÉPARTEMENT FINANCES ET COMPTABILITÉ

Dépendant du Directeur Général, parlant anglais, le candidat sera personnellement chargé de toutes les opérations comptables de la société, des procédures administratives de la préparation des états financiers et du contrôle du système informatique.

Il devra avoir une formation de base solide et une expérience de 5 ans dans une société anglo-saxonne de préférence.

Nous lui offrons une large autonomie, une rémunération attractive et des possibilités d'évolution.

Adressez C.V. manuscrit et photo récente à W. WERNERDORFER, VIVITAR FRANCE S.A., S.I.L.C. 197, 41, r. de Villeneuve, 94563 Rungis Cedex.

offres d'emploi

USINE ALLEMANDE

Productrices de:

- TUBES et BANDES cuivre, laiton, alliages cuivreux.
- TUBES à ALIETTES, dito + acier.
- ÉVAPORATEURS, FETTES ÉCHANGEURS, SERPENTINS.
- ROBINETS, pour gaz comprimé ou extincteurs.

Recherche pour sa filiale française

UN COLLABORATEUR DE PREMIÈRE VALEUR

qui devra participer au développement des activités existantes et en promouvoir de nouvelles.

- Age souhaité minimum: 30 ans.
- Connaissances de l'allemand indispensables.
- Expérience technique appréciée.

Ecrire avec C.V., présentations sous numéro 19.307, P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy - 75008 PARIS.

offres d'emploi

GROUPE ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS PARIS 13^e

recherche

POUR SON SERVICE ÉTUDES ET STATISTIQUES COMMERCIALES

1 COLLABORATEUR-TRICE

DUT statistiques ou équivalent ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle.

Pour:

- participation à l'étude, à la mise en place et à l'exploitation d'un système de prévisions d'activités à court et moyen terme.
- suivi et analyse des résultats en fonction des objectifs définis par la Direction Commerciale au niveau d'un réseau commercial décentralisé (territoire Métropolitain).

Ecrire avec C.V. et photo sous n° 33514 S à:

leu 41, avenue du Châtelet 93009 VINCENNES qui transmettra.

offres d'emploi

CAP SOGETI SYSTEMES

recherche des

INGÉNIEURS

rapidement disponibles et pouvant justifier d'une expérience minimale d'un an dans les domaines de:

- Télétraitement - méthodes d'accès - moniteurs.
- Réseaux et commutation de messages et de paquets.
- Logiciel de base sur minis et micros.
- Terminaux financiers.

Adressez CV et présentations sous référence C100' à CAP/SOGETI-Formation, 92, bd du Montparnasse - 75014 Paris.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ÉDITION JURIDIQUE PRATIQUE DE HAUT NIVEAU TECHNIQUE

recherche

JURISTE DE DROIT SOCIAL

D.E.S. Droit privé. Une connaissance approfondie dans les domaines du Droit du travail et de la Sécurité Sociale ainsi qu'une expérience professionnelle de nombreuses années sont indispensables pour ce poste qui exige une grande aptitude aux travaux de rédaction et un esprit clair et méthodique.

Adr. lettre MANUSCRITE et C.V. très complet à EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES Direction du Personnel, 19, r. Poceat, 75015 PARIS.

offres d'emploi

IMPORTANT SOCIÉTÉ

Implantée en proche banlieue nord de Paris recherche

INGÉNIEUR POSITION II

Pour support technique de matériel médical de pointe. Anglais courant indispensable. Expérience Hardware, mini-informatique classiques et processeurs spécialisés. Connaissance PDP II souhaitée. Possibilités de déplacements de courte durée. Formation par stage U.S.A. (8 semaines) assurée.

Adressez C.V. à n° 62.417 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra PARIS 1^{er}.

offres d'emploi

Important groupe français de taille internationale, recherche pour ses services juridique et fiscal

UN JURISTE

Ayant 3 ou 4 ans d'expérience du droit des affaires acquise au sein d'une entreprise ou d'un cabinet conseil. Par ailleurs, la connaissance de la fiscalité serait vivement appréciée. Le candidat retenu devra, en outre, maîtriser la langue anglaise.

Adressez candidature, C.V. détaillé, photo (retourner) et rémunération actuelle et souhaitée n° 61.389 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}.

offres d'emploi

GROUPE INTERNATIONAL D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTION

recherche un

ACHETEUR DE PROJET

Ayant une solide expérience dans la construction de bâtiments industriels. Pour contrat six (6) mois chantier en Algérie. Anglais souhaité.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. et photo à: ACUSTIN FRANCE, Service du Personnel, BP NE 36 78140 VILLÉVELY.

offres d'emploi

NI2 Société Générale de Service et de Gestion

recherche

COMPTABLE 2 ÉCHELON

Niveau comptabilité générale jusqu'au bilan. Système informatisé.

POUR RENDEZ-VOUS
Tél. 524 52 22 Poste 295

offres d'emploi

GROUPE DE SERVICES

Leader dans son domaine recherche pour son siège social (PARIS-8^e)

CONTROLEUR DE GESTION

H.E.C., ESSEC, ou équivalent

DÉBUTANT DE PRÉFÉRENCE

Il sera intégré dans une équipe chargée, pour la société mère et ses filiales, de:

- la centralisation et du contrôle des données statistiques et comptables pour l'établissement des documents de résultats;
- l'établissement des budgets et de tous documents de prévision.

Larges perspectives d'évolution assurées grâce au développement permanent du Groupe.

Adressez C.V. détaillé et présentations à la réf. 6225 à: P. LICHAU S.A., B.P. 230, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS LEVALLOIS - FORTE D'ASNIÈRES

recherche

JEUNE CADRE COMPTABLE

Diplôme Etudes Supérieures + D.E.C.S. Poste d'avenir.

Adressez candidature et C.V. manuscrit sous n° 34.514 B à BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 93009 VINCENNES, q. 1^{er}.

offres d'emploi

MANPOWER

recherche pour PARIS 9ème

Une monitrice de formation

BTS SECRETARIAT BILINGUE EXIGE

Pour le perfectionnement, le recyclage, la formation de personnel administratif dans différents domaines: dactylo, sténos françaises et anglaises, téléx, etc...

Une solide expérience du secrétariat bilingue (steno anglaise exigée) ou d'enseignement dans ces matières est indispensable.

J.F. QUITTON Service Recrutement 88, rue La Fayette - 75009 PARIS attend lettre manuscrite, C.V., photo et présentations.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ SUD RÉGION PARISIENNE

recherche pour son service

ESSAIS AVIONIQUES

2 INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Formation Electronique (SPREI, VIOLET, etc.)

- Pour définition moyens de mesures en environnement bruité (techniques analogiques et numériques).
- Programmation de chaînes de mesures centralisées.
- Analyse sur ordinateur des résultats (connaissances FORTRAN souhaitées).

Ecrire avec C.V. n° 61.585 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

Groupe Thomson Filiale H.B.S. Service Maintenance

AGENTS TECHNIQUES

Service Technique d'Impression et Expansion

RESPONSABLE EXPLOITATION

INGÉNIEUR ANALYSTE

UN VENDEUR

CHEF DE PUBLICITE SENIOR

CHEF DE BUREAU

COMPTABLE

TECHNICIEN SUPERIEUR EN ELECTRONIQUE

ATTACHE

CHIEF DE BUREAU

CHEF DE BUREAU

سكنا لالاحل

offres d'emploi

Groupe Thomson Filiale H.B.S.
recherche pour son Service Maintenance

AGENTS TECHNIQUES

- Titulaires ou niveau Bac F.3.
- Formation F.P.A. automatismes ou électrotechnique.
- B.S.T. ou R.E.P. en électromécanique avec expérience.
- Déjà obligés militaires.

Portes ouvertes.
Rémunération et avantages sociaux intéressants.
Env. préférences C.V. et photo, à M. GILLET, C/O H.B.S. - B.P. 111 - 93200 SAINT-DENIS ou tél. : 243-10-40.

Société Gestion Technique d'Immobiliaries en expansion
recherche

DIRECTEUR RESPONSABLE EXPLOITATION

Ingenieur Grande Ecole ou Officier Marine. Expérience industrielle appréciée. Compétences : Bâtiement, climatisation, électricité, direction de personnel.
Adressez C.V. photo et présent. n° 4921 A : L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75008 Paris, q. 1r.

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE EN EXPANSION
- PARIS -
propose un poste d'

INGÉNIEUR ANALYSTE
pour encadrement de projets

Le candidat :
- formation : enseignement supérieur (pouvant être remplacé par une solide expérience) ;
- expérience de 2 à 5 ans ;
- autorité naturelle, sans du contact.

Le matériel :
- 2 IBM 3135 disques sous DOS.
Merci d'envoyer C.V. photo et prêt, sous numéro 75008 PARIS à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

QUARTIER MONCEAU SOCIÉTÉ DE GESTION
recherche

Adjoint au Chef du Service Comptabilité (H)

- Age minimum 45 ans ;
- Formation Comptable et connaissance comptabilité Informatisée indispensables ;
- Position CADRE ;
- 12 mois 1/2 + primes + avantages sociaux.

Adressez lettre manuscrite, C.V. très complet, photo et présentations sous réf. 304 à CAMPBELL, B.P. 57, 7524 PARIS CEDEX 17, réponses assurées.

SOCIÉTÉ DE FOURN INDUSTRIELS ET D'EQUIPEMENTS MECANIQUE
recherche

UN VENDEUR

chargé de développer la vente de ses équipements fréquents déplacements à prévoir.
Qualités requises : expérience séduisante et motivation. La rémunération sera en fonction de la valeur du candidat.
Adressez curriculum vitae et présentations sous référence 751.786 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE
recherche

CHEF DE PUBLICITE SENIOR

Conditions de base requises : Formation H.E.C., B.P. de CC, ESSIO. Expérience grande agence minimum 2 ans.
Pour assurer gestion budgets grands consommateurs et para-pharmaceutiques.
Perspective développement carrière assurée. Poste à pourvoir immédiatement.
Envoyer C.V. : M. LAURENT, 64, rue Fondary, 75015 PARIS.
Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ DES MAISONS MONDIALE PRATIQUE
recherche

ATTACHÉS CIAUX
25 ans min. maîtrise dispoib. EXPERIENCE SOUHAITEE. Plus + % + primes + frais. Envoyer C.V. photo à M.M. P., 90, av. Lefebvre 9200 GENTILLY.

PETITE SOCIÉTÉ DE PROMOTION
au sein d'un groupe bancaire recherche

JEUNE ATTACHÉ DE DIRECTION
aimant les responsabilités et le travail en équipe. Envoyer C.V. photo et présent. n° 4921 A : L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75008 Paris.

BANLIEUE SUD AT3 - ATP
Métallurgistes Laboratoire FREEMANN, 129, rue du Faurbourg-Passy, 75016 PARIS. Tél. : 243-53-52.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTION
MATÉRIEL EQUIPEMENT proche banlieue Nord, recherche

JEUNES INGENIEURS
Grandes Ecoles pour SERV. FABRICATION
Adr. C.V. détaillé n° 61.305, CONTESSÉ PUBLICTÉ, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1r.

CENTRE DE RECHERCHE DELALANDE
92300
recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR en BIOCHIMIE
(B.T.S. ou D.U.T. exigé)
Chargé particulièrement de neuro-biochimie (métabolisme cérébral).
Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. 40 heures en 4 jours et demi. Navette R.E.R. laboratoire.
Adressez C.V. + photo à : Direction Administrative.

AGENCE DE PUBLICITE
petite, solide, professionnelle en DÉVELOPPEMENT RAPIDE
rech. **CHEF PUB. SENIOR** ou **CHEF DE GROUPE**
Demandeurs de préférence :
- Expérience grande agence ;
- Âge de 30 ans minimum ;
- Punch, dynamique et puissance de travail.
Offres :
- Possibilité de participer (à tous les niveaux) au développement ;
- Des budgets intéressants ;
- Une bonne équipe de travail.
Envoyer lettre + C.V. à SEDIP, 39, rue d'Amsterdam, Paris-9r.

offres d'emploi

Impt société rech. pour son département menuiserie métallique aluminium

UN MÉTREUR CONFIRMÉ
peuvent établir devis à part. de dossier d'études sur bases pré-déterminés et plans d'avant-projet ainsi que rédiger projets pour appel d'offres. Connait. de la langue anglaise souhaitée.
Régisseur, d'entrepr. assur.
Adr. C.V. détaillé et manusc. sous réf. 4222 P. Lichau S.A., B.P. 220, 75002 Paris qui transmettra.

RECHERCHONS ASSISTANTE DE DIRECTION GÉNÉRALE
BILINGUE, prof. TRILINGUE en d'expérience souhaitée. Lieu de travail : proximité de la Porte-de-Champervet.
Env. C.V., photo et présent. à : RUSH, Paris, références 42 844, 14, rue d'Assolville, 75010 Paris, qui transmettra.

C.I.R.C.E. Centre de calcul du C.N.R.S. (U X I.R.M.A. 310/141), recherche

UN INGENIEUR SYSTEME
maîtrise au calcul, diplômé O.M. Nat. franc. Connait. IBM et/ou rétrocalcul souhaité. C.V. détaillé, au secrét. n° 141 du C.I.R.C.E. bâtiment 534, 1145 DRISAY CEDEX.

APSIDE
41, rue de Poitiers 75008 PARIS recherche disponibles rapidement DIT + 2 ANS

SPECIALISTES ASSEMBLEUR
Tél. 225-19-46 - 255-27-09 ou envoyer C.V.

IMPTE SOCIÉTÉ
proche banlieue Ouest dans le cadre de son expansion pour l'application de l'informatique auprès des clients de la médecine recherche

UN INGENIEUR ANALYSTE
1 an d'expérience minimum souhaitée dans la pratique des milieux médicaux.
Envoyer C.V. détaillé sous n° 62.023 CONTESSÉ PUBLICTÉ 20, av. de l'Opéra, Paris-1r qui transmettra.

Expert-comptable commissaire aux comptes

STAGIAIRE D.E.S. Compté
Ecrits avec C.V. : Cabinet DECUPE, 12, bd des Capucines, Paris-7r.

secrétaires secrétaires secrétaires

Secrétaires de direction

La Société VOLKSWAGEN France recherche pour le Responsable de sa division Véhicules Utilitaires

une secrétaire de direction trilingue
(Français, Allemand, Anglais)

- La candidate sera âgée de 30 ans minimum. Elle aura une réelle expérience dans une fonction similaire avec ou sans diplôme de secrétariat, de rigueur et de conscience professionnelle, et d'initiative dans les relations.
- Pendant 2 à 3 mois, elle travaillera provisoirement à VILLERS-COTTERETS, puis définitivement à PARIS (7r).

Envoyer CV avec photo et présentations au Département du Personnel - B.P. 62 - 02600 VILLERS-COTTERETS, sous réf. SVU/30.

NORSK DATA
Constructeur Norvégien d'Ordinateurs
très à « Direction Régionale Paris »

recherche une

SECRETARE DE DIRECTION
ou

SECRETARE COMPTABLE
bilingue anglais

AVANT :
- une très bonne formation générale, une bonne connaissance de la comptabilité et le sens des responsabilités.
Comptes tenu de l'expansion de la société le poste offre à l'élite candidate de valeur de réelle possibilité d'avancement.

Lieu de travail : proche Banlieue Ouest.
Envoyez C.V. à :
NORSK DATA - 64, rue de Mayrin, 02120 FERNEY-VOLTAIRE, sous référence SDP. NORSK DATA... une alternative à étudier.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Proche banlieue Ouest de Paris recherche

Secrétaire de direction
PARFAITEMENT BILINGUE (anglais)

pour succéder le secrétaire du président directeur général dans les domaines suivants :

- secrétariat, tenue à jour de tableaux de bord services généraux ;
- supervision du service voyages

Ce poste conviendrait à une jeune femme dynamique, capable d'initiatives et qui pourra confier des responsabilités commerciales.
Une période de formation-adaptation de 2 mois est prévue à Paris.
Envoyez C.V., photo et présentations à STÉ ONNO 4, Bd de Strasbourg 75010 Paris.

50 Km de la mer - PONTIVY-MORBIHAN
Dans le cadre de son expansion, une importante société alimentaire, recherche pour son service Export à PONTIVY (Morbihan), une

Secrétaire Exportation
Allemand indispensable. Anglais souhaité (notions). Le poste est à pourvoir rapidement. Facilités de logement sur place.
Ce poste s'adresse à une jeune femme active, capable d'initiatives et qui pourra confier des responsabilités commerciales.
Une période de formation-adaptation de 2 mois est prévue à Paris.
Envoyez C.V., photo et présentations à STÉ ONNO 4, Bd de Strasbourg 75010 Paris.

ECCO
TRAVAIL TEMPORAIRE recrute

SECRETAIRES, STENO DACTYLOS, DACTYLOS, bilingues
Pour postes longues missions
Se présenter avec références
129, Boulevard Magenta 75010 Paris
Métro Gare du Nord

FABRICANT SIEGES HAUT DE GAMME proche banlieue Est recherche pour Service Export

Importante Société Nord-Ouest de Paris recherche pour ses Directeurs :

SECRETAIRES TRILINGUES ALLEMANDS ANGLAIS FRANÇAIS
Préférés écrits à : JEAN PERVOST S.A., 20, rue Danielle-Casanova, 91710 LE PIERREUX, ou tél. 24-57-46 pour renseignements.

Expérimentées, dynamiques. Bonne présentation. Postes stables.
Adr. C.V. photo, Mme LINGOT, SELECTION, 48, r. de Chabrol, 75010 PARIS. Tél. : 246-41-57.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES et de CONSEILS en INFORMATIQUE

ANSWARE
Filiale du groupe Thomson pour sa division Grande Informatique recherche :

INFORMATIENS

- pour exercer les fonctions de : PROGRAMMEURS, ANALYSES-PROGRAMM., ANALYSES.
- Ils seront intégrés dans des équipes structurées, travaillant à bien d'importants projets.
- Il faut être : dynamique, de formation supérieure, bien maîtriser COBOL ou PLI ou ASSEMBLEUR, avoir une expérience de 3 années d'expérience sur IBM, C.I.L.I.N.G. ou UNIVAC.
- Les connaissances supplémentaires en FORTRAN, en programmation en langage PROTEGE sont appréciées.

Adressez rapidement, sous réf. CI 50, votre C.V. détaillé, photo et détail de disponibilité et de disponibilité à l'ouest ANSWARE, 125, r. de la Pompe 75116 PARIS. Réponse rapide écrite et discussion en personne. CABINET EXPERT COMPTAB. recrute COLLABORATEUR responsable de laboratoire, expérience nécessaire 5 ans. Adr. C.V. manuscrite et photo à : EUROSDU n° 7.051, 1200 SALON.

ORGANISME I.L.M.
25 000 LOGEMENTS rech pour ses agences de gestion ou I.L.M.-DE-FRANCE

INSPECTEURS DE GESTION
destinés à assurer la gestion locative et copropriété de 1 500 à 2 000 logements.
- Appliqués aux concepts immobiliers.
- Expérience gestion locative et copropriété.
- Connaissances juridiques et comptables.
POSSIBILITE LOGEMENT
Adressez C.V., présentations, photo LE LOGEMENT FRANÇAIS 12, rue Paul-Sarrasin, P.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PHARMACEUTIQUE
Paris Nord recrute pour SERVICE RECHERCHE

TECHNICIENS
(Hommes ou Femmes)
pour analyses physico-chimiques. Niveau IUT option chimie organique.
Adressez C.V., prêt, n° 62.114 CONTESSÉ PUBLICTÉ 20, av. de l'Opéra, Paris-1r

ANNONCES DOMICILIÉES
Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer finalement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

ORGANISME I.L.M.
25 000 LOGEMENTS rech pour ses agences de gestion ou I.L.M.-DE-FRANCE

INSPECTEURS DE GESTION
destinés à assurer la gestion locative et copropriété de 1 500 à 2 000 logements.
- Appliqués aux concepts immobiliers.
- Expérience gestion locative et copropriété.
- Connaissances juridiques et comptables.
POSSIBILITE LOGEMENT
Adressez C.V., présentations, photo LE LOGEMENT FRANÇAIS 12, rue Paul-Sarrasin, P.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PHARMACEUTIQUE
Paris Nord recrute pour SERVICE RECHERCHE

TECHNICIENS
(Hommes ou Femmes)
pour analyses physico-chimiques. Niveau IUT option chimie organique.
Adressez C.V., prêt, n° 62.114 CONTESSÉ PUBLICTÉ 20, av. de l'Opéra, Paris-1r

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES et de CONSEILS en INFORMATIQUE

ANSWARE
Filiale du groupe Thomson pour sa division Grande Informatique recherche :

INFORMATIENS

- pour exercer les fonctions de : PROGRAMMEURS, ANALYSES-PROGRAMM., ANALYSES.
- Ils seront intégrés dans des équipes structurées, travaillant à bien d'importants projets.
- Il faut être : dynamique, de formation supérieure, bien maîtriser COBOL ou PLI ou ASSEMBLEUR, avoir une expérience de 3 années d'expérience sur IBM, C.I.L.I.N.G. ou UNIVAC.
- Les connaissances supplémentaires en FORTRAN, en programmation en langage PROTEGE sont appréciées.

Adressez rapidement, sous réf. CI 50, votre C.V. détaillé, photo et détail de disponibilité et de disponibilité à l'ouest ANSWARE, 125, r. de la Pompe 75116 PARIS. Réponse rapide écrite et discussion en personne. CABINET EXPERT COMPTAB. recrute COLLABORATEUR responsable de laboratoire, expérience nécessaire 5 ans. Adr. C.V. manuscrite et photo à : EUROSDU n° 7.051, 1200 SALON.

demandes d'emploi

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT d'une société industrielle de 2000 personnes (C.A. 250 millions de Francs) désire assumer une responsabilité de **direction générale** dans une entreprise de dimension similaire ou plus importante.

- 48 ans. Formation supérieure et Business School.
- Gestionnaire dynamique de très haut niveau, est convaincu qu'une entreprise ne se justifie que si elle est rentable - place néanmoins les relations humaines en tête de ses préoccupations.
- Maîtrise parfaitement l'ensemble des problèmes économiques et financiers de l'entreprise. Pratique les méthodes modernes de management et de marketing.
- Habitué aux négociations à l'échelon le plus élevé : grande expérience des relations avec les partenaires sociaux : syndicats, organismes paritaires et administration.

Ecrire à No 59853 CONTESSÉ PUBLICTÉ 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CADRE SUPERIEUR
recherche poste

Coordonnateur PLANNING STRATEGIQUE
Expérience 18 ans : études de marché, pricing, prévisions, gestion, directeur de ventes, mise en place plan marketing.
Formation universitaire. Anglais - allemand.
Ecrire n° 7.054 à la Monde + Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9r.

DIRECTION FINANCIERE
Cadre supérieur de banque
recherche poste Direction Financière (gestion, trésorerie, relation avec les banques, crédits) dans ENTREPRISE INDUSTRIELLE, région parisienne. Libre rapidement.
Ecrire sous réf. 5.582 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

J'AI 40 ANS
JE SUIS UN HOMME D'EXPERIENCE ET DE CONFIANCE.
Comptabilité - Gestion - Fiscalité - Informatique. Organisation - Vie sociale et juridique des sociétés. Souhaité apporter ma collaboration à dirigeant P.M.E. Paris et région.
Anglais-Allemand parlé et lu. Etudiera toutes propositions.
Ecrire sous le numéro 2.504, à la Monde + Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9r.

JEUNE HOMME 28 ANS, LICENCIÉ EN DROIT
● Responsable du personnel, entreprise 400 personnes, filiale d'un groupe important ;
● Responsable du recrutement, bilan social, logement, formation continue, etc.
cherche poste
ASSISTANT DIRECTION RELATIONS HUMANES
Orant possibilité d'avancé.
Ecrire n° T 06075 M - REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2r).

VOUS ETES SITUÉ EN PROVINCE
INGENIEUR 32 ANS
Exp. biens intermédiaires, biens d'équipements. Actuellement Chef de Produit.
Recherche poste de Direction Commerciale ou appelé à court terme à le devenir.
Ecrire n° 7.109 à la Monde + Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9r.

Centre de Formation Professionnelle pour adultes cherche EMPLOIS pour

AIDES-COMPTABLES
connaissant dactylo, disponibles immédiatement.
Tél. : 75-18-30, postes 79 ou 84.
POSSIBILITE PRISER EN CHARGE PARTIELLE DU SALAIRE.

ALLEMAND, VENDEUR CONFIRMÉ
(Bons de consommation et maîtrise française) ayant dirigé filiales de distribution française en E.P.A. pendant 12 ans, parlant couramment français (français + espagnol), âgé 47 ans, résidence Düsseldorf, aimerait entrer en contact avec entreprise projetant son implantation en E.P.A. ou développant ses activités sur le marché allemand.
Ecrire n° 440 à REGIE-PRESSE GmbH, Rathenaustr. 1a, D. 6000 Frankfurt, qui transmettra.

Vous recherchez un vrai commercial en même temps gestionnaire et un gestionnaire de vos ventes dynamique.
JE SUIS VOTRE HOMME : 38 ans, I.E.P., Sc. Eco + L.C.G. Anglais parlé.
MON EXPERIENCE :
- Commerciale et marketing : 10 ans au niveau direction (produits grande consommation).
- Financière : 2 a. de une gde banque d'affaires.
Ecrire n° 2.578 à la Monde + Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9r.

Voit la suite des demandes d'emploi en page 32

EN ILE-DE-FRANCE

Chères, trop chères autoroutes
Qui va les payer ?

Comment financer les autoroutes en Ile-de-France ? C'est la question que tentent de résoudre les divers responsables de la région parisienne. L'Etat a en effet progressivement réduit son effort au cours des années précédentes : en 1974, sa participation financière s'élevait à 811 millions de francs, elle atteint à grand-peine 265 millions de francs en 1978. Priorité est aujourd'hui donnée au réseau autoroutier national de liaison, et cet ambitieux projet réclame une participation du plus au plus importante des pouvoirs publics.

Quant à la région, elle a également réduit ses investissements dans ce domaine : ainsi qu'elle consacrait pour 50 % son budget aux routes et autoroutes voici quelques années, elle ne leur consacre aujourd'hui que 25 % de ses investissements. Les transports en commun, notamment le tramway, ont donc bénéficié d'une part importante de son budget. Les efforts de l'établissement public régional.

Enfin, si l'Etat finance à 85 % la construction des radiales, il ne participe qu'à concurrence de 55 % à la réalisation des rocadés. Or il a été décidé de ne plus construire de radiales en Ile-de-France, mais à partir de l'A 14 et l'A 15 ; priorité doit être donnée aux rocadés, notamment à l'A 86, qui assure le trafic banlieue-banlieue et doit doubler le périmètre de 6 kilomètres de la capitale. Cette nouvelle politique réclame donc une participation plus importante de la région.

Afin d'éviter l'asphyxie automobile à l'été, le préfet de la région, M. Lucien Lallier, proposera prochainement au conseil régional un programme autoroutier pour les trois ans à venir à partir de trois hypothèses financières.

Les trois hypothèses du préfet

C'est dans ce contexte que le préfet de région, M. Lucien Lallier, proposera prochainement au conseil régional un programme autoroutier pour les trois ans à venir à partir de trois hypothèses financières.

Première hypothèse : l'Etat se refuse à consentir un effort supplémentaire en faveur des autoroutes et maintient ses dotations au niveau actuel, qui ne cessent de diminuer depuis 1974.

Le conseil régional a, pour sa part, inscrit 392 millions de francs à ce titre dans son budget

pour l'année en cours (dont 185 millions pour les voies rapides et autoroutes). Or un kilomètre de rocadé A 86 dans un secteur difficile, mais le sont presque tous en région parisienne, coûte 200 millions de francs. A ce rythme-là, il faudrait trente ans pour terminer la rocadé. Dans cette première hypothèse, aucuns travaux nouveaux ne seront entrepris. Pure, il faudrait dès lors s'orienter vers d'autres systèmes de circulation.

Seconde hypothèse, l'Etat augmente substantiellement les crédits affectés aux routes et autoroutes de la région parisienne. Si les pouvoirs publics consentent cet effort (500 millions de francs), ces crédits ajoutés à ceux de l'établissement public permettraient de dégager 800 millions et le plan triennal pour une masse globale de 1,6 milliard, permettrait de donner une réelle priorité à l'A 86, dans un tronçon particulièrement nécessaire entre Orly (Val-de-Marne) et Roissy (Seine-et-Marne), c'est-à-dire entre l'autoroute B 3 et l'autoroute du Sud (Autoroute A 6).

Le P.C. : pas de super-impôt

Dans l'humanité du 5 mai, M. Paul Laurent, député de Paris, président du groupe communiste au conseil régional d'Ile-de-France, écrit notamment : « Le gouvernement veut faire admettre le dilemme : ou pas d'autoroutes ou un super-impôt pour le financer. Il s'agit d'un mensonge pur et simple. »

« Les nombreux automobilistes obligés d'emprunter leurs véhicules pour se rendre au travail et en revenir sont déjà victimes d'une double carence dont l'Etat porte la totale responsabilité : absence de crédits suffisants pour équiper l'agglomération de transports en commun et d'un réseau routier adapté aux impératifs contemporains. »

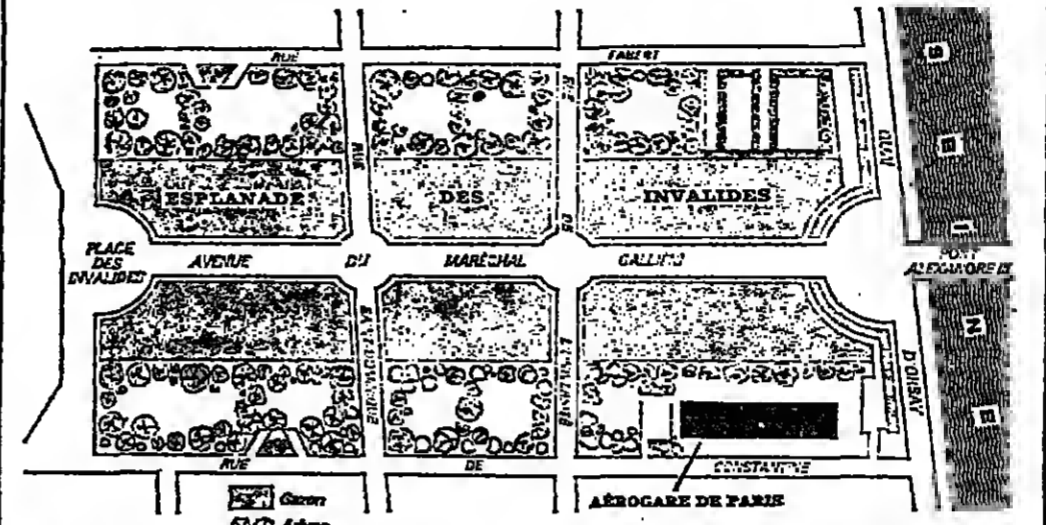
« 18 milliards d'anciennes francs prélevées en plus, chaque année, sur le prix de l'essence, alors que les grandes compagnies pétrolières accumulent d'énormes profits sur la due des automobiles, c'est absolument intolérable. L'argent existe pour faciliter les transports et la circulation, mais il faut le prendre où il est... »

Troisième hypothèse : la participation de l'Etat reste fixée à 500 millions, celle du conseil régional à son niveau actuel, la section de la rocadé entre Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) serait réalisée, optimiste, permettrait d'accélérer la réalisation du fameux tronçon prioritaire A 1 - B 3, auquel 2 milliards seraient consacrés, notamment dans le Val-de-Marne (entre le Carrefour Pompadour et Thiais) et la Seine-Saint-Denis (entre Bobigny et le Carrefour Pleyel). Le programme concernant l'A 15 et la desserte des villes nouvelles demeure inchangé.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

PARIS-CHANTIERS

Les Invalides changent de perspective



« Il faut débarrasser l'esplanade des Invalides de son stationnement anarchique, l'aménager et lui rendre sa prestigieuse perspective », affirme M. Jacques Chirac dès son arrivée à l'Hôtel de Ville, en mars 1977. Le Conseil de Paris occupait dans les semaines qui suivirent un plan d'aménagement. Coût des travaux : 10 millions de francs ; fin des chantiers : 1978.

L'an prochain donc, l'esplanade, entièrement libérée de ses « occupants » abusifs, gazonnée et plantée, devrait redevenir ce lieu de promenade privilégié des Parisiens, dans l'incomparable perspective imaginée par Robert de Cotte au début du dix-huitième siècle pour mettre en valeur l'œuvre conjointe de Libéral Bruant et de Jules Hardouin-Mansart.

L'esplanade est composée de six « plateaux », représentant une surface totale de plus de 70 hectares. La restauration de ce site implique en premier lieu l'abandon du stationnement, et, en second lieu, la création de parterres gazonnés et plantés d'arbres. « à la française ».

De tels parterres sont prévus uniquement sur les quatre plateaux compris entre le rue de l'Université et la rue de Grenelle. Les deux autres plateaux, proches du quai d'Orsay, font l'objet d'une étude particulière liée à la reconstruction de la dalle de couverture de l'aérogare d'Air France,

dont l'état actuel ne permet aucun aménagement en surface. Les services de la Ville envisagent, d'autre part, de modifier le tracé des extrémités des plateaux sud, face aux Invalides. On augmenterait la surface de la demi-tour qui y est dessinée, ce qui permettrait de disposer d'une aire d'atterrissage pour les hélicoptères officiels.

Toutes ces dispositions ont reçu l'accord de M. Bertrand Monnet, architecte en chef, conservateur de l'hôtel des Invalides. A l'automne dernier, sept cents places de stationnement sur la surface de l'esplanade ont été supprimées, deux cents places sont provisoirement maintenues en attendant que l'actuel parc souterrain soit agrandi. Des arbres ont été plantés ; de la terre arable apportée. Ainsi, dans la partie ouest de l'esplanade, la place comprise entre la rue de l'Université et la rue Saint-Dominique, ainsi qu'une partie du plateau situé entre la rue Saint-Dominique et l'hôtel des Invalides, ont déjà été libérées des véhicules qui les encombraient. A la fin de l'année prochaine, l'esplanade sera entièrement dégagée ; non seulement des automobilistes, mais aussi des palissades entourant les chantiers ouverts en 1975 par le S.N.C.F. pour relier le ligne des Invalides à la gare d'Orsay.

JEAN PERRIN.

CONTROVERSES

Passerelle en souterrain

La passerelle des Arts ? Faut-il la détruire ou la reconstruire ? Dans ce cas, comment la reconstruire ? B 3, avenue de la République, M. Paul Meyer-Lévy, de Paris, donne après M. Carnon (le Monde du 23 avril) et M. B. Lemoine (le Monde du 12 avril) son avis. Non seulement il ne faut ni réparer la passerelle des Arts ni reconstruire une autre passerelle entre les deux ponts

La banlieue mal policed

M. Christian Comemale, maire adjoint (P.C.) de Fontenay-sous-Bois, dans le Val-de-Marne, nous écrit notamment : « M. Jacques Chirac, maire de Paris, par sa politique de police, a encouragé les délits de police dans les zones de banlieue mal policed. Il faut donc que le maire de Paris, par sa politique de police, refuse les 152 millions destinés aux tâches nationales de cette même police. »

L'EXPOSITION DORGELÈS A L'ARSENAL
Montmartre au temps du « maquis »

L'ex-Bibliothèque de l'Arsenal, qui fut durant les beaux jours du romantisme le fief du chermant Charles Nodier, présente une exposition consacrée à Roland Dorgelès, ce qui va de soi, puisque les archives de l'académie Goncourt et la ville de Paris, qui l'écrit, ont été confiées à son fils, M. Jean Dorgelès, par son père, en 1954. C'est un coup de foudre. Ce Montmartre, dont il garde toujours un souvenir ému et attendri, était, au début de notre siècle, la terre d'élection de la bohème, lieu préservé à l'encontre de tout glorieux futurisme, mais difficile, fort bien décrit d'ailleurs par Dorgelès dans le Chêne des brouillards. Ici s'étendait, entre le Moulin de la Galette et la rue Caulaincourt, un vaste territoire « maquis », habité par une population pittoresque, qui allait du chiffonnier à l'artiste impé-rieux.

Le lieu de ralliement de toute cette jeunesse pleine de doute restait le soir venu le Lapin eglise dont l'enseigne recueillait un colporteur intraduisible pour les non-initiés, car elle avait été peinte par le dessinateur André Gill, qui y avait représenté un grand lapin sauteur. C'est un Lapin eglise, dirigé par Frédéric Gérard, dit Frédéric, et fréquenté par Cerco, Max Orian, Max Jacob, Pissarro, et combien d'autres, que nequit grâce à la complicité de Warnod et de Dorgelès, l'énorme tarce de Bononelli l'âne de Frédéric emprunté par nos mystificateurs peignit avec sa queue un « Coucheur de soleil sur l'Académie », qui fut exposé au Salon des Indépendants.

C'est à ce Montmartre aujourd'hui disparu qu'est consacrée une grande partie de l'exposition Roland Dorgelès, de Montmartre à l'académie Goncourt, avec de nombreux documents, d'amusantes photos inédites et des portraits de ceux qu'il aime et qui furent les concitoyens de ce petit territoire qu'il évoque une fois encore dans Au beau temps de la Butte, paru en 1955, et dont il disait : « A mesure que les années s'écoulaient, mes regrets s'embellissent. »

Mais la guerre de 1914 eut survécu, et le Dorgelès héros de la bohème montmartroise cédait le piece au combattant. Il devait attendre à la célébrité avec les Croix de bois, parues en 1919, où il désignait, comme l'a écrit Henri Barbusse, « le fracas, l'éblouissement de la lutte des hommes contre les choses, les stonnements étranges de la mort ». Après la guerre, avec le succès et la gloire naissante, Dorgelès abandonna Montmartre pour s'installer près des Champs-Élysées. Grâce à de nombreuses collaborations à des journaux, il parcourut le monde dont il ramena des ouvrages tels que la célèbre Roua mandarine et la Caravane sans chameaux.

En 1929, il succéda à l'académie Goncourt à Georges Courteline, dont il était l'exécuteur testamentaire et qui, lui aussi, fut dans sa jeunesse citoyen de Montmartre. Toute la partie de l'exposition consacrée à cette célèbre Compagnie, dont Dorgelès fut élu président en 1933, est remarquable et on apprendra plus aux visiteurs sur l'académie Goncourt, son histoire et sur la vie littéraire des soixante dernières années que n'importe quel ouvrage d'érudition.

ANDRÉE JACOB.

Paris n'est pas brimé

M. Robert Loriot, expert comptable à Lyon, nous écrit : « Il est proprement scandaleux d'entendre M. le maire de Paris parler des charges indues au sujet de la capitale avec de surcroît, l'approbation unanime de l'opposition ! Prenez l'exemple des impositions de 1977 : la taxe professionnelle à Paris et à Lyon et le crois savoir que le cas des autres grandes agglomérations n'est pas sensiblement différent. Une entreprise commerciale ou industrielle a payé au titre de cette taxe 1 089 F à Paris et 1 825,20 F à Lyon — soit 67,6 % de plus — par tranche de 50 000 F de salaires ou de 82 500 F de matériel. Un membre de profession libérale a payé 98,60 F à Paris et 1 750,13 F à Lyon — soit 75,5 % de plus — par tranche de 80 000 F de recettes. Tant que la charge de la fiscalité locale parisienne n'atteint pas celle de la moyenne des grandes agglomérations de province il n'y a pas lieu à transfert de charge sur le budget de la nation, bien au contraire. »

Paris Protection vous propose sur porte existante. 1 serrure acier sur bob. 1 serrure de sécurité. blindage acier épaisseur 75/10 électrozingue. 6 goujons d'acier anti-dérégardage. 1 tour de clé 7 points de fermeture. offre exceptionnelle 1990F TTC POUR PORTE DE 2,10m POSE ET DEPLACEMENT COMPRIS. MATERIEL GARANTI 5 ANS. PARIS-BANLIEUE 336.44.55 DEVIS GRATUIT R.P. 343-7525 PARIS CEDEX 13

Le Monde REPRODUCTION INTERDITE. Pavillons, chalets, fermettes, propriétés, LIZARCHES, TIPPEN, forêts, MASSIF FORESTIER, éphones, 30 à 18 heures, 01, faire dès le lendemain.

RÉGIONS

Picardie

Logements vides à Creil

Le « social » permettra de faire la soudure

Creil, dans l'Oise, ce sont les Craillots qui la disent, n'e pas une bonne image de marque : ville de province, ville de banlieue : une ville, en tout cas, qui vit d'une seule industrie, la métallurgie. Au début des années 80, la municipalité, dirigée par M. Antoine Chanut (P.S.), décidait de prendre les choses en main : création de zones industrielles diversifiées, rénovation du centre de la ville, qui se dépeuplait pour essayer d'y attirer des « services » et de nouveaux habitants.

C'est ainsi qu'en 1970 fut mis au point un ambitieux programme de mille deux cent cinquante logements (vingt-trois H.L.M., deux cents logements aidés et plusieurs centaines de logements non aidés), à quoi s'ajoutaient 10 000 mètres carrés de bureaux et un centre commercial. La responsabilité de l'opération fut confiée à l'office H.L.M. de Creil. Quelques années plus tard, il fallut déchanter : le ZAC ne décollait pas. Quatre-vingt-dix-huit logements sont aujourd'hui construits, la moitié sont vides. Alors que l'opération « du Moulin », qui offrait mille logements H.L.M. à la périphérie de la ville, a fait le plein, le société H.L.M. envisage de recourir à la location-vente pour remplir les logements de la ZAC rive gauche.

« Le pari que nous avons fait : donner à Creil un nouveau visage est peut-être trop optimiste », reconnaissent les promoteurs de l'opération. Ils n'avaient pas compté avec la crise, qui a figé le marché immobilier depuis plusieurs années, ni avec les villes nouvelles, qui

attirent, par priorité, les nouveaux habitants et les industries de la grande couronne.

Pourtant, l'effort des architectes est évident et l'insertion dans le quartier de ces immeubles ocre de trois étages, dont la silhouette s'harmonise avec celle de l'église Saint-Médard toute proche, s'est faite en douceur. L'effort de « démocratisation » n'est pas moindre : durant des mois, les « concepteurs » se sont mis à la disposition du public, afin d'expliquer le projet dans ses différentes étapes.

Quoi qu'il en soit, la société H.L.M., la municipalité et les architectes font des constats amers : « Notre déficit s'élevait d'ores et déjà à 10 millions de francs, explique-t-on à la société H.L.M. Si nous maintenons le projet tel qu'il est, il va doubler. »

Une révision du programme est en cours pour permettre de bénéficier des nouveaux systèmes d'aides au logement et de demander une subvention au fonds d'aménagement urbain. La part des logements aidés va donc augmenter, l'ordre des opérations sera révisé, priorité sera donnée à la construction d'un centre commercial, « moteur » de la rénovation.

Signe des temps : alors que les municipalités, en proie à des difficultés financières, tentent, jusqu'à présent, d'équilibrer les budgets en perdant en multipliant les logements non aidés dans de telles opérations, celle de Creil a réduit son déficit en construisant des logements sociaux, ce qui lui permettra d'obtenir l'aide de l'Etat. — M.-C. R.

Rhône-Alpes

Les conséquences de dix ans de politique d'équipements « imposés »

Chambéry bat tous les records d'endettement

De notre correspondant

une politique d'investissement : « Rappelons-vous ce qu'était Chambéry avant l'arrivée de Pierre Dumas à la mairie : une cité somnolante où rien n'avait véritablement bougé depuis la guerre, une ville qui prenait du retard pour les équipements, et bien sûr une ville sans dettes. Il a fallu imposer et organiser le développement de Chambéry en dix ans ou à peine plus », a-t-il expliqué à l'hebdomadaire *Ville nouvelle*, dans son numéro de janvier dernier.

On a « cassé sa tirelire »

Les équipements réalisés pendant cette période sont connus. C'est notamment la ZUP de la Croix-Rouge (4 000 logements, 26 millions de francs entre 1968 et 1975), l'installation d'une zone industrielle (8 millions en 1969) et la construction d'équipements éducatifs ou sportifs (écoles, gymnases, piscine et patinoire). Il convient d'ajouter cependant deux emprunts contractés pour le compte de sociétés privées : l'ARSA, société des autoroutes alpines (30 millions) et la Société de chauffage urbain (un peu plus de 3 millions). Même si la charge de leur remboursement échappe à la ville, ils handicapent d'autant la capacité d'emprunt de celle-ci.

La situation est effectivement délicate si l'on sait que la nouvelle municipalité va être contrainte de prendre en compte un certain nombre de « coups partis » : les travaux de la voie rapide urbaine, l'achat et l'amé-

nagement de 6 hectares, le terrain militaire en plein centre-ville (la fameuse caserne Curial), la construction d'un centre de secours et d'un centre technique municipal notamment.

Mais la controverse la plus vive porte finalement sur la philosophie financière, chacune des parties en cause accusant l'autre d'être un mauvais gestionnaire. (1) Pour M. Francis Ampe, la municipalité précédente a, en quelque sorte, « cassé sa tirelire » au début de l'année 1977 afin de « masquer l'augmentation des impôts ». « Face des économies, dans des excédents, ne peut apparaître que comme un signe de bonne gestion, a rétorqué l'ancien adjoint aux finances.

Il est exact qu'en 1975 et 1976 des excédents budgétaires ont été réalisés par la municipalité de M. Pierre Dumas. Ils s'élevaient à près de 10 millions de francs à la fin 1976. Le recours à l'informatique cette année-là permit de connaître la situation de trésorerie dès la fin de l'exercice et de consacrer les deux tiers environ de ce à matelas à l'exercice de fonctionnement suivant. Le successeur de M. Follet, M. Jacques Lapeyre, estime pour sa part que ce n'est pas à « la vitesse d'une excellente gestion. Or, bien dit-il, on a fait trop payer d'impôts aux Chambériens, on bien les services de la ville se sont livrés à des surevaluations abusives ». Et il estime qu'en tout état de cause l'excédent budgétaire aurait dû être en partie consacré dans le budget d'investissement afin de ne pas restreindre davantage les possibilités d'emprunt. C'est là une conception de la gestion des finances locales chère au parti socialiste qui privilégie autant que faire se peut l'autofinancement. Même si l'inflation est une sirène qui peut séduire les partisans de l'emprunt, le recours excessif à celui-ci ne peut déboucher sur un terme que sur une situation délicate.

BERNARD ÉLIE.

(1) Le cour des comptes, dans son rapport de 1977, a relevé certaines anomalies dans la gestion de la municipalité conduite alors par M. Pierre Dumas.

● Lyon tend la main à Montréal. L'assemblée générale de l'association France-Québec s'est achevée, samedi 6 mai à Lyon, par l'annonce d'une proposition de « pacte-amitié » de Lyon avec Montréal, faite par M. Francisques Collomb, sénateur et maire de la ville.

« La proposition du maire de Lyon », commente M. Jean Deschamps, délégué général du Québec en France, ne consiste pas en un jumelage des édiles mais des populations. Il s'agit d'une main tendue permettant des échanges de Lyon et de Montréal de se retrouver autour de centres d'intérêt communs. »

M. Deschamps va transmettre cette proposition à M. Jean Drapeau, maire de Montréal.

● Des trains à grande vitesse entre Londres et Edimbourg. — Le chemin de fer britannique mettrait en service, le lundi 9 mai, un train à grande vitesse qui relierait Londres à Edimbourg en quatre heures et cinquante-deux minutes (soit un gain de trente-cinq minutes de moins sur le temps de parcours actuel), à la vitesse moyenne de 200 kilomètres à l'heure. Le prix du billet sera le même que sur un train ordinaire. — (A.P.)

Selon l'IFOP

16 % SEULEMENT DES FRANÇAIS AIMENT VIVRE DANS UNE GRANDE VILLE

16 % des Français, à peine chatostrat, s'ils le pouvaient, de vivre dans une grande ville (10 % à Paris), En revanche, 46 % préféreraient vivre à la campagne, 22 % dans une ville moyenne, 14 % dans une ville de moins de trois mille habitants.

C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'IFOP, à la demande de la Délégation à l'aménagement du territoire, qui estime que ce choix conforte les orientations de la politique d'aménagement du territoire. Les Français restent pour 39 % fidèles à la capitale, mais 21 % désirent vivre à la campagne, 16 % dans une ville moyenne, 11 % dans une petite ville, et seulement 3 % dans une grande ville. Parmi ceux qui restent attachés à Paris, la plupart ont plus de soixante-cinq ans.

LES AÉROPORTS DE PROVINCE FONT DE MOINS BONNES AFFAIRES

Les cent vingt chambres de commerce et d'industrie et autres organismes, gestionnaires des aéroports de France et d'outre-mer, viennent de lancer un cri d'alarme au sujet de la situation financière de leur concession d'aéroport.

« Ils soulignent le risque, pour bon nombre de ces concessions, de ne pas pouvoir surmonter si l'Etat continue à leur transférer des charges qui lui incombent. Ils demandent, d'autre part, que soit mis fin à l'anomalie qui consiste à faire supporter aux gestionnaires le financement de services techniques que les administrations de l'aviation civile et de la météorologie ont pour obligation d'assurer. »

Si l'on exclut les cinq grands aéroports de province — Marseille, Nice, Lyon, Toulouse et Bordeaux — qui ont réalisés, en 1977, un bénéfice d'exploitation avant amortissements estimé à 22,7 millions de francs, les soixante-deux autres aéroports de moindre importance ont enregistré, l'an dernier, un déficit évalué à 42 millions de francs. Si, tout compte fait, les premiers ont dégagé une marge nette d'amortissement de 8,2 millions de francs, les seconds ont eu un déficit de trésorerie de 56,9 millions de francs.

Le trafic

progresses de moins en moins

Pour les responsables aéroportuaires, cette dégradation de la situation financière est due à la progression sensible des charges d'exploitation : évolution rapide des salaires et des prix depuis 1974, désengagement progressif de l'Etat pour le financement des équipements, augmentation très nette du volume des investissements — de 1971 à 1976, ils ont été multipliés par 2,5 en francs courants — et détérioration de leurs conditions de financement.

Les chambres de commerce constatent, d'autre part, un ralentissement de la progression du trafic sur l'ensemble des aéroports : 13 567 305 passagers en 1977, soit une augmentation de 8,8 % par rapport à l'année précédente. Or, « le taux d'augmentation enregistré jusqu'en 1973 (13 à 14 %, en moyenne par an) a presque diminué de moitié au cours de la période 1973-1977. »

Les dirigeants consulaires relèvent, enfin, l'impossibilité de relever les tarifs des redevances aéroportuaires, dans un délai et dans une proportion suffisants, pour répondre à la montée des coûts.



Qui peut vous ouvrir le Marché Britannique?

Les Anglais sont de nouveau prêts à acheter vos produits. A condition toutefois que vos prix demeurent compétitifs une fois convertis en Livres Sterling.

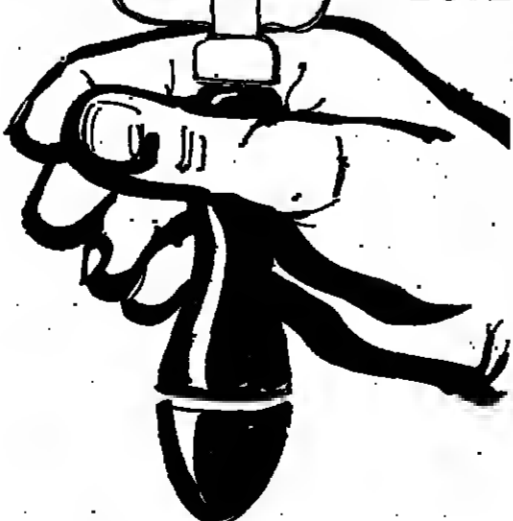
Mesurez bien l'avantage que vous apporterez à une usine située à moins de 100 km de ce grand marché en expansion. Vous serez installé à l'intérieur de la zone Sterling, tout en bénéficiant d'une exonération d'impôt sur les bénéfices jusqu'en 1990 et d'une liberté totale de transfert de capitaux vers n'importe quel pays.

Et comme la République d'Irlande fait partie intégrante du Marché Commun, vos produits seraient vendus librement sans aucune discrimination tarifaire sur le marché britannique.

De plus, les coûts de production Irlandais sont les plus bas du Marché Commun.

Pour plus ample information, téléphonez à Ken Lynn au 720.67.10.

L'IDA d'Irlande



Le Gouvernement Irlandais met les experts de l'IDA à votre disposition. Vous aurez ainsi affaire à un interlocuteur unique qui a déjà supervisé l'implantation près de 500 entreprises européennes.

L'IDA IRLANDE peut concevoir un plan d'aide financière spécialement adapté à vos besoins.

L'IDA IRLANDE vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... jusqu'à ce que votre entreprise atteigne sa pleine capacité de production, dans le respect des délais.

IDA IRLANDE 34, Avenue George V — 75008 PARIS Téléphone: 720.67.10 Téléc: 660416.

CADRES COMMERCIAUX préparez votre promotion

Parmi les programmes de formation continue organisés par l'ESCP, le Centre d'Etudes Supérieures de la Distribution de PARIS offre aux CADRES d'Entreprise la possibilité d'actualiser et de perfectionner leurs connaissances en COMMERCIALISATION et MARKETING des PRODUITS et SERVICES.

UNE ANNEE D'ETUDES EN COURS DU SOIR ET DU SAMEDI MATIN Délivrance d'un diplôme.

Documentation détaillée au **CESDIP** 79, Av. de la République 75011 Paris Tél : 355.39.08

M. _____ Fonction _____ Entreprise _____ Tél. _____ Ad. _____

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Centre Parisien de Management

LOTO c'est facile



ne pratiquez pas l'Anglais

agent de Voyages vous recommande

accompagné

USA

de 15 à 30

départs garantis jusqu'en

Comino premier organis

services sur les Etats-Unis.

Compagnie des USA

مكتبة من الأصل

سكزنا الوطن

Le Monde

économie

SOCIAL

AGRICULTURE

MM. Bergeron et Séguéy reçus par le C.N.P.F.

M. Ceyrac veut rompre avec les «schémas traditionnels» des accords nationaux

Après avoir reçu ce lundi matin 8 mai une délégation de F.O. conduite par M. André Bergeron, le président du C.N.P.F., M. François Ceyrac, qui a rencontré, la semaine dernière, les leaders de la C.F.D.T. et de la C.G.C., devait consacrer, lundi après-midi, son avant-dernier rendez-vous syndical à la C.G.T., dont M. Séguéy conduit la délégation, et terminer son tour d'horizon syndical avec la C.F.T.C. mardi 9 mai.

Le refus qu'a exprimé, durant le week-end, M. André Bergeron, de voir instituer une garantie annuelle de salaire, l'engagement du leader de F.O. à l'égard des « petites fleurs » qu'on adresse à la C.F.D.T., enfin les réserves ou divergences soulignées par MM. Edmond Maire et Yvan Charpentier, la semaine dernière, ont révisé les difficultés qui s'annoncent à la veille des négociations sociales.

Le président du C.N.P.F. n'a pas caché, lundi matin, devant quelques journalistes, les « contradictions » qui séparent toujours les partenaires sociaux. Aux syndicats qui réclament un C.N.P.F. des mesures concrètes, le patronat répond : « nous le jeu du libéralisme ». « Nous ne pouvons mettre en place une conception des rapports sociaux qui corresponde à l'évolution de l'économie et au retour de la liberté », déclare M. Ceyrac. Le C.N.P.F. se souvient-il de la veille des accords nationaux à caractère contraignant, du type de ceux de 1969 à 1971.

« Le patron des patrons » veut rompre avec les « schémas traditionnels » des accords « au sommet ». Il propose la souplesse sous azimuts : négociations au niveau des branches et des entreprises ; mais en place de garanties de ressources minimales, les syndicats et les chefs d'entreprise étant invités à raisonner en masse salariale et en budget annuel ; réforme de la loi de 1968 sur les 40 heures et référence à une « enveloppe » annuelle qui donnerait plus de souplesse aux employeurs, pour adapter les horaires aux contraintes économiques, comme aux salariés qui souhaitent faire varier les temps de congé. « La semaine dernière », raconte M. Ceyrac, « le taux d'absentéisme dans une petite entreprise a passé brutalement de 8 à 22 % ». « Les familles se sont mises en congé-maladie pour être aux côtés de leurs enfants en vacances scolaires. Cet absentéisme peut donner lieu à riposte ou scandale. On peut aussi traiter sérieusement de cette question en donnant la possibilité aux salariés de gérer temps de travail et temps de loisir ».

Sans rejeter toute discussion « au sommet », mais sans précéder la procédure et la portée d'un éventuel consensus « au sommet » sur les principes et garanties de cette formule, M. Ceyrac estime que ces questions doivent concrètement être traitées sur le tas. Et la réduction de la durée du travail ? La cinquième semaine de congés-payés ? Le C.N.P.F. répond en fait par un « non », mais une diminution des horaires, indique-t-il, peut être envisagée, au coup par coup, selon les possibilités des branches, et l'acceptation ou non par les salariés d'une compensation partielle. Dans ce cas, ajoute M. Ceyrac, « pourquoi pas une cinquième ou une sixième semaine ici et là ? ».

La C.S.C.V. souhaite élargir les bases du syndicalisme du cadre de vie

De notre correspondant régional

Lyon. — En se transformant, en juin 1978, en Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.), abandonnant à cette occasion à la fois la structure trop étroite de l'association type loi 1901 et une politique à peu près exclusivement centrée sur les questions familiales, l'ex-Confédération nationale des associations de parents d'élèves familiales (C.N.A.E.F.) a-t-elle réussi sa mutation ? Le premier congrès qu'elle ait réuni depuis l'adoption des nouveaux statuts, auquel ont participé à Neuville-sur-Saône, près de Lyon, quelque quatre cent cinquante délégués, représentant six cent cinquante syndicats, a fait apparaître un bilan largement positif. Si des réserves ont été émises, elles n'ont porté, somme toute, que sur la faiblesse des moyens dont dispose un semblant de congrès à ce qui a conduit le congrès à fixer une cotisation à un haut niveau et à déplorer l'absence de subventions dont souffre l'organisation.

Le changement intervenu il y a deux ans a certes détaché quelques associations ou groupes départementaux, mais il a séduit en revanche de nouveaux adhérents, dont une partie venant de la Confédération syndicale des familles (C.S.F.) ce qui a en outre permis de faire passer le nombre des deux confédérations. Aujourd'hui, les responsables de la nouvelle organisation affirment que son « taux d'implantation est le plus fort jamais connu depuis vingt-cinq ans ».

La C.S.C.V. a donc le vent en poupe. Comment ne continuerait-elle pas à progresser dès lors qu'un des objectifs essentiels du rapport d'orientation adopté au cours de ses travaux propose de « promouvoir l'élargissement des bases du syndicalisme » ?

Il ne s'agit pas, pour la C.S.C.V., d'appliquer sur l'incapacité — voulue ou non — pendant longtemps des organisations syndicales ouvrières à prendre en charge les problèmes extérieurs à l'entreprise, mais de faire un constat : « Malgré leur tendance de plus en plus forte s'intéresser à certains domaines du cadre de vie, elles sont absentes de beaucoup de secteurs de la vie quotidienne, comme le logement, l'école, la santé, la consommation, les loisirs, etc. », relève le rapport. La C.S.C.V. prétend donc s'intéresser à toutes les formes — beaucoup sont très nouvelles — d'une coopération nouvelle qui agisse au niveau des quartiers ou des communes. Même si le caractère sectoriel, quelquefois corporatiste, souvent dénué de volonté politique, confère à beaucoup de groupes et de comités une certaine ambiguïté « dont il faut être conscient », la C.S.C.V. souhaite se tourner vers eux.

Comment les rapprochements peuvent-ils s'effectuer concrètement ? Avec diplomatie, a semblé répondre le congrès, qui a fait introduire certains amendements pour faciliter les rapports, par exemple, avec les comités de quartiers. Agissant en commun « localement et sur des objectifs précis », les nouvelles organisations de la C.S.C.V. doivent respecter les structures de l'association avec laquelle elle agit et en définitive s'efforcer de convaincre que l'organisation syndicale qu'est la C.S.C.V. répond mieux qu'une association parcellaire, et d'une manière plus globale, plus efficace, à l'attente de la classe ouvrière.

C'est dans cette capacité de synthèse que réside toute l'originalité de la nouvelle confédération syndicale. Aussi peut-on lire dans le rapport adopté que « pren-

L'attitude allemande rend difficile un accord sur les prix agricoles européens

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le deuxième round de la grande négociation agricole européenne de printemps débute ce lundi 8 mai à Bruxelles. L'attitude négative de l'Allemagne fédérale risque d'en compliquer le déroulement. En principe, les Neuf devraient conclure, c'est-à-dire arrêter, une série de décisions, d'une manière ou d'une autre, conditionnant le revenu des agriculteurs européens au cours de l'année à venir et, pour certains d'entre eux, bien au-delà, notamment en ce qui concerne la réforme du règlement sur le vin.

Le premier rang de ces décisions figure la fixation des prix de campagne, même si elle n'apparaît pas cette année comme l'élément le plus dur de la négociation. En France, comme dans les autres pays à monnaie faible, les relèvements de prix auront une double origine : à la hausse des prix communs, mais en outre de compte européen, viendra s'ajouter une augmentation supplémentaire due à une nouvelle dévaluation du « franc » par rapport au « mark ». Le « mark vert » a été introduit en France pour traduire en francs français les prix établis en unités de compte, sera rapproché du cours du « mark », c'est-à-dire de la valeur réelle du franc.

Lors de la précédente session de quatre jours qui s'est tenue du 24 au 28 avril à Luxembourg, les Neuf avaient convenablement débroussaillé le terrain. Des progrès avaient été obtenus sur les deux dossiers considérés comme les plus difficiles :

● L'affaire « Méditerranée », c'est-à-dire d'une part l'aide financière à la modernisation des structures des régions agricoles méditerranéennes de la C.E.E. et de l'autre le renforcement des disciplines de marché imposées aux producteurs de fruits et surtout de vin (prix-plancher).

● La réforme de la méthode de calcul des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) appliqués au porc, les Français, les Italiens, les Britanniques veulent que, d'une façon ou d'une autre, les M.C.M. qui gênent leurs producteurs face à la concurrence des Danois et des agriculteurs du Benelux soient réduits.

Réévaluer le « mark vert »

A la fin de la session, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, Gundlach, avait soumis aux ministres, de manière informelle, un projet de compromis qui avait été plutôt bien accueilli par la majorité des délégations et, en particulier, par M. Méhaignerie, ministre français de l'Agriculture, qui l'avait qualifié de base de travail très acceptable. Toutefois, aux difficultés furent identifiées et en partie surmontées durant ces quatre jours vivrent s'ajouter, en fin de parcours, celles résultant des « états d'âme » des Allemands, qui pour M. Gundlach sont responsables du précédent échec des pourparlers.

La position de l'Allemagne fédérale s'articule en deux points à vrai dire passablement contradictoires : mais il est vrai que de tout temps sa critique, question allemande à l'égard de l'Europe verte n'a été, jamais beaucoup soulevée de cohérence. M. Ertl, ministre fédéral de l'Agriculture, trouve en premier lieu que l'augmentation moyenne de 2,20 % des prix communs, établie en unités de compte, est insuffisante et il réclame — de même d'ailleurs les Belges — 3,5 % de hausse.

Selon l'IFOP
16 % SEULEMENT DES FRANÇAIS AIMENT VIVRE DANS UNE GRANDE VILLE

LES AÉROPORTS DE PARIS FONT DE MOINS EN MOINS AFFAIRES



si vous ne pratiquez pas l'Anglais votre Agent de Voyages vous recommandera circuits accompagnés

USA

● 5 circuits des plus complets, de 15 à 30 jours, ● accompagnateurs Français, ● nombreux départs garantis jusqu'en octobre réalisés par Camio: premier organisateur de voyages sur les Etats-Unis.

coupon à retourner à CAMIO, 21 rue A. Charpentier 75017 Paris - Tél. 755.77.90

M. adresse _____

désire recevoir la documentation "Circuits accompagnés aux USA"

Lic. A. 478 mm. com. inter. 1978

Croisières en Méditerranée.

A bord du "Daphné", véritable palace de la mer, découvrez la Méditerranée comme jamais vous ne l'aviez vue, avec l'itinéraire de 14 jours le plus intéressant qui puisse être proposé cette année : Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Haïfa, Kusadas, Istanbul, Le Pirée, Capri. Tout à bord est prévu pour votre confort : cabines spacieuses, gastronomie, piscines, sports, spectacles, danse.

Départ le 25 mars au 4 novembre. Prix de 3920 F à 12460 F.

Je désire recevoir votre documentation "Flotta Lauro".

Nom: _____ Adresse: _____

5, bd des Capucines 75002 Paris tél.: 266.46.50 ou toutes agences de voyages

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction

Développement National de la Construction

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture de matériel S.T.P.

- Lot 1 Matériel de Terrassement.
- Lot 2 Matériel de Levage et Manutention.
- Lot 3 Matériel de Production et Transport de Béton.
- Lot 4 Matériel d'Énergie.
- Lot 5 Matériel de Production et Equipements.
- Lot 6 Matériel de Chantier.
- Lot 7 Outillage de Chantier.

Les Entreprises intéressées et dûment mandatées (une pièce justificative leur sera demandée) peuvent retirer le Cahier des Charges au siège de la D.N.C. - Direction des Etudes Commerciales et des Approvisionnements (D.E.C.A.) - 27, rue Négrier-Husseau Day, contre la remise de 100 DA par chèque à compter du 23 avril 1978.

Les prix recommandés des offres doivent être adressés par voie postale recommandée sous double enveloppe cachetée à la D.N.C. - Secrétariat permanent de la Commission Centrale des Marchés - 27, rue Négrier-Husseau Day - ALGER, avant le 1^{er} juin 1978, délai de rigueur.

Les offres relatives à chaque lot devront parvenir séparément, sous pli cacheté portant la mention APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 01 MATÉRIEL DE LOT N° -

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix jours (90).

AFFAIRES

Le redémarrage de l'usine de Noyal-Muzillac (Morbihan)

Après seize mois de combat...

De notre correspondant

Vannes. — Après seize mois de silence, les machines de construction métallique de Noyal-Muzillac, près de Vannes (Morbihan), ont recommencé à tourner. En août 1976, les établissements Le Roux employaient plus de deux cent quarante personnes ; aujourd'hui, la S.A. Lyon Métal a remis au travail vingt métallos et espère voir ses effectifs atteindre prochainement une centaine de personnes. Entre-temps, le personnel et la C.F.D.T. ont mené une lutte syndicale sans relâche pour « préserver l'emploi au pays » et ils ont gagné, créant ainsi un précédent dans un département où les paysans plus que les ouvriers savent mener à bon terme leurs revendications.

Lorsque, en août 1976, l'entreprise de construction métallique Le Roux fut mise en règlement judiciaire, il n'y avait guère que l'industriel, Maurice Le Roux, un « self made man », pour croire au redémarrage de son affaire. Sorti de son petit atelier quelques années plus tôt et devenu patron de deux cent quarante personnes, dans une usine modeste, symbole dans le Morbihan de l'expansion d'une P.M.E., il espérait, au moment où l'activité de son entre-

prise diminuait, conclure quelques gros marchés avec des pays du Proche-Orient. Début novembre, il fallut bien toutefois se rendre à l'évidence, plus de marchés, plus de capitaux et un P.-D.G. impulsant. Les deux cent quarante employés de l'usine perdus dans les ajoncs et les genêts se retrouvaient chômeurs.

Avec la même ardeur que leur patron avait mise à monter son affaire, les licenciés des établissements Le Roux s'engagèrent alors résolument dans la lutte pour sauvegarder leur emploi au pays. Ils commencèrent par occuper l'usine, une occupation interrompue depuis le 4 novembre 1976. Un événement dans un pays où pareille initiative n'était connue qu'à travers les grands mouvements d'occupation nationale. Défilés périodiques dans les rues de Vannes, démarches incessantes auprès des pouvoirs publics et des élus locaux, pressions auprès du syndicat, les métallos de Noyal-Muzillac démontraient chaque jour leur refus de rejoindre les deux mille chômeurs du secteur de la transformation des métaux et les ouvriers du bâtiment, et de grossir le chiffre des treize mille Morbihannais privés d'emploi. Quand le moral chûta à la suite de négociations manquées, d'espoirs déçus, la population de tout le pays vannetais, en participant massivement aux journées portes ouvertes de l'usine et aux fêtes populaires de soutien, marqua son adhésion au combat des licenciés. A Noël dernier, l'évêque de Vannes avait délégué un prêtre pour célébrer la messe de minuit sous la voûte métallique de l'usine occupée.

Finalement, le miracle s'est produit. Le contrat de gestion libre signé par la S.A. Lyon Métal, qui déboucha sur le rachat de l'affaire par le groupe Bizard, a permis le redémarrage de l'activité à l'usine de Noyal-Muzillac. A terme, cent personnes retrouveront un emploi au pays. « Ça fait quand même quelque chose », reconnaissait un des premiers métallos rembauchés en voyant partir le premier camion de poutres métalliques. C'était mardi dernier, lendemain de la fête du travail.

LOUIS COQUIN.

Le sort des Ateliers roannais de constructions textiles entre les mains de ses ingénieurs... et de Rhône-Poulenc

Lyon. — Si le travail a repris dans les trois usines des A.R.C.T. (Ateliers roannais de constructions textiles) après une semaine d'occupation, du 18 au 23 avril (« Le Monde » du 27 avril), les problèmes qui agitent depuis bientôt trois ans cette société roannaise spécialisée dans la

construction de machines à tisser et autour de laquelle s'est constituée, le 1^{er} décembre 1975, la holding ASA — deux mille personnes au total — se posent toujours avec la même acuité. Les semaines à venir risquent d'être décisives pour les A.R.C.T., qui se sont

engagés à présenter à la fin du mois de juin une nouvelle machine. De l'appréciation que porteront sur cette machine les ingénieurs de Rhône-Poulenc-Textiles dépend, pour une large part, le sort d'une entreprise qui s'était quelque peu endormie sur son avance technologique.

De notre correspondant régional

de marque de l'entreprise. Ratage d'étant plus grave, économique et psychologiquement parlant, qui survient après la perte, à l'automne dernier, de deux marchés américains, chacun d'un montant équivalent à celui de Rhône-Poulenc, soit une trentaine de millions de francs.

Convaincre Rhône-Poulenc

M. André Mottet, nommé P.-D.G. des A.R.C.T. le 1^{er} décembre 1977 (2) — cet ancien de Rhône-Poulenc Textiles, appelé d'abord au chevet de la société T.S.R. (Tissus, soieries réunis), et à Lyon, à la confiance du C.I.A.S.I. — ne porte pas un jugement aussi radical sur l'attitude du groupe textile. Il estime cependant que Rhône-Poulenc est tourné un peu vite vers l'Anglais Scragg, sous prétexte de « performances technologiques supérieures ».

Qu'en est-il de cette controverse ? L'évolution de la technique dans ce domaine a été très rapide. En vingt ans, on est passé pour les broches, par exemple, de 20 000 tours-minute à 800 000 tours-minute et pour le défillement du fil de 200 à 600 mètres-minute. Depuis 1973 une nouvelle technique dite « n friction » permet, en faisant passer le fil entre des galets, d'obtenir des torsions de 3 à 4 millions de tours et des vitesses de défillement de 1 200 mètres-minute.

Cette évolution en a entraîné une autre au niveau de la conception des machines elles-mêmes. Compte tenu de l'augmentation de la vitesse de défillement du fil, les constructeurs se sont efforcés de trouver des solutions pour conserver le « parcours droit », qui donne, selon M. Mottet, des qualités de texture non contestées (affinité meilleure à la teinture, stabilité de la résistance mécanique du fil), mais limite en revanche à 850 mètres-minute la production, à moins de construire des machines d'une longueur démesurée ; ou bien adopter le « parcours brisé », qui permet en quelque sorte de ramasser la machine sur elle-même avec des angles de 90° à grande vitesse. De l'appréciation que porteront alors les ingénieurs de Rhône-Poulenc-Textiles dépendra très largement l'avenir des A.R.C.T. et, par conséquent, ce débat, les A.R.C.T. se sont engagés à présenter à la fin du mois de juin prochain une machine à parcours droit permettant d'atteindre 850 mètres-minute et un prototype à géométrie brisée sachant que pour celui-ci une entre limite apparaît très vite : la capacité de résistance du fil entraîne à grande vitesse. De l'appréciation que porteront alors les ingénieurs de Rhône-Poulenc-Textiles dépendra très largement l'avenir des A.R.C.T. et, par conséquent, ce débat, les A.R.C.T. se sont engagés à présenter à la fin du mois de juin prochain une machine à parcours droit permettant d'atteindre 850 mètres-minute et un prototype à géométrie brisée sachant que pour celui-ci une entre limite apparaît très vite : la capacité de résistance du fil entraîne à grande vitesse. De l'appréciation que porteront alors les ingénieurs de Rhône-Poulenc-Textiles dépendra très largement l'avenir des A.R.C.T. et, par conséquent, ce débat, les A.R.C.T. se sont engagés à présenter à la fin du mois de juin prochain une machine à parcours droit permettant d'atteindre 850 mètres-minute et un prototype à géométrie brisée sachant que pour celui-ci une entre limite apparaît très vite : la capacité de résistance du fil entraîne à grande vitesse.

A tous égards, il reste que là, comme dans d'autres domaines, les progrès technologiques ont secrété leur propre poison : l'accroissement des performances des machines a rétréci, en effet,

(1) Si un accord est intervenu entre la direction et les syndicats prévoyant notamment le rattrapage de la production au cours des semaines de mai et de juin (en échange de quoi une somme forfaitaire de 500 F a été réglée fin avril, en revanche, la direction dément formellement qu'elle ait donné des assurances sur le maintien des filiales menacées compte tenu de la situation du groupe (contrairement à ce qu'indiquait « Le Monde » du 27 avril 1978).

(2) M. Mottet, président-directeur général des A.R.C.T., est aussi directeur général du groupe ASA, dont la présidence a été confiée à l'un des fondateurs des A.R.C.T., M. Henri Crouzet.

NOTRE **Télex** POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous télégraphiez vos messages. Nous les télétypions. Vos correspondants les reçoivent par télex : ainsi vous téléphonique.

Service Télex

345 2162 + 346 0028

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

très sensiblement le marché (aux Etats-Unis, une société qui avait acheté soixante machines envisage aujourd'hui de renouveler le parc avec une douzaine seulement). C'est une des raisons pour lesquelles, de la gamme des produits (encolleuses, retordeuses, matériel de fabrication de fibres textiles chimiques) que le formidable essor des machines à tisser par le procédé de la fausse torsion a laissé de côté pendant des années, « en 1978, le marché fausse torsion ne devrait pas représenter plus de 58 % de notre chiffre d'affaires (alors qu'il dépassait les 80 % au temps de l'expansion de l'entreprise) et je souhaite que dans l'avenir il soit inférieur à 50 % », précise M. Mottet. Compte tenu de ces inconnues, les perspectives de progression du chiffre d'affaires restent très modestes : 125 millions de francs en 1977, 175 millions de francs en 1978, qui ne seront vraisemblablement pas atteints, 230 millions de francs en 1979, et en tout état de cause très éloignées des 400 millions à 500 millions de francs que réalisait l'entreprise pendant la période d'euphorie économique.

L'affaire Sotexa

Les dirigeants des A.R.C.T. ont-ils, par inexpérience ou par orgueil, négligé une chance de relancer l'activité du groupe en refusant de croire à la technologie de leur filiale ardéchoise, la société Sotexa ? Dans cette petite entreprise, créée en 1959 par un ancien moulinier, ingénieur des arts et métiers, M. Victor Batsch, on fabrique des machines à tisser pour filaments synthétiques qui se vendent très bien à l'étranger. Mais avec trois cent cinquante salariés et seulement 55 millions de chiffre d'affaires, Sotexa était une proie facile pour les A.R.C.T., dont le chiffre d'affaires était près de dix fois supérieur. Plutôt que de laisser développer ce concurrent dynamique, les frères Crouzet, fondateurs des A.R.C.T., s'en portèrent acquéreurs en mars 1973. Pendant deux ans, l'entreprise bénéficia d'un statut indépendant qui, selon certains cadres, lui aurait permis de « progresser, d'être optimiste sur les chances des A.R.C.T. de repartir : « L'entreprise a beaucoup d'atouts. Il faut désormais quelle génère des forces de vie qui soient supérieures aux forces de destruction qu'elle contient ou qu'elle a contenues. Les difficultés auront peut-être été salutaires. Des actionnaires aux ouvriers, tout le monde a accepté de se remettre en cause. »

BERNARD ELIE.

LOTO

ça peut rapporter gros

LO 37

Prothmans

KING SIZE

LÉGÈRE

NOUVEAU

Q 70 mg de nicotine, 10,0 mg de goudrons

هكذا من الأصل

ACCÈS FACILITÉ ET SORTIE LIBRE DANS LES GARES

- Vous pouvez acheter votre billet à l'avance et l'utiliser un jour de votre choix dans une période de deux mois à compter de sa date d'achat.
- Vous devez valider votre billet en le composant vous-même le jour de votre départ au moment de pénétrer sur les quais, sinon la régularisation dans le train vous coûtera plus cher.
- Le contrôle des billets à l'entrée et à la sortie est supprimé.
- Un personnel d'accueil est à votre disposition dans les grandes gares pour vous aider et vous orienter.
- En ce qui concerne la banlieue parisienne, un système de contrôle automatique va être mis en place progressivement dans le cadre de l'harmonisation des tarifications SNCF/RATP, rendue nécessaire par la création du RER. D'ici là, le contrôle dans les trains et aux entrées et sorties des gares sera renforcé.

Demandez le document d'information dans les gares et agences de voyages.

SNCF

UN NOUVEAU DEPART POUR LES GARES

AFFAIRES

Après l'accord de participation confirmé par M. Akram Ojeh

Les syndicats s'opposeraient à un éclatement du groupe Terrin

Marseille. — M. Akram Ojeh, président du groupe TAG, a confirmé que ses services étudiaient l'éventualité d'une prise de participation dans le groupe de réparation navale Terrin, à Marseille (-le Monde- daté 7-8 mai). « J'ai beaucoup d'amis dans les ministères, a déclaré

M. Ojeh. Parfois on me demande d'intervenir pour aider des entreprises françaises en difficulté. Maintenant, on m'a demandé d'occuper de Terrin. J'ai dit oui. Cela m'intéresse. Mais j'attends les conclusions de mon bureau d'études. »

De notre correspondant régional

Les contacts pris avec le groupe TAG sont antérieurs, a-t-on appris à Marseille, à la mise en règlement judiciaire de Terrin, le 2 mai. Ils seraient dus à l'initiative de l'avocat du groupe Terrin, M. Paul Lombard, qui a effectué récemment un voyage à Djeddah. Plusieurs réunions de travail ont eu lieu entre les représentants du groupe TAG, M. Claude Peyrot, président de la holding du groupe Terrin, les membres de la direction du groupe et les pouvoirs publics.

« Plusieurs schémas de relations ont été étudiés qui doivent faire place à tous les intérêts en présence, a précisé M. Claude Peyrot. Mais l'initiative apparemment bien entendue aux investissements a été rejetée. Il est estimé que l'outil représenté par Terrin ne pouvait qu'inspirer confiance car il est solide industriellement et peut devenir rentable assez rapidement. L'écarter de Marseille deux réparateurs navals qui gagnent de l'argent. C'est de la bonne exécution des mesures économiques, annoncées par les syndicats, qui ont permis de prendre les chances d'une remise sur les rails du groupe Terrin. Une économie mensuelle supérieure à 6 millions de francs réalisable en effet, immédiatement la rentabilité en permettant de réduire un encadrement et des frais imprévisibles liés d'une part à des fusions successives mais dérivées et d'autre part à une infrastructure de travaux industriels qui n'ont jamais trouvé leurs débouchés. La société serait alors stabilisée à un niveau de rentabilité de moitié à celle de 1976. »

Les syndicats se sont déclarés favorables à une prise de participation de TAG, mais ils sont hostiles à toute réduction d'effectifs, hormis sous la forme de mise en préretraite et de stages de formation professionnelle.

Si les négociations avec TAG aboutissent, le schéma de relation le plus classique passerait par la création d'une société d'exploitation qui verserait une redevance de location du fonds de commerce au groupe Terrin et s'engagerait à un rachat des actifs dans un délai de trois ans : 60 à 90 millions de francs seraient nécessaires.

Dans ces conditions, les fonds de TAG ne seraient donc qu'un des éléments de la solution, et d'autres partenaires devraient venir épauler les intérêts syndicaux. C'est le Comité interindustriel des structures industrielles (CISI) qui s'occupe de constituer le groupe d'actionnaires, nous a déclaré M. Jean-Marie d'Hauterive, directeur général des chantiers navals de La Ciotat. Nous sommes toujours intéressés à une prise de participation. »

On s'interroge enfin à Marseille sur le type de solution industrielle qui sera préférée, la difficulté étant de conserver une

cohérence au groupe tout en laissant une certaine indépendance à ses trois principales branches d'activité. « La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si

une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

« La question est de savoir, a précisé M. Peyrot, si une ou plusieurs sociétés d'exploitation devront être constituées et la nature des liens entre elles. » Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éclatement du groupe fondé sur la notion de la rentabilité supposée des divers secteurs d'activité.

M. Marcel Bousac acceptera-t-il de passer définitivement la main ?

Le sort du groupe Bousac devrait être réglé cette semaine. L'issue de la bataille engagée par M. Jean-Claude Bousac, pour éviter le dépôt de bilan et rester à la tête du groupe, dépend, en effet, des décisions prises par le conseil de surveillance réuni ce lundi 8 mai et l'assemblée générale, qui se tiendra jeudi prochain.

« Le groupe Bousac n'est pas un canard boiteux dont il faudrait couper la tête pour guérir l'entorse », affirme la direction du groupe Bousac dans un communiqué. Le texte donne des précisions sur le plan de survie à long terme. La situation n'étant pas aussi catastrophique qu'on pourrait le penser, le dépôt de bilan peut être évité moyennant quelques mesures énergiques concernant notamment les structures financières du groupe.

La direction de Bousac précise que le chiffre d'affaire a progressé de 1 % en 1976, de 3,5 % en 1977 et de 6,5 % en 1978. « En même temps, les stocks sont passés de 60 à 40 millions de francs, ce qui traduit, en francs constants, un effort d'assainissement par le déstockage de plus de 100 millions de francs », indique M. Jacques Pelt, responsable des structures financières du groupe.

Le communiqué explique également que la structure actuelle du bilan (90 millions de francs de capitaux propres, 266 millions

de dettes à long et moyen terme et 571 millions de dettes court terme) peut être transformée quasi instantanément. Ce nouveau bilan (340 millions de capitaux propres, 300 millions de dettes à long et moyen terme et 287 millions de dettes à court terme) « correspond à celui d'une entreprise parfaitement viable ».

Pour ce faire, la direction du groupe se propose d'abandonner 171 millions de francs de créances déclassées, sous forme de comptes courants bloqués par des sociétés apparentées (...) ou directement par des membres de la famille. La « résolution de l'affaire des haras de Jardy (...) permettant (...) de dégager une somme largement supérieure à ce qui est demandé », explique la direction, « est impensable que la facilité de caisse actuellement de 100 millions, admise par des organismes publics (...) ait été octroyée depuis juillet 1977 à des fins électoralistes » et que « cette aide traduit une volonté certaine d'aider un groupe-clief ».

La direction explique que la réforme « nécessite » des structures juridiques du groupe « permettra d'une part d'éviter des risques de confusion de patrimoine, d'autre part de permettre l'entrée éventuelle de capitaux nouveaux, une fois remise en ordre la structure financière du groupe ».

Coup de poker

La note d'information publiée par la direction du groupe confirme les décisions officiellement annoncées la semaine passée (le Monde du 4 mai). Elle résume les différentes données du « coup de poker » tenté par M. Jean-Claude Bousac pour se maintenir à la tête d'un groupe où sa gestion, depuis trois ans, s'est

révélée pour le moins contestable. En dépit des affirmations contenues dans cette note, l'échec du « plan de redressement » qu'il était chargé de mettre en place est évident. La « progression » apparente du chiffre d'affaires traduit en francs constants (compte tenu de l'inflation) une diminution réelle des ventes et reste très inférieur aux prévisions du plan 1975, par exemple, sur une progression de 15 % du chiffre d'affaires en 1977 (pour 6,5 % effectivement réalisés). En outre, ces chiffres incluant les produits du déstockage évalués à 100 millions de francs (en francs constants cette fois) par le groupe, la diminution des ventes a été encore plus forte qu'il n'y paraît. L'application du plan, pour être « surprenante » en matière d'investissements, n'a cependant pas permis d'atteindre les objectifs fixés, dans la mesure où les produits nouveaux (très, très, velours) que le groupe a lancés n'ont pas eu le succès escompté, à cause d'une qualité insuffisante ou d'un non-respect des délais. Le résultat est sur : en dépit d'injections de fonds estimées à plus de 350 millions de francs, le groupe continue à perdre 10 millions de francs par mois, soit plus encore qu'avant l'application du plan de M. Jean-Claude Bousac.

Quant aux mesures permettant de modifier « quasi instantanément » les structures financières du groupe, elles reposent sur une série d'hypothèses pour le moins délicates. Il faudrait en effet pour remettre en ordre la structure financière du groupe, que M. Marcel Bousac accepte d'abandonner les créances qu'il détient (directement ou non) pour près de 200 millions de francs, en renonçant en même temps à y détenir tout contrôle sur la gestion du groupe. En clair, dans la mesure où les apports en comptes courants bloqués de M. Marcel Bousac correspondent à des prêts que lui avaient consentis personnellement les banques et les pouvoirs publics, le fondateur du groupe devrait rembourser sur sa fortune personnelle les fonds sans espérer aucun remboursement à terme. Il faudrait, en outre, que les pouvoirs publics acceptent de couvrir les avances consenties depuis six mois sous forme de non paiement des charges sociales et d'un ensemble de taxes. Leur soutien ne s'arrêterait pas là puisque les groupes réclament, outre la consolidation de ces 100 millions de dettes à court terme, des crédits supplémentaires de quelque 100 millions de francs, dont 30 millions servirait à effectuer les paiements prévus dans les Vosges (environ mille six cents personnes). Au total, l'apport des pouvoirs publics atteindrait donc 200 millions de francs. Enfin, le plan de survie suppose résolue l'affaire des haras de Jardy, dont la valeur estimée par l'administration des domaines atteint 70 millions de francs, ce qui implique l'accord de M. Marcel Bousac, des banques et des pouvoirs publics. Ceux-ci vont-ils soudain oublier des réticences qu'ils ont jusqu'ici marquées et qui sont d'autant plus justifiées que l'opération tentée en 1976 par M. Jean-Claude Bousac, dans des conditions en analogues, est apparue comme un échec ?

VÉRONIQUE MAURUS.

● I.B.M. détient 44,3 % du marché allemand. Le nombre d'ordinateurs en service en Allemagne fédérale s'élevait au début de 1978 à 142 397 unités pour une valeur globale de 33,3 milliards de DM, selon les dernières statistiques de l'Institut allemand de Diebold GMBH. Ce chiffre correspond à une progression de 28 000 unités (et de 2 milliards de DM) en une année.

Le marché global est dominé par I.B.M. (44,3 %), de Siemens (17 %), Nixdorf (6,4 %) et Univac (5,4 %).

En ce qui concerne la grande informatique, la part de I.B.M. s'élève à 58 %, celle de Siemens à 18,4 % et celle d'Univac à 6,9 %.

● Contrat français au Brésil. Technip-Géoproduction, associé à la firme brésilienne Companhia Internacional de Engenharia, a remporté à la suite d'un appel d'offres international le contrat pour l'ingénierie des installations de la plate-forme de production du gisement de Garoupa. Cette plate-forme, qui sera la plus grande de l'Amérique latine, constitue un élément important du programme de mise en valeur des champs de gaz et d'huile de Campos, au nord de Rio. Elle représente un investissement total de 100 millions de dollars. Signé le 20 avril avec Petrobras, la société pétrolière d'État, le contrat porte sur des services d'une valeur de 30 millions de francs. Il sera exécuté en France pour l'ingénierie de base et au Brésil pour le complément.

● Day-Trucks, constructeur néerlandais de poids lourds, a réalisé en 1977 un bénéfice net de 30,1 millions de florins (63 millions de francs environ), soit le triple du résultat obtenu en 1976 (10,6 millions de florins). Le chiffre d'affaires de la société a progressé de 29 %, atteignant 1,2 milliard de florins (2,6 milliards de francs environ), et les ventes (12 766 véhicules commerciaux) de 8 %.

Et le France ?

Depuis qu'on mole de novembre dernier, M. Akram Ojeh, président et propriétaire de TAG-Group, s'en est porté acquéreur, la France a déjà fait plusieurs fois le tour du monde, du moins sur le papier. Pour l'heure, l'homme d'affaires saoudien ne lui a toujours pas trouvé de port d'attache.

Beaucoup de destinations ont été avancées ; de nombreuses candidatures se sont présentées. Mais, au fin de compte, les conversations n'ont jamais abouti. Au début de l'année, Montréal, au Canada, avait la préférence de M. Ojeh ou, à défaut, La Nouvelle-Orléans, en Louisiane, et San-Francisco, en Californie. TAG-Group annonçait même une décision pour le 15 février.

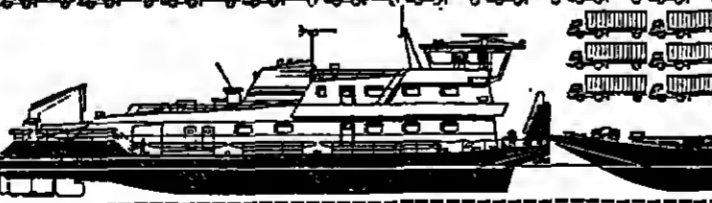
Depuis lors, la chance est retombée sur la France, dont on ignore, encore aujourd'hui, où il

prendra sa retraite. L'idée de l'homme d'affaires saoudien reste d'ancrer le paquebot au voisinage d'une région à la loi trentophonique, puisqu'il veut en faire « une vitrine de la France », et touristique, pour rentabiliser son exploitation comme hôtel flottant.

Deux noms sont aujourd'hui cités sans que l'on puisse être certain qu'un troisième sera enfin le bon. De « nouvelles positions » auraient été faites à TAG-Group par les autorités de Louisiane pour accueillir le France à La Nouvelle-Orléans. Des pourparlers « très avancés » entre le gouvernement libanais et M. Ojeh pour ancrer le paquebot à Beyrouth ont dû être interrompus à cause des événements. Compte tenu de la lenteur de ces négociations, il est probable que le navire n'aura pas quitté La Havre avant le fin de cette année.

Le canal des économies : le transport fluvial

La Voie Navigable est le mode de transport le plus silencieux et le plus économique en énergie; elle consomme 5 fois moins de carburant que la Route. Un seul convoi fluvial transporte l'équivalent de 22 km de camions.



Je souhaite mieux connaître les possibilités du transport fluvial : Nom: Prénom: Société: Secteur économique: Fonction: Adresse: Code postal: Ville: Tél:

Pour réaliser des économies de transports permettant d'améliorer vos coûts de production et de distribution, retournez ce coupon dès aujourd'hui sans aucun engagement de votre part:

Office National de la Navigation 2, boulevard de Latour Maubourg - 75007 Paris - Tél. : 550.32.24

Textiles Rhône-Poulenc

présenter à la fin du mois de... machine. De l'apport... Rhône-Poulenc... que l'on peut...

Les syndicats se sont déclarés favorables à une prise de participation de TAG, mais ils sont hostiles à toute réduction d'effectifs, hormis sous la forme de mise en préretraite et de stages de formation professionnelle.

On s'interroge enfin à Marseille sur le type de solution industrielle qui sera préférée, la difficulté étant de conserver une

CILITÉ ET LIBRE GARES

NATIONAL SEMICONDUCTOR S'ATTAQUE AU MARCHÉ DES ORDINATEURS. Troisième fabricant mondial de semi-conducteurs derrière Texas Instrument et Motorola, la société américaine National Semiconductor (près de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), s'attaque directement au marché de l'informatique. La firme, qui n'a pas vingt ans d'âge, vient d'annoncer officiellement le lancement d'un mini-ordinateur : le système NS 400. Son prix et son encombrement le classe comme un mini-ordinateur. Il correspond à celui d'un 370 d'I.B.M. (un grand modèle) dont il pourra utiliser tous les logiciels.

POUR LES GARES

ÉNERGIE

L'OPEP a créé une commission pour élaborer une stratégie à long terme

Malgré le souhait exprimé par certains pays, il n'y aura pas d'augmentation du prix du pétrole en 1978, a précisé le cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, après la réunion de l'OPEP les 3 et 4 juin à Taif.

Mais d'ores et déjà le ministre saoudien a affirmé qu'une hausse des prix aurait pour seule conséquence d'accroître le surplús actuel.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, TROIS MOIS. Rows include \$ E.R., \$ S.W., Yen (100), D.M., F.B. (100), F.S. (100), L. (1000), £.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: D.M., S.W., Florin, F.H. (100), F.S., L. (1000), £. Franc. Rows show interest rates for various currencies.

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises les plus récents indiqués en fin de colonne par une grande banque de la place.

SC.PO Préparation d'été ou annuelle entrée 1^{re} ou 2^e année. CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully 7725124 et 7451819

VOIX ET EXPRESSION parler avec aisance se faire écouter maîtriser l'expressivité s'exprimer, décider. Tous renseignements : C.E.S.D.E., de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully 7725124 - 7451812.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES TEXTILES SONITEX AVIS DE PRÉSÉLECTION Dans le cadre de la réalisation et de la mise en exploitation des usines suivantes:

IRAN AIR Only Sud PARIS NEW-YORK. BOEING 747 SP. Lundi-Vendredi 14h45

AÉRONAUTIQUE

DES PRESSIONS FAVORABLES A UNE COOPÉRATION AVEC LES ÉTATS-UNIS S'EXERCENT SUR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

Londres (A.F.P.). Le président du National Enterprise Board (NEB - organisme de conseil et de gestion des intérêts de l'État dans les entreprises), Sir Leslie Murphy, s'est prononcé pour une coopération entre les industries aéronautiques britannique et américaine, de préférence une association entre constructeurs européens.

Cette prise de position est cependant en contradiction avec le récent souhait de British Aerospace de collaborer en priorité avec les constructeurs européens, mais en harmonie avec les désirs exprimés par Rolls Royce et la compagnie aérienne British Airways.

Boeing a déclaré d'accroître le rythme de production mensuelle de ses courriers à réaction, pour le porter de dix-huit avions (en juin 1978) à vingt-six et demi appareils de tous les types à partir du dernier trimestre de 1979.

MONNAIES

FERMETÉ DU DOLLAR BAISSÉ DE L'ESCUDO

Le cours du dollar s'est raffermi, lundi 8 mai, sur le marché des changes. Il s'est élevé à Francfort à 2,0850 DM contre 2,0750 DM, à Zurich, à 1,97 FS contre 1,95 FS, et à Paris, à 4,6254 F contre 4,6054 F.

COMÉCON

L'endettement des pays socialistes membres du Comecon vis-à-vis des pays occidentaux est passé de 40 milliards de dollars à la fin de 1977 à 48 milliards à la fin de 1977, selon une étude publiée à titre par l'Institut américain de recherches économiques.

R.F.A.

Le chômage en Allemagne fédérale touchait un million de personnes à fin avril, contre un million cent mille à fin mars, soit 4,4 % de la population active, au lieu de 4,9 % (et 4,6 % un an plus tôt).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAFFITTE - BAR.

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 11 mai 1978 sous la présidence de M. André Legros, a approuvé les comptes de l'exercice 1977 et déclaré la distribution d'un dividende de 12 F par action contre 10,50 F au titre de 1976, payable à compter du 15 juin 1978 aux guichets de la Banque Paribas et de la Compagnie financière et de la Breviers Bank.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Pernod Ricard : Résultats de l'exercice 1977

Le conseil d'administration de la société Pernod-Ricard a, dans sa réunion du 28 avril 1978, arrêté les comptes de l'exercice 1977.

Sur le plan commercial, 1977 a été marqué par une forte progression des volumes de ventes à l'étranger et par une légère diminution des volumes de ventes en France.

En ce qui concerne le secteur des spiritueux en France, dont le marché a globalement régressé, les volumes vendus sont inférieurs de 2,7 % à ceux de l'année 1976.

Le conseil a décidé d'accroître le rythme de production mensuelle de ses courriers à réaction, pour le porter de dix-huit avions (en juin 1978) à vingt-six et demi appareils de tous les types à partir du dernier trimestre de 1979.

En 1976, les ventes de boissons sans alcool avaient enregistré de fortes progressions dues à un printemps et un été particulièrement chauds; à l'inverse, les conditions climatiques de 1977 ont été médiocres.

A l'étranger, les ventes du groupe ont atteint 63 millions de bouteilles marquant une augmentation de 22 % sur 1976.

Les ventes d'anisés ont progressé de 20,6 %; les principaux marchés sont l'Espagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie, la R.F.A. et l'Afrique.

Les ventes d'apéritifs à base de vin ont aussi connu à l'exportation un très net redressement après une année 1976 médiocre liée à une diminution du stock du distributeur anglais de Dubonnet.

Sur le plan financier, les comptes consolidés de résultats du groupe font apparaître un chiffre d'affaires hors T.V.A. de 3 920 millions de francs, supérieur de 5,2 % à celui de l'exercice 1976.

En ce qui concerne les pertes et profits, il convient de noter que: - la constitution nette de provisions pour hausses de prix est de 15 millions de francs, - les cessions d'immobilisations ont dépassé une plus-value de 18 millions de francs,

la charge fiscale de l'exercice a été réduite du fait du régime d'imposition auquel le groupe se trouve soumis depuis 1977.

En conséquence, et malgré un résultat d'exploitation en baisse de 20 % par rapport à l'exercice précédent, la part du groupe, hors droits des tiers dans les bénéfices nets consolidés, s'est élevée à 141,7 millions de francs contre 141,9 millions de francs en 1976.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée des actionnaires qui se tiendra le 15 juin 1978 à 10 h. 30, à la Maison de la Chimie à Paris, la distribution d'un dividende net de 10 F contre 8 F pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 25 %.

Après avoir pris acte avec regret de sa décision et lui avoir exprimé sa gratitude pour la brillante action qu'il a conduite au point de faire de Pernod-Ricard une des sociétés leaders de l'industrie agro-alimentaire française, le conseil d'administration a décidé à l'unanimité de désigner M. Patrick Ricard pour lui succéder à compter du 15 juin prochain.

EMPRUNT EDF Obligations de 2000 francs 10,80% mai 1978 de 1500 millions de francs. Prix d'émission: le pair soit 2000 F par obligation. Date de jouissance: 12 mai 1978. Intérêt annuel: 10,80 %, soit 216 F par obligation, payable le 12 mai de chacune des années 1979 à 1994. Amortissement: En 16 ans, par annuités constantes d'intérêt et d'amortissement: soit par remboursement au pair le 12 mai de chacune des années 1979 à 1994 à la suite d'un tirage au sort, pour la moitié au moins des titres à amortir; soit par achats en Bourse. Taux de rendement actuariel brut: 10,78%. LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION. L'admission des obligations au SICOVAM sera demandée.

LES M BOURSE DE PARIS

مكتبة من الأصول

سكينة

LES MARCHÉS FINANCIERS

HAUSSE DES TAUX EN GRANDE-BRETAGNE ET AUX ÉTATS-UNIS

Après... Depuis le début de la semaine écoulée... la hausse des taux d'intérêt...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

VINPRIX - Résultat net pour 1977... LA LAITIÈRE DE ROUBAIX - Perte de 37 millions de francs...

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE - Bénéfice net pour 1977... SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TRÈS-FRÈRES ERICSSON - Bénéfice pour 1977...

Résultats pour 1977... CHRISTOPHE - 3,40 millions de francs... COMPAGNIE FRANÇAISE - 5,65 millions de francs...

LONDRES Héritage... Le marché a montré dans l'ensemble une certaine stabilité...

Table with columns: Valeurs, Cloture, Cours. Lists various market indicators and exchange rates.

Main financial table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Contains numerous stock and bond listings.

BOURSE DE PARIS - 5 MAI - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange on May 5th, 1978.

MARCHÉ À TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various international currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and related financial data.

SOCIÉTÉS

rd : ice 1977

NATIONALE... 10,80%

